

# CAP-AUX-DIAMANTS

La revue d'histoire du Québec



Envoi de publication. N° de la convention : 40068616. Port de retour garanti. C.P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4M8 N° 149 | PRINTEMPS 2022 9,50 \$

LE QUÉBEC,

NID D'ESPIONS COMMUNISTES?

«Un homme traqué»





# Société généalogique canadienne-française

*Depuis 1943, la SGCF offre*

*Une bibliothèque branchée, des milliers de monographies, des répertoires, des actes notariés transcrits, des fonds d'archives... et plus encore!*

- ♦ *du soutien aux chercheurs*
- ♦ *des conférences mensuelles*
- ♦ *des formations enrichissantes*
- ♦ *la revue Les Mémoires*

**ENEZ NOUS VOIR!**

**DEVENEZ MEMBRE!**

3440, rue Davidson, Montréal (Québec), H1W 2Z5  
Téléphone : 514-527-1010 - Courriel : [info@sgcf.com](mailto:info@sgcf.com)  
[www.sgcf.com](http://www.sgcf.com)



Société de généalogie de Québec  
fondée en 1961

1055, Avenue du Séminaire, local 3112, Québec  
Tél. : 418 651-9127  
Portail : [www.sqg.qc.ca](http://www.sqg.qc.ca)

## Retracez l'origine de vos familles et l'histoire de vos ancêtres

- 🔑 Accès illimité aux grandes banques de données
- 🔑 Centre de documentation
- 🔑 Revue *L'Ancêtre* en format papier et ePub
- 🔑 Conférences et formation
- 🔑 Recherche et entraide
- 🔑 Transcription de documents anciens
- 🔑 Héraldique et confection de vos armoiries
- 🔑 Confection de parchemins homologués



# LE QUÉBEC, NID D'ESPIONS COMMUNISTES?

N° 149 - PRINTEMPS 2022

3

## MOT DE PRÉSENTATION

par Sylvain Lumbroso

4

## L'AFFAIRE GOUZENKO, PRÉLUDE À LA GUERRE FROIDE

par Martin Lavallée

9

## LA FORMULE SECRÈTE DU PROFESSEUR BOYER

par Sylvain Lumbroso

14

## FRED ROSE, L'ÉMISSAIRE DE MOSCOU

par Pierre Anctil

19

## FREDA LINTON, UNE ESPIONNE TRÈS DISCRÈTE

par Stéphanie Cabre

24

## KLAUS FUCHS ET ALAN NUNN MAY, PHYSICIENS ET ESPIONS ATOMIQUES

par Gilles Sabourin

29

## UNE « PEUR ROUGE » À SAVEUR POLITIQUE ET RELIGIEUSE

par Hugues Théorêt

34

## ESPIONNAGE RUSSE : MAIS QUE FAISAIT LA POLICE? LA RÉPRESSION DU COMMUNISME AU QUÉBEC AVANT 1960

par Yannick Cormier

## 40 ANCÊTRES

Les Beaudoin

## 42 DE PRÈS ET DE LOIN : PARCOURS HISTORIQUES

Survol de la pandémie dans  
le Bas-du-Fleuve à l'automne  
1918

Première partie

## 44 PATRIMOINE

Le riche patrimoine du CHU  
de Québec-Université Laval

## 47 MÉDAILLES

Les médailles Marie  
de l'Incarnation

## 50 ARCHÉOLOGIE

Un trésor bien caché... Quand  
l'archéologie explore l'enfance

## 53 PLACE AUX LIVRES

## 60 LIVRES REÇUS

## 61 AU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

Québec, vu de près et de loin  
par Robert Wakeham Pilot

## 63 MÉDIAS DE L'HISTOIRE

Enseigner l'histoire dans les  
médias : Jacques Lacoursière  
(1932-2021)

## 65 NOUVELLES

## 68 JE ME SOUVIENS

26 janvier 1922  
Création des prix David

## 70 À VOTRE AGENDA



Photographie, noir et blanc. Avec la permission d'Alamy Stock Photo (JDB collection.)

### *Un homme traqué*

Igor Gouzenko ne s'est pas contenté de faire défection de l'ambassade soviétique à Ottawa en 1945. Il a gardé avec lui les preuves de l'espionnage pratiqué par son pays à l'encontre de ses alliés. Persuadé que l'URSS souhaitait envahir d'autres territoires après sa victoire finale lors de la Seconde Guerre mondiale, il n'a cessé de lancer l'alerte. On le voit ici, une cagoule sur la tête, interrogé par le journaliste américain Bob Conside. Son anonymat est alors censé le protéger des représailles russes. Soixante-dix-sept ans plus tard, les événements ukrainiens donnent un écho particulier à ses dénonciations.

### **Sylvain Lumbroso**

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est une production de « Les Éditions Cap-aux-Diamants inc. » et paraît quatre fois l'an.

**Conseil d'administration :** Yves Beauregard, François Droüin, Michèle Jean, Jacques Saint-Pierre, Brigitte Violette.

**Directeur :** Yves Beauregard.

**Comité de rédaction :** Yves Beauregard, Julie Bérubé, Marie-Michelle Dionne, François Droüin, Michèle Jean, Jean-Philippe Jobin, Jacques Saint-Pierre, Alex Tremblay Lamarche, Brigitte Violette.

**Comité consultatif :** Marie-José des Rivières, Denis Gagnon<sup>†</sup>, Gilles Gallichan, Madeleine Gauthier, Yves Laberge, Jacques Lacoursière<sup>†</sup>, Michel Lessard, Jocelyne Mathieu, Jean-Claude Robert, Marc Vallières.

**Révision des textes :** Élise Bachant-Lagacé.

**Publicité et promotion :** 418 656-5040.

**Secrétariat et comptabilité :** Josée Alain.

**Service des abonnements :** Josée Alain.

**Conseiller juridique :** Dave Tremblay.

**Collaboratrices et collaborateurs :** Pierre Anctil, Yves Beauregard, Mario Béland, Stéphanie Cabre, Johannie Cantin, Yannick Cormier, Jean Nicolas De Surmont, Marie-Michelle Dionne, François Droüin, Pascal Huot, Yves Laberge, Martin Lavallée, Sylvain Lumbroso, Denis Racine, Gilles Sabourin, Jacques Saint-Pierre, Hugues Théorêt, Sylvie Tremblay, Alex Tremblay Lamarche, John Willis.

**Graphisme :** Michaud design.

**Impression :** Imprimerie HLN Inc.

*CAP-AUX-DIAMANTS* remercie l'Université Laval, la Ville de Québec, le Séminaire de Québec et le Conseil des arts et des lettres du Québec pour leur soutien financier et matériel. Nous remercions l'appui [financier] du gouvernement du Canada.

**Dépôt légal :** Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada, ISSN 0829-7983/978-2-924353-53-0 (PDF) ISBN 978-2-924353-54-7 (IMPRIMÉ). Toute reproduction ou adaptation interdites sans autorisation. Envoi de publication. N° de la convention 1372165. Port payé à Québec.

**Date de parution :** Avril 2022.

Indexé dans *Repère*, *Hiscabec*, *Journal of American History*, *Études canadiennes*, Érudit.org.

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est membre de la Société de développement des éditeurs de périodiques culturels québécois (SODEP) [www.sodep.qc.ca](http://www.sodep.qc.ca).

Les opinions émises dans les articles publiés dans ce numéro n'engagent que les auteurs et non le comité de rédaction. Ce dernier est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes.

**Correspondance :**

*CAP-AUX-DIAMANTS*

C.P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) GIR 4M8

**Administration :** 418 656-5040

**Publicité :** 418 656-5040

**Courriel :** [revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca](mailto:revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca)

**Site Internet :** [www.capauxdiamants.org](http://www.capauxdiamants.org)

**Facebook :** [facebook.com/capauxdiamants](https://facebook.com/capauxdiamants)

**Distribution :** Messageries Dynamiques (informations : 450 663-9000).

**Abonnements :** 1 an (35 \$), 1 an étudiant (25 \$), 2 ans (65 \$), 1 an (45 \$) institution, 2 ans (80 \$) institution, 1 an (80 \$ US) États-Unis, 1 an (100 \$ CAN) étranger.

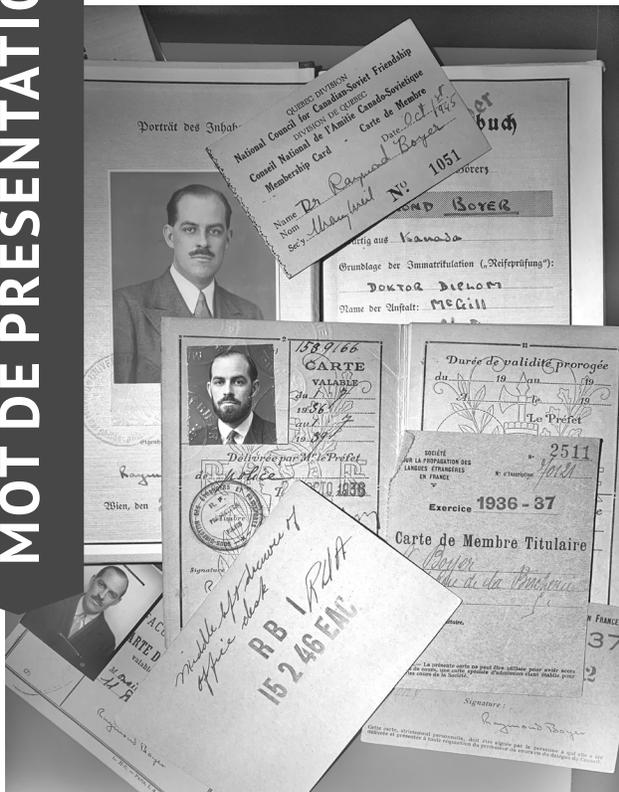


Conseil  
des arts  
et des lettres  
du Québec

**ENTENTE  
DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL**



Canada



Dans ses archives, Raymond Boyer a conservé de nombreux éléments permettant de retracer son parcours. La GRC les a saisis le 15 février 1946, jour de son arrestation, comme en atteste cette photo. (Photo : Sylvain Lumbroso.)

Fouiller dans les archives personnelles d'un homme n'est pas chose aisée. On ouvre ses cartons avec délicatesse, les yeux parcourent avec avidité ses lettres manuscrites, sans trop de repères. Les mains tournent les pages des journaux qu'il a accumulés. Il faut constamment prendre des notes pour relier les informations avec l'espoir de reconstituer le puzzle mémoriel.

Après plusieurs semaines de lecture, la personnalité derrière ce tas de papier commence à émerger. C'est de cette façon que j'ai rencontré pour la première fois le professeur Raymond Boyer, né en 1906 et décédé en 1993. Sa troisième épouse, Marguerite Taillefer et sa fille Élise Boyer venaient de me confier plusieurs caisses de documents. Leur demande : utiliser ce matériel pour raconter un pan de l'histoire de ce Québécois généreux aux multiples carrières scientifiques. Difficile de choisir le bon moment au sein d'une vie riche en rebondissements.

Les scellés d'une perquisition de la GRC et les photos d'un fonctionnaire russe, un sac sur la tête pour protéger son anonymat, ont achevé de me décider : elles m'ont projeté dans le tumulte de

## LA VIE D'UN HOMME, ENFOUÏE DANS SES ARCHIVES

l'affaire Gouzenko. Raymond Boyer a été directement impliqué en 1946 dans la révélation de ce réseau d'espions communistes au Canada. Accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'URSS, il a été jugé et incarcéré à Montréal en 1948.

La plupart des documents de Raymond Boyer nous offrent l'occasion de revisiter cet incident canadien aux conséquences internationales, souvent considéré comme le début de la Guerre froide. Ce numéro de *Cap-Aux-Diamants* va donc lever le voile sur une mystérieuse organisation chargée de collecter des secrets pour l'URSS. Les auteurs de ce numéro ont exhumé des archives pour dessiner le portrait d'autres personnages impliqués dans le réseau. Qu'ils soient connus comme le physicien Klaus Fuchs et le député Fred Rose ou qu'elle soit anonyme et discrète comme l'espionne Freda Linton.

Nouveautés pour le traitement de cette affaire : deux auteurs éclairent le contexte sécuritaire, politique et religieux au Québec et les fuites du Canada, directement reliées à celles du voisin américain. Un seul objectif en tête : vous donner de nouvelles clés de compréhension d'un épisode majeur de notre histoire.

**Sylvain Lumbroso**



Igor Gouzenko, masqué, montrant son livre *The Fall of a Titan* à l'actrice Irja Jensen, en 1954. Jensen incarnait l'épouse de Gouzenko dans le film *Operation Manhunt*. (MONTREAL STAR/ LIBRARY AND ARCHIVES CANADA / PA-129625.)

## La Guerre froide (1945-1991) a tenu le monde en haleine pendant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle.

*Ses deux protagonistes, les États-Unis et l'URSS, ont bataillé durant toute la période pour imposer leur modèle de société et leur vision du monde à l'ensemble de la planète. Dans cette guerre souterraine où la menace du recours à l'arme nucléaire était constante, les services secrets ont joué un rôle majeur. C'est étrangement au Canada que cet affrontement a pris racine dès 1945 à travers une affaire d'espionnage et sa commission d'enquête spéciale. Retour sur cet épisode majeur de notre histoire qui a fait tache d'huile dans le monde entier.*

# L'AFFAIRE GOUZENKO, PRÉLUDE À LA GUERRE FROIDE

par Martin Lavallée

## LES RÉVÉLATIONS D'IGOR GOUZENKO

Ce soir du 5 septembre 1945, Igor Gouzenko quitte pour la dernière fois l'ambassade russe à Ottawa. En tant que chiffreur, ce fonctionnaire soviétique est chargé du décryptage et de l'encodage des messages confidentiels. Il a en tête de faire défection pour ne pas rentrer en URSS et souhaite livrer aux autorités canadiennes des documents prouvant que la Russie espionne ses Alliés. Le transfuge va d'abord voir la rédaction de l'*Ottawa Journal* ainsi que le ministère de la Justice de Louis Saint-Laurent, pour livrer ses informations. Cependant, face à ses déclarations sensationnelles, Gouzenko est chaque fois débouté.

Les faits rapportés par Gouzenko, preuves à l'appui, sont pourtant très graves : un réseau d'espions au service des Russes est constitué par des employés du ministère des Affaires extérieures, des membres du Conseil national de recherches, des communistes notoires et des savants. Ces personnes cherchaient à dérober des secrets militaires canadiens, notamment en lien avec le laboratoire de recherche nucléaire à Montréal, installé par les Britanniques.



Igor Gouzenko, avant sa défection, en 1945. (BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA C-138882).

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, des agents soviétiques se rendent au domicile de Gouzenko et entrent par effraction. Avisé et sur ses gardes, le fonctionnaire s'est réfugié chez un voisin avec sa femme et son enfant. Ils appellent la police, qui intercepte les agents russes et reçoit l'ordre du sous-secrétaire aux Affaires extérieures, Norman Robertson, de conduire Gouzenko à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). À partir de ce moment, l'affaire est prise en main par la GRC et le gouvernement canadien.

Devant la gravité des faits qui lui sont rapportés, le premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King informe ses homologues américain et britannique, qui envoient quelques jours plus tard des agents à Ottawa pour épauler la GRC dans son enquête. Il est décidé, pour l'instant, de garder secrètes les révélations de Gouzenko, afin de pousser davantage l'investigation. Le premier ministre canadien considère l'URSS comme une alliée depuis qu'elle s'est jointe au combat contre l'Allemagne nazie à la suite de l'opération Barbarossa en 1941. C'est pourquoi il adopte la prudence dans sa réaction et préfère ne pas ébruiter l'affaire. Il entend ménager les relations bilatérales avec l'URSS et régler le litige diplomatiquement avec Moscou sans faire trop de bruit.

Toutefois, les Américains et les Britanniques voient les choses autrement. Ils pressent notamment le premier ministre canadien de procéder à l'arrestation des suspects. Sous pression, le 6 octobre 1945, Mackenzie King adopte en secret, en vertu de la Loi sur les mesures de guerre, l'arrêté PC-6444 permettant à la GRC de détenir toute personne soupçonnée d'avoir communiqué des renseignements à une puissance étrangère. Menant toujours l'enquête, la GRC ne procédera pas immédiatement aux arrestations, mais une fuite va bientôt précipiter les événements...

## UN JOURNALISTE AMÉRICAIN REND L'AFFAIRE PUBLIQUE

Le soir du dimanche 3 février 1946, un célèbre chroniqueur politique de Washington, Drew Pearson, révèle la défection de Gouzenko à ses auditeurs sur les ondes nationales. Selon les dires de Pearson, le premier ministre canadien aurait fait un voyage à Washington expressément pour informer le président américain Harry S. Truman de l'existence de ce réseau d'espions à la solde des Soviétiques. Déstabilisés par la situation, les deux chefs d'État auraient passé toute la nuit à discuter à la Maison-Blanche.

À la suite des révélations de Pearson, ce qui deviendra « L'affaire Gouzenko » est progressivement rendu public et la rumeur d'une cinquième colonne communiste à l'œuvre au Canada, et peut-être ailleurs en Occident, se répand. Dans les jours et les semaines qui suivent, les unes des journaux contribuent à l'instauration d'un climat de crainte dans l'opinion publique en insistant sur l'espionnage ou sur les secrets entourant l'énergie atomique. Sur sa une du 18 février 1946, *Le Devoir* écrit ainsi : « [...] le grand danger du communisme, du point de vue de nos relations extérieures, c'est que ses adhérents paraissent si déplorablement enclins à suivre dans ce domaine, sans qu'il soit même besoin, apparemment, d'y insister beaucoup, les indications de Moscou ». L'anticommunisme, déjà bien installé au Québec, est violemment relancé par l'affaire Gouzenko.

## LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DERRIÈRE LA FUITE DE PEARSON

Une question reste en suspens : qui a informé le journaliste Pearson de cette affaire et pourquoi?



L'honorable William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Premier ministre du Canada de 1921 à 1930 et de 1935 à 1948. (BANQ Vieux-Montréal, Collection Charles Robert William Gordonsmith, [06M, P32, S4, P88], Photographie non identifié.)

Différentes hypothèses ont été émises à ce sujet. Certains soupçonnent Sir William Stephenson, proche collaborateur de Winston Churchill durant la guerre et instigateur du rapprochement entre les services secrets britannique et américain. D'autres penchent plutôt pour John Edgar Hoover, directeur du FBI. Pour mieux comprendre ces théories, il faut souligner que la Grande-Bretagne et les États-Unis se savaient, à l'époque, infiltrés par des espions à la solde des Russes.

Les Britanniques sont ainsi embarrassés par le cas du scientifique Alan Nunn May, éminent physicien ayant travaillé au laboratoire secret de Montréal qui a remis aux Soviétiques des documents stratégiques et un échantillon d'uranium pendant sa présence au Canada. Quant aux Américains, la défection de l'espionne Elizabeth Bentley, qui s'est livrée au FBI en 1945 après avoir servi les Russes, laisse entrevoir d'importants réseaux d'espionnage à l'intérieur même des États-Unis.

Ainsi, en attirant l'attention sur l'affaire canadienne, Stephenson et Hoover auraient permis aux Britanniques et aux Américains de sauver les apparences. Ils seraient parvenus à masquer leurs propres défaits avec des espions, tout en justifiant l'adoption de mesures draconiennes anticommunistes.

Selon d'autres sources, les Américains voulaient empêcher que l'affaire ne se règle diplomati-

quement avec Moscou en forçant une divulgation publique de l'affaire. Certains scientifiques de l'époque ont de leur côté pointé du doigt le complexe militaro-industriel américain, qui aurait cherché à détourner l'attention pour nuire aux démarches visant à établir un contrôle civil mondial de l'énergie atomique. D'ailleurs, plusieurs scientifiques qui seront plus tard arrêtés, dont Raymond Boyer, militaient activement pour que l'énergie nucléaire soit soustraite des mains du pouvoir militaire.

Dans son journal personnel, Mackenzie King écrit de son côté qu'il croit que c'est Washington qui est derrière la sortie de Pearson : « j'ai le sentiment que Washington souhaite non seulement que cette information soit publiée, mais également que le Canada ouvre une enquête (...) c'est de cette façon que se joue une certaine politique pratiquée par certains types d'hommes ».

Une chose est sûre, les autorités américano-britanniques jugent Mackenzie King trop prudent face à la situation et aimeraient que le premier ministre canadien soit plus proactif dans le dossier de l'espionnage soviétique. Une note du MI6 (services secrets britanniques) datée du 2 décembre 1945, souligne le fait que Mackenzie King s'appuie sur l'avis juridique d'avocats réticents à utiliser les documents Gouzenko pour incriminer les différents suspects. La note précise que, dans

ce contexte, certaines personnes clés du réseau d'espions, comme les communistes Fred Rose et Sam Carr, risquent d'échapper aux poursuites.

Les révélations publiques de Drew Pearson auraient donc permis aux services secrets américano-britanniques de créer une panique médiatique autour de l'espionnage soviétique au Canada et d'orienter au plus haut niveau la politique canadienne.

## LE DÉCLENCHEMENT DE LA COMMISSION

Ces révélations créent effectivement une commotion et obligent Ottawa à sortir au grand jour pour juguler l'espionnage soviétique. Le 5 février 1946, Mackenzie King met sur pied la *Commission royale pour enquêter sur les faits relatifs et les circonstances entourant la communication par des agents publics et d'autres personnes en position de confiance, de renseignements secrets et confidentiels aux agents d'une puissance étrangère*. Le but de la commission est de faire la lumière sur l'ampleur de l'espionnage communiste au Canada.

Pour mener l'enquête, Mackenzie King nomme les juges à la Cour suprême du Canada Robert Taschereau et Roy Lindsay Kellock. À partir de ce moment, elle est désignée comme étant la



L'honorable Roy Lindsay Kellock (1893-1975). (Photo : Collection de la Cour suprême du Canada. Photographe inconnu.)

commission Kellock-Taschereau. Dès le matin du 15 février 1946, treize Canadiens sont interpellés en vertu de l'arrêté du 6 octobre 1945 pour être interrogés par les commissaires. Le 14 mars suivant, ce sont vingt-six autres personnes qui sont arrêtées et détenues à la base canadienne de Rockcliffe, près d'Ottawa, sans être formellement accusées de quoi que ce soit.

On compte parmi les suspects arrêtés des scientifiques tels que Raymond Boyer et Israel Halperin, de même que le député communiste Fred Rose. Tous seront détenus sans subir de procès – l'*habeas corpus* étant suspendu en vertu de l'arrêté PC-6444 – et privés de tout contact avec le monde extérieur pendant des semaines. Les épouses des captifs, par l'entremise de leurs avocats, publient une lettre dans les journaux le 26 février pour dénoncer le fait qu'elles, autant que les avocats, ne sont pas autorisées à voir leurs époux. La Commission fait en outre davantage office de tribunal que d'une cellule d'enquête en bonne et due forme. L'objectif est de prouver la culpabilité des suspects sur la base des révélations de Gouzenko. Ce huis clos, sans contre-interrogatoire ni respect des procédures légales, permet de bafouer les droits fondamentaux des accusés. Des journaux comme le *Globe and Mail* ou le *Winnipeg Free Press* dénoncent alors une violation des droits et libertés de la part du Gouvernement canadien et remettent en question la légalité ainsi que la légitimité de l'utilisation de la Loi sur les mesures de guerre.

L'opposition canadienne, menée par John Diefenbaker, dénonce de son côté des « méthodes dignes d'un État policier ». Plus tard, dans ses mémoires, Diefenbaker écrira à ce propos : « Le prétexte de la sécurité ne peut en aucune manière légitimer les gestes posés à cette époque. L'anéantissement du réseau d'espionnage devait théoriquement nous permettre d'empêcher la diffusion du totalitarisme soviétique, non d'en adopter les pires méthodes. »

## LES CONSÉQUENCES DE LA COMMISSION KELLOCK-TASCHEREAU

Les commissaires Kellock et Taschereau déposent leur rapport final le 27 juin 1946 et reconnaissent l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada durant la Seconde



Le très honorable Robert Taschereau (1896-1970). (Cour suprême du Canada.)

Guerre mondiale. Dans la conclusion du rapport, les commissaires sont catégoriques : « Il existe au Canada une cinquième colonne organisée et dirigée par des agents russes au Canada et en Russie. » Au sein de ce réseau soviétique, Fred Rose et un des principaux organisateurs du Parti communiste canadien, Sam Carr, sont identifiés comme ayant joué un « rôle actif » dans le recrutement d'espions et dans la transmission de renseignements confidentiels pour l'URSS. Quatorze hauts fonctionnaires ou personnes occupant des postes de confiance, parmi lesquels figurent Raymond Boyer et Alan Nunn May, sont déclarés avoir « communiqué soit directement soit indirectement des renseignements secrets et confidentiels, dont la révélation aux agents d'une puissance étrangère pourrait être contraire à la sécurité et aux intérêts du Canada ». Le premier mobile retenu par les commissaires et ayant poussé selon eux ces individus à divulguer des informations confidentielles est « l'adhésion aux organismes communistes ou la sympathie à l'égard de la doctrine communiste ».

En vertu des travaux de la commission Kellock-Taschereau, onze Canadiens sont reconnus coupables d'espionnage ou de complot et seront condamnés à la prison au cours de procès

classiques. Entre autres, le scientifique Raymond Boyer est condamné à deux ans de prison, le député communiste Fred Rose à six ans. Alan Nunn May reçoit une peine de dix années de travaux forcés par les autorités britanniques.

L'affaire Gouzenko et la commission Kellock-Taschereau ont pour conséquence la détérioration des relations entre l'URSS, le Canada et le monde anglo-saxon en général, de même que la montée de l'anticommunisme. Le sensationnalisme médiatique autour de la commission a exacerbé les appréhensions populaires à l'égard des communistes et a justifié certaines mesures répressives dont le maccarthysme américain constitue le cas le plus emblématique.

D'autres réseaux d'espionnage russes seront peu après démasqués à travers le monde. L'Australie connaîtra par exemple une affaire similaire à celle du Canada à la suite de la défection d'un officier du KGB du nom de Wladimir Petrov en 1954. Les États-Unis seront tourmentés par les affres de l'infiltration soviétique et ses révélations en cascade. Dans tous les cas, le monde finira par basculer dans une paranoïa aiguë, déclenchée un soir de septembre 1945 à Ottawa.

### Martin Lavallée est historien.

#### Pour en savoir plus :

Robert Bothwell et J.L. Granatstein (éditeurs). *The Gouzenko Transcripts*. Deneau Publishers and Company, 1982, 346 p.

Amy Knight. *How the Cold War Began*. New York, Carroll and Graf Publishers, 2006, 355 p.

William Lyon Mackenzie King, *Journal personnel*, Disponible en ligne : [URL : <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/politique-gouvernement/premier-ministres/william-lyon-mackenzie-king/Pages/journal-mackenzie-king.aspx>]

Dennis Molinaro, "How the Cold War Began ... With British Help: The Gouzenko Affair Revisited", dans *Labour/Le Travail*, n° 79, (spring 2017), p. 143-155.

Robert Taschereau et R. L. Kellock. *Rapport de la Commission Royale pour enquêter sur les faits intéressants (...)*. Ottawa, 27 juin 1946, 753 p.



Raymond Boyer a grandi dans une famille bourgeoise. Il réussit de brillantes études de chimie à Montréal. Il part ensuite découvrir l'Europe et parfaire ses connaissances dans de prestigieuses universités à Paris et Vienne notamment. Cette photo date de 1935, alors qu'il étudie en Autriche. (Archives Raymond Boyer.)

## ***Un des condamnés-vedettes de l'affaire Gouzenko est le Montréalais Raymond Boyer, chimiste accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'URSS.***

*Des événements postérieurs à son procès permettent d'éclairer l'affaire sous un jour nouveau.*

Au soir du 15 février 1946, la porte de la cellule se referme sur Raymond Boyer dans la caserne Rockcliffe près d'Ottawa. Ce scientifique de 40 ans, mis au secret par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ne dispose d'aucun livre ou journal dans cette pièce aménagée à la hâte. Il

## **LA FORMULE SECRÈTE DU PROFESSEUR BOYER**

**par Sylvain Lumbroso**

ne lui reste qu'une chose à faire pour occuper son esprit : retracer les grands événements de son parcours d'exception où découvertes scientifiques, trahisons et activisme politique s'entremêlent. Autant se préparer, car, pendant 28 jours, il sera questionné par une commission spéciale pour mesurer son niveau d'implication dans le réseau d'espionnage, livré sur un plateau par Igor Gouzenko, le fonctionnaire soviétique qui a fait défection. Le nom de code « professeur » qui désigne Raymond Boyer parsème de nombreuses notes et télégrammes russes qui n'auraient jamais dû sortir au grand jour. Inutile donc de nier tous les faits!

D'autant plus que le professeur de chimie de l'Université McGill a rarement caché son intérêt pour la révolution communiste. À commencer par cette lettre qu'il a adressée en 1939 à un sous-ministère à Ottawa pour proposer de représenter le Canada en URSS : « J'ai étudié le russe pendant trois ans et il me semble que je pourrais rendre des services en qualité d'observateur à Moscou, maintenant que nous sommes en guerre. » Cette

missive n'obtiendra aucune suite concrète, mais représente, sept ans plus tard, une pièce à conviction pour démontrer que Raymond Boyer a depuis longtemps cherché à collaborer avec le régime stalinien.

## L'APPRENTISSAGE DU MARXISME

Les juges de la commission ont justement décidé d'explorer chaque parcelle de sa vie. Sa découverte du marxisme? Raymond Boyer la fait remonter à 1938 quand il rejoint la Société canadienne des droits de l'homme à Montréal. Un coup d'œil dans les archives personnelles du chimiste décédé en 1993 donne pourtant une autre perspective. Sur une photo prise à Vienne en 1936, on peut notamment le voir avec son ami biochimiste Samuel Mitja Rapoport à l'université. Cet immigré né dans l'Empire russe qu'il côtoie assidûment est un communiste engagé contre la montée du fascisme. Cette tension entre les extrêmes, Raymond Boyer l'a bien sentie pendant ses études postdoctorales dans une Autriche bientôt annexée par les nazis. Le Canadien français a choisi son camp, mais ne bascule pas encore dans l'activisme. Marguerite Taillefer, sa troisième épouse que nous avons rencontrée, raconte cette période : « On lui a alors demandé de transporter des documents secrets, mais Raymond a refusé, car il ne se sentait pas prêt à accomplir de tels actes. À son retour à Montréal, il s'est mobilisé plus concrètement, car il trouvait que « les maux européens se retrouvaient dans la société québécoise d'avant-guerre. »

Son engagement définitif est sûrement lié à ses rencontres au sein de la Société canadienne des droits de l'homme. Il fréquente en effet ce groupe composé de membres influents comme Stanley Ryerson, intellectuel du parti communiste. Des réunions sont organisées pour étudier le marxisme et répandre cette idéologie. Lors d'une intervention publique, il fait la connaissance d'Anita Cohen, jeune femme d'origine juive. Cette dernière l'incite à se convertir à sa religion pour l'épouser en avril 1940. Le jeune homme, petit-fils du sénateur et homme d'affaires Louis-Joseph Forget, quitte son cocon bourgeois catholique pour embrasser la cause socialiste. Son rapprochement avec l'activiste syndical Fred Rose marque une étape décisive dans sa vie. Cet électricien d'origine juive polonaise milite au grand jour, mais travaille dans l'ombre pour les services d'espionnage russes. Fred Rose, futur député



Raymond Boyer dans un laboratoire. Après son doctorat en chimie, obtenu à l'Université McGill, Raymond Boyer va étudier à Vienne, en Autriche. Il fera la connaissance du biochimiste Samuel Mitja Rapoport, sympathisant communiste (à gauche sur la photo). Immigré aux États-Unis par la suite, il fuira la commission McCarthy et finira sa vie en RDA. (Archives Raymond Boyer.)

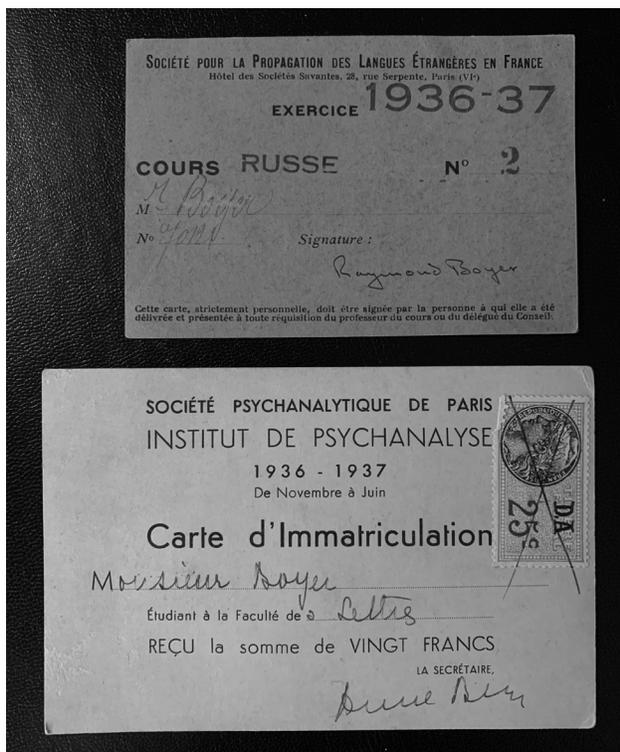
fédéral communiste, cherche justement à établir des ponts avec l'élite montréalaise dont les informations peuvent se révéler stratégiques en temps de guerre.

## UN RÉSEAU BIEN STRUCTURÉ

Une note datant de 1943, subtilisée par Gouzenko, démontre que Rose a bien structuré son réseau. Ce document énumère tous ses membres car une passation de pouvoir a lieu au sein des services secrets russes. Un nouvel officier du GRU (renseignement militaire), le colonel Nicolai Zabolotin, vient en effet de débarquer à l'ambassade à Ottawa pour accélérer la récolte d'informations sur les recherches en matière d'armement au Canada. Pas étonnant quand on sait que l'armée rouge est toujours aux prises avec les Allemands sur son propre territoire. Raymond Boyer est justement un des informateurs du réseau et non des moindres, même si comme le stipule la note, il rechigne à collaborer. Le chimiste travaille à l'optimisation d'un explosif surpuissant : le RDX (pour Research Department eXplosive). C'est l'Université McGill qui accueille le projet consistant à améliorer la fabrication de ce successeur de la TNT.

Sur l'aspect scientifique du RDX, Raymond Boyer est très à l'aise pendant les interrogatoires de la

commission. Il retrace la chronologie complète de cette substance stratégique, découverte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais pas encore au point au moment de la Première Guerre mondiale. Il faut attendre les années 1920 pour que le RDX soit synthétisé en faible quantité comme un explosif. Quand McGill décide d'y consacrer des recherches pour le produire de façon industrielle en 1940, Raymond Boyer s'investit corps et âme dans le projet avec ses étudiants. L'enjeu est de taille car tout le monde a bien conscience que les nazis sont en train de ravager l'Europe. Devant la commission, le chimiste met en avant ses avancées majeures dans le domaine, malgré les risques encourus avec des matériaux très dangereux.



Un homme de savoir. Raymond Boyer ne s'intéresse pas qu'à la science. À Paris, il s'inscrit à la Société Psychanalytique. Passionné par la découverte des autres pays, il suit des cours de russe pour être capable de voyager un jour en URSS. (Archives Raymond Boyer.)

## LES SECRETS LIVRÉS À FRED ROSE

L'interrogatoire se corse lorsque la figure de Fred Rose est évoquée. En 1943, ce dernier contacte le chimiste par téléphone pour qu'il le rejoigne dans son appartement. Sur place, il lui demande de livrer la composition du RDX pour aider les Russes. Raymond Boyer s'exécute et détaille les informations techniques au fil des rencontres. Rose transmet ses notes à l'ambassade à Ottawa

qui se charge de les expédier à Moscou. Les documents révélés par Gouzenko sont sans ambiguïté à ce sujet.

Comme le démontrent les juges, Raymond Boyer a rompu son serment de confidentialité, passé à McGill en 1940, en livrant sciemment ses connaissances à l'URSS par l'intermédiaire de Fred Rose. Acculé, le chimiste ne cherche pas à contredire ces accusations, mais se justifie. Pour lui, la décision canadienne de communiquer les informations sur le RDX aux alliés russes a été contrecarée au dernier moment par les Américains. « Il m'a semblé au cours de mes travaux qu'il était regrettable qu'il n'y eût pas de liaison scientifique plus étroite à propos de renseignements de cette nature entre l'effort de guerre russe et le nôtre », prétexte Raymond Boyer. Les juges sont peu sensibles à cet argument et voient dans le chimiste un homme prêt à trahir son pays pour son idéal communiste. En outre, ces aveux arrangent la commission, car ils compromettent fortement Fred Rose.

Fred Rose est arrêté le 14 mars 1946, alors qu'il vient d'être réélu l'année précédente au parlement d'Ottawa sous la bannière communiste. Le témoignage de Raymond Boyer ne lui laisse aucune chance : il est condamné à 6 ans de pénitencier le 20 juin 1946. Raymond Boyer devra patienter plus longtemps avant d'être fixé sur son propre sort lors d'une série de procès. Ses avocats choisissent de faire porter toute la responsabilité sur le député communiste, l'accusant même d'avoir livré des informations sans sollicitation des Russes. Maître Lucien Gendron déclare ainsi en mars 1947 devant la cour : « Fred Rose a été un menteur et un vantard qui a jeté n'importe quel nom dans la boue... » Les jurés peinent à se décider sur la sentence à infliger à l'accusé. Igor Gouzenko est appelé à la rescousse pour incriminer le chimiste de McGill à l'aide des documents dérobés. Raymond Boyer sera finalement enfermé au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul en décembre 1948 pour deux ans, ce qui semble conclure une délicate affaire d'espionnage.

## UN ÉTRANGE REBONDISSEMENT

Les Américains se déclarent satisfaits de cet épilogue. Le général Leslie Groves, à la tête du projet Manhattan qui a conçu la bombe atomique, se vante dans les journaux d'avoir été plus vigilant que ses voisins et partenaires canadiens. Il y a



Raymond Boyer s'est directement impliqué pendant la Seconde Guerre mondiale pour développer des systèmes d'armement au service des Alliés. Outre le RDX, il a participé à plusieurs projets en lien avec les universités ou les unités de production. Ici, sa carte pour accéder aux locaux de la compagnie Allied War Supplies Corporation. (Archives Raymond Boyer.)

bien Alan Nunn May, ce professeur britannique, affecté au laboratoire nucléaire de Montréal, venu plusieurs fois à Chicago. Il a certes livré des secrets et du matériel aux Russes, mais rien d'assez décisif pour leur donner l'arme fatale. L'explosion de la première bombe soviétique en 1949 vient ébranler ces certitudes. D'autant qu'un projet américain de décryptage de messages russes (Venona) commence à retracer l'identité de taupes infiltrées au cœur des laboratoires américains. Un nom emblématique ressort du lot : Klaus Fuchs. Ce physicien allemand naturalisé britannique, dont les travaux ont été majeurs pour la bombe, collabore avec les Russes depuis de nombreuses années. En 1950, il est arrêté au Royaume-Uni où il est retourné vivre et passe aux aveux.

Cette même année, Raymond Boyer est proche de sa libération. La fin de sa peine télescope la révélation des contacts de Klaus Fuchs aux États-Unis et peut-être au Canada... Derrière le physicien allemand se cachent en effet d'autres scientifiques collaborant secrètement avec les Russes. Le chimiste Harry Gold, basé à Philadelphie, est de ceux-là. Enrôlé par les services soviétiques en 1934, il est chargé de récolter les informations, notamment auprès de Fuchs, pour les remettre à un agent. L'enquête du FBI permet de comprendre que la recette de la bombe atomique n'est pas la seule cible des Soviétiques. Ainsi, en juin 1950, Harry Gold entraîne dans sa chute un certain Alfred Dean Slack, spécialisé dans... le RDX. À Kingsport dans le Tennessee, il a supervisé la production de l'explosif de 1943 à 1944. Pendant cette période, Slack a livré des recettes et même

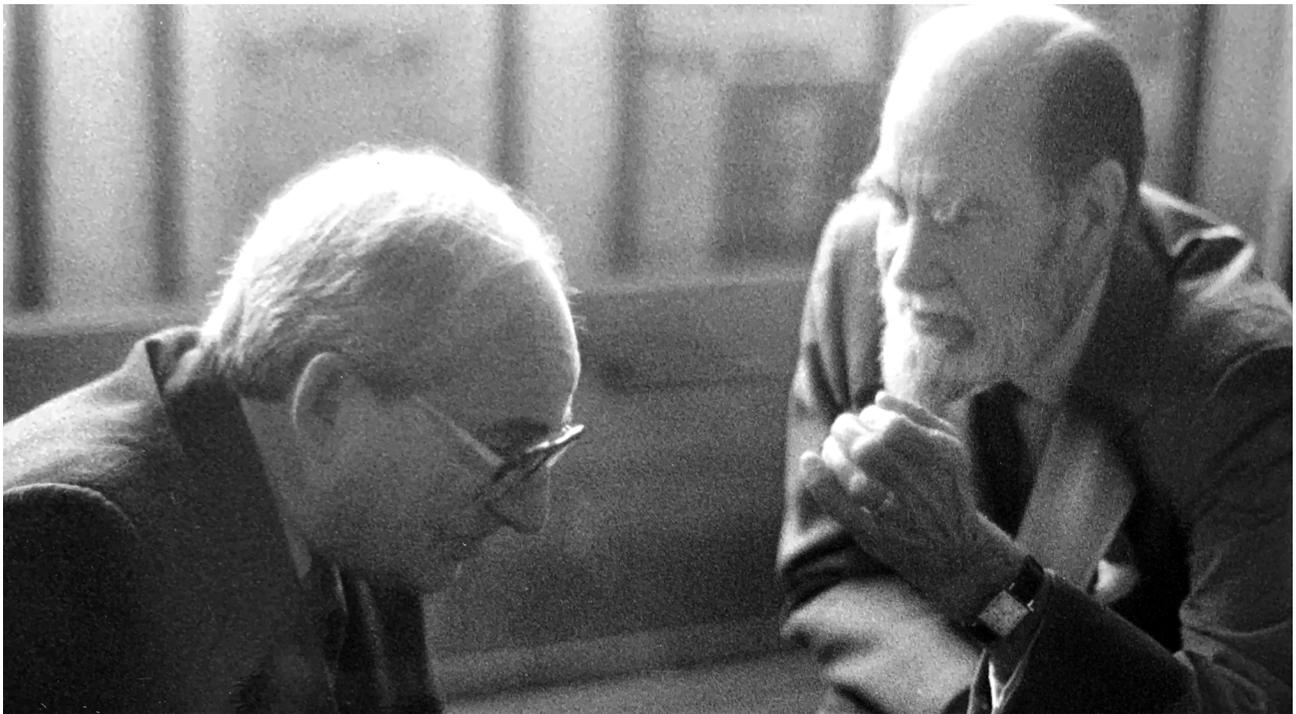
un échantillon à Gold. En 1950, il est condamné à quinze ans de pénitencier, la moitié de la sentence de son donneur d'ordre Harry Gold. Au Québec, les journaux font écho de ces nouvelles arrestations et relie directement cette affaire au précédent canadien. « Des récents rapports de Londres, prédisaient que ces développements de l'espionnage impliqueraient au moins un Canadien. Suivant des informateurs [...] Slack aurait probablement rencontré le Dr Raymond Boyer... » expose *Le Soleil* le 17 juin 1950.

Cette thèse, jamais démontrée, est avancée, car le Montréalais est allé plusieurs fois aux États-Unis pendant la guerre, dans le cadre d'un comité

scientifique dédié au RDX réunissant Canadiens et Américains. La révélation du réseau Fuchs souligne en tout cas l'aspect coordonné de la quête des Russes. Loin d'être une lubie isolée de Fred Rose, le RDX constitue une priorité pour les services soviétiques qui s'activent en 1943 dans deux pays différents pour trouver la formule pour le produire industriellement. Après tout, cet explosif très puissant a changé la donne pour les Alliés en leur permettant notamment de gagner la bataille de l'Atlantique contre les sous-marins allemands. Pour les renseignements russes, le RDX est une priorité, tout comme la bombe atomique.

## UNE ÉNIÈME RÉPLIQUE

La libération de Raymond Boyer n'est finalement pas remise en cause. En juillet 1950, après 19 mois d'incarcération, il sort même avec quelques mois d'avance pour bonne conduite. Les répliques du séisme Fuchs continuent cependant à faire trembler les gouvernements. En octobre, le scientifique italien Bruno Pontecorvo est introuvable. Après sa mission canadienne entamée en 1943, ce spécialiste du nucléaire est retourné travailler à Harwell au centre de recherche des Britanniques. L'homme qui côtoyait Klaus Fuchs sur ce site s'est volatilisé en compagnie de sa famille lors d'un voyage en Italie. Cette disparition suscite l'émoi dans la presse internationale et Raymond Boyer pâtit de cette affaire. Le 27 octobre 1950, le *Toronto Star* annonce que le physicien montréalais s'est enfui en URSS en passant par la Finlande. L'ancien chimiste de McGill



Un homme apprécié de tous Raymond Boyer a toujours entretenu d'excellentes relations avec ses pairs et ses étudiants. Pour ses 80 ans, il retrouve de nombreuses personnes qu'il a côtoyées à McGill. Sur cette photo, il s'entretient avec Leo Yaffe, un chimiste qui a notamment travaillé dans la recherche nucléaire au Canada. (Archives Raymond Boyer.)

est obligé de démentir en signalant sa présence chez des amis à Toronto. Lester B. Pearson, alors ministre des Affaires étrangères, annonce dans la foulée que le passeport de Raymond Boyer a été confisqué pour éviter sa fuite.

Toutes ces péripéties éloignent Raymond Boyer de la science. Démis de ses fonctions par l'Université McGill, le chimiste se tourne vers une autre spécialité : la criminologie. Marqué par son passage en prison, l'homme consacrera désormais ses recherches à ce domaine et publiera notamment un livre sur l'histoire pénale du Canada français. Ses prises de parole publiques ne concerneront donc plus directement l'affaire du RDX, laissant en suspens plusieurs questions sur sa réelle implication. Un éditorial publié un mois avant l'arrestation de Raymond Boyer permet de mieux cerner ses anciens objectifs. Il est signé par Norman Veall, un physicien britannique, sympathisant communiste, membre d'une association de travailleurs scientifiques présidée par Raymond Boyer. Le groupe milite pour un rapprochement avec l'URSS : « Il n'y a pas aujourd'hui de lieux propices à l'échange d'information scientifique entre le Canada et l'URSS. Pourtant ce pays est le seul qui pilote une politique de recherche scientifique à grande échelle sur des problèmes similaires aux nôtres... »

En collaborant avec Fred Rose, Raymond Boyer savait qu'il enfreignait les règles, mais jugeait crucial d'aider l'URSS. Dans son esprit, il s'agissait d'un pays allié, qui finirait par s'imposer comme partenaire stratégique du Canada. La révélation de l'espionnage à grande échelle, pratiqué par les Soviétiques lui a donné tort. Ce pays est redevenu un ennemi et le monde a plongé dans la Guerre froide.

**Sylvain Lumbroso est journaliste spécialisé dans l'histoire des sciences, vice-président de la Société historique de Montréal.**

**Pour en savoir plus :**

Merrily Weisbord. *Le rêve d'une génération. Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*. Montréal, VLB éditeur, 1988, 400 p.

Donald Avery. *The Science of War, Canadian Scientists and Allied Military Technology During the Second World War*. Toronto, University of Toronto Press, 1998, 309 p.

Robert Collier Fetherstonhaugh, *McGill University at War 1914-1918 1939-1945*. Montréal, McGill University Press, 1947, 437p.

Robert J. Lamphere et Tom Shachtman, *The FBI-KGB War, A Special Agent's Story*. Macon (Georgia), Mercer University Press, 1995, 350 p.



Fred Rose, à l'époque où il est député fédéral. Il est alors revêtu d'une nouvelle légitimité. Il ne siègera au parlement d'Ottawa que vingt mois à cause du scandale de l'espionnage soviétique au Canada qui a éclaté au grand jour en 1946. (Bibliothèque et Archives Canada.)

*Premier et aussi dernier, car le scandale Gouzenko balayera tout peu de temps après son mandat et amoindrira les chances du parti dans le pays. Retour sur l'itinéraire tortueux de ce personnage politique.*

Quand il voit le jour en 1907 à Lublin en Pologne, Fred Rose est un sujet de l'Empire russe. Fishel Rosenberg – son vrai nom – fait partie d'une communauté juive très importante dans cette région non russe de l'empire. La situation économique et sociale est délicate pour ce groupe religieux soumis à de nombreuses restrictions et parfois victimes de violences.

Fred Rose sera témoin dans sa jeunesse de la montée de la gauche juive au sein de l'Empire russe, mouvement entamé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Certains courants sont alors voués au renversement de l'autocratie tsariste par la force. En 1897, des militants avaient d'ailleurs fondé à Vilnius, en

## FRED ROSE, L'ÉMISSAIRE DE MOSCOU

par Pierre Ancil

---

***En 1943, Fred Rose est le premier député communiste fédéral élu au Canada.***

---

Lituanie, un parti politique connu sous le nom de Algemayner Yidisher Arbayer Bund, qui luttait pour l'émancipation des travailleurs juifs dans le cadre du socialisme.

### L'ARRIVÉE À MONTRÉAL

En 1905, deux ans avant la naissance de Fred Rose, une série de soulèvements spontanés embrase l'Empire, autant dans les villes qu'à la campagne. Les populations urbaines juives y prennent part de manière significative et le pouvoir impérial est obligé de faire des concessions importantes. Emportés dans le tourbillon de la révolution, les Juifs progressistes assistent à la prise de pouvoir par Vladimir Ilitch Lénine en octobre 1917, dans les conditions dramatiques imposées par la Première Guerre mondiale. La Pologne renaît de ses cendres après le traité de Versailles en 1919, mais le nouveau pays donne naissance à de nombreuses

campagnes antisémites qui poussent les Juifs à l'exil.

L'année suivante, en 1920, Rose arrive à Montréal avec sa mère et les cinq autres enfants de la famille. Ils rejoignent Jacob Rosenberg, le père de la famille installé plus tôt dans la ville. Un vent de sympathie pour la gauche radicale souffle alors au sein de la population juive établie au pied du mont Royal. S'y côtoient, dans un concert de revendications toutes plus radicales les unes que les autres, les sympathisants des bundistes, des anarchistes, des communistes et des sionistes de gauche, sans compter les nombreux syndicalistes actifs dans l'industrie de la confection qui cherchent à améliorer la situation de la classe ouvrière de langue yiddish. Rose baigne dans un monde où les idées révolutionnaires sont monnaie courante et où la mobilisation sociale s'exprime au cours des nombreuses assemblées politiques qui ponctuent la vie du Plateau Mont-Royal.



Peter Bercovitch (1870-1942). D'origine juive est-européenne, il est le député provincial de la circonscription de Saint-Louis (Montréal) de 1916 à sa démission en 1938, date à laquelle il est élu au parlement fédéral sous la bannière libérale dans la circonscription de Cartier. C'est le décès subit de Bercovitch en décembre 1942 qui libère le siège de Cartier. Fred Rose va le ravir lors d'une élection partielle d'août 1943. (Archives juives canadiennes Alex Dwo.)

## L'ENTRÉE EN POLITIQUE

Faut-il s'étonner dans ces conditions que Rose se soit joint, dès le milieu des années 1920, au Parti communiste canadien (PCC), fondé dans l'illégalité en 1921 et membre de la III<sup>e</sup> Internationale. En fait, il entre d'abord dans la Ligue de

la jeunesse communiste canadienne, proche de Moscou, qui reçoit ses orientations politiques de la haute direction de l'Union soviétique. Rose, qui est partisan de la Révolution russe comme facteur de transformation de la société canadienne, se trouve très tôt entouré de militants ouvriers aguerris, d'opposants à la participation du Canada à la Première Guerre mondiale et d'adeptes du socialisme autoritaire. Il bénéficie aussi de sympathies au sein de la communauté juive récemment immigrée à Montréal et dont une partie est gagnée à la cause du communisme. Dans le monde de langue yiddish qui émerge dans la métropole, les partisans de l'URSS forment un noyau dur doté de ses propres structures et qui souvent fonctionne dans la clandestinité.

Organisateur compétent et orateur convaincant, Rose fait rapidement son chemin au sein de l'organisation et se voit très tôt confier des responsabilités importantes. En 1928, il est secrétaire du PCC à Montréal et l'année suivante il est condamné à un mois de prison pour avoir participé à une manifestation ouvrière à Toronto, signe qu'il figure parmi les révolutionnaires au pays qui font l'objet d'une surveillance de la part de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Entre-temps, Rose est devenu citoyen canadien naturalisé et il a trouvé du travail en 1926 à Montréal comme apprenti électricien, métier qu'il va exercer tout au long des années 1930.

## LA NÉBULEUSE DE L'ÉCOLE LÉNINE

Se produit alors un fait capital dans son cheminement politique et idéologique. Rose est invité par les autorités soviétiques à étudier à la fameuse école internationale Lénine de Moscou, lieu de formation des futurs cadres du Komintern et pépinière de l'élite politique communiste partout en Europe et aux États-Unis. Plusieurs de ses élèves deviendront des cadres de haut niveau dans l'administration des États sous influence soviétique qui apparaîtront en Europe de l'Est après 1945, dont Erich Honecker et Walter Ulbricht en République démocratique allemande, Josip Tito en Yougoslavie, Wladyslaw Gomulka en Pologne et Alexander Dubcek en Tchécoslovaquie. Rose part de Montréal en mai 1930 pour s'inscrire à l'école Lénine, où il s'initie aux rouages du système politique soviétique jusqu'en janvier 1931. Sans l'ombre d'un doute, cela place le jeune organisateur communiste canadien au plus haut dans les liens que les autorités du Komintern tissent à

Montréal au début de la période stalinienne. Le passage de Rose dans la capitale russe indique aussi à quel point il est dévoué à la cause et décidé à faire advenir au Canada, coûte que coûte, une structure sociale inspirée de l'URSS.

Les mois passés par l'apprenti-électricien à Moscou n'ont certes pas échappé aux enquêteurs de la GRC et Rose fait l'objet, après cette formation idéologique, d'une attention soutenue de la part du contre-espionnage canadien. En janvier 1931, il est arrêté pour avoir mené des activités liées à l'organisation de la classe ouvrière et condamné pour sédition. L'interpellation lui vaut un an de prison ferme. Rose n'échappe pas non plus, après 1936 à l'attention du régime Duplessis, qui tente par tous les moyens d'empêcher la propagation des idées de la gauche d'allégeance soviétique, notamment en promulguant en mars 1937 la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, dite Loi du cadenas.

## DANS LE SECRET DU NKVD

David Levy, qui est l'auteur en 2018 d'un ouvrage intitulé : *Fred Rose and Igor Gouzenko: the Cold War Begins*, croit que Rose devient, au cours des années 1930, un agent du NKVD, la police politique toute-puissante du régime stalinien. Voilà qui donne à croire qu'il était beaucoup plus intéressé au domaine politique à proprement parler, et moins de prime abord à la défense de la classe ouvrière canadienne. Les tâches que les hautes autorités soviétiques du NKVD assignent à leurs agents ont à faire avec l'espionnage industriel, l'obtention d'informations stratégiques sur le plan militaire et la surveillance du contexte politique dans les pays d'obédience capitaliste. Ils sont les yeux et les oreilles de l'URSS à l'étranger, forment une cohorte qui agit dans l'illégalité la plus totale et ne reçoivent aucune protection de leurs maîtres s'ils sont démasqués.

Rose et ses complices ont aussi pour tâche de transférer des fonds au Parti communiste américain, de loin plus important pour les Soviétiques que son pendant canadien, d'obtenir de faux documents et passeports pour des espions éventuels en transit vers les États-Unis et de recruter des sympathisants à l'influence soviétique dans des milieux gouvernementaux. En 1937, Rose va même jusqu'à convaincre des militants ouvriers de se joindre au bataillon Mackenzie-Papineau et de partir combattre en Espagne aux côtés des ré-



Affiche de campagne de Fred Rose en Yiddish « Folks farzamlung letoyves Fred Rose » en yddish ou « Une assemblée populaire en l'honneur de Fred Rose ». Affiche électorale convoquant le public à une manifestation en faveur de Fred Rose, candidat du Parti ouvrier progressiste. L'événement doit se tenir au Parc Jeanne-Mance (Fletcher's Field) tout près du monument de George-Étienne Cartier, le 21 juillet 1943, à l'occasion d'une élection partielle dans la circonscription électorale fédérale de Cartier. Rose sera élu pour la première fois au parlement fédéral le 9 août suivant avec 30 % des votes. (Archives juives canadiennes Alex Dworkin.)

publicains et des insurgés. Au Canada, les agents du NKVD risquaient beaucoup moins d'être découverts que ceux qui évoluaient au sein de la société américaine, nettement plus réfractaire à ce genre de pratique clandestine et plus portée à des formes primaires d'anticommunisme.

## PREMIER DÉPUTÉ COMMUNISTE

La carrière de Rose prend un tournant décisif quand il se porte candidat à l'élection fédérale de 1935 dans la circonscription montréalaise de Cartier. À l'époque, il s'agit d'un territoire situé en plein cœur des quartiers immigrants de la ville et qui a comme artère principale le boulevard Saint-Laurent. C'est dans cette zone que résident la plupart des gauchistes d'origine juive, entre la rue Sherbrooke au sud et la rue Van Horne au nord.

On trouve aussi dans ce secteur un grand nombre de Canadiens français des couches populaires prêts à appuyer un travailleur. Rose obtient certainement l'accord de ses patrons politiques à Moscou pour se porter de l'avant aussi audacieusement en tant que représentant de la bannière communiste. Dans un milieu aussi engagé sur le plan politique, et où il réside depuis des décennies, le militant ouvrier a d'excellentes chances de faire bonne figure. Il obtient tout près de 20 % des votes à un moment où le taux de chômage est très élevé dans la ville et les conflits ouvriers

août 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants de l'Allemagne nazie et de l'URSS signent un traité de non-agression connu sous le nom de pacte Ribbentrop-Molotov, ce qui fait des communistes canadiens des alliés objectifs d'Adolf Hitler. La riposte d'Ottawa ne tarde pas et le PCC est déclaré illégal en juin 1940, ce qui force Rose et ses principaux compagnons d'armes à entrer à nouveau dans la clandestinité. Ils se rendent finalement aux autorités canadiennes en septembre 1942 pour être aussitôt emprisonnés.



Chefs communistes au Québec. Cette photo prise en 1942 regroupe plusieurs responsables communistes influents autour de Fred Rose (1<sup>re</sup> rangée en bas, deuxième position depuis la gauche). On aperçoit notamment Stanley B. Rierson ou Sam Carr, un autre membre du réseau dénoncé par Gouzenko. (Wikimédia.)

très présents sur la scène sociale. Il récidive au niveau provincial l'année suivante et recueille plus de 500 votes dans la circonscription de Montréal-Saint-Louis. La présence de Rose dans l'arène publique lui confère une certaine aura de respectabilité et fait croire que le PCC joue le jeu de la démocratie à une époque particulièrement difficile pour le prolétariat industriel.

Les tensions internationales ne tardent pas toutefois à rendre plus ardue partout dans le monde la tâche des adeptes de la III<sup>e</sup> Internationale qui dépendent étroitement de l'aide de Moscou. En

## CHANGEMENT DE CAMP

Or, entre-temps, en juin 1941, les forces armées allemandes envahissent le territoire soviétique, ce qui fait maintenant de Joseph Staline un allié stratégique de Londres et Washington. L'URSS n'est plus un ennemi à abattre, mais un puissant facteur dans la défaite militaire éventuelle de l'Allemagne nazie sur le front de l'est. Aussitôt le ton change complètement à Ottawa. Le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie-King autorise même en 1942 les Soviétiques à ouvrir une

mission diplomatique au pays, puis une ambassade deux ans plus tard. Tous les communistes canadiens regagnent leur liberté et cessent de faire l'objet de mesures répressives. Rose et ses compagnons sortent de prison sans procès en octobre 1942 et reprennent leurs activités d'avant-guerre.

Le décès en décembre du député de Cartier, Peter Bercovitch, donne l'occasion à Rose de faire campagne à nouveau lors de l'élection partielle fédérale qui suit. Porté par l'élan de sympathie qui se manifeste au Canada envers l'URSS, il obtient 30 % des voix et est élu en août 1943 sous la bannière du Parti ouvrier progressiste. Il est réélu à l'élection générale de juin 1945 avec cette fois 40 % des votes. Rose sera de fait le seul député « communiste » à siéger à Ottawa dans toute l'histoire parlementaire canadienne pour une courte période de vingt mois. Coup de théâtre, en février 1946, les journaux révèlent qu'un membre de l'ambassade soviétique a fait défection quelques mois plus tôt et a emporté une centaine de documents secrets. Sur les listes qu'Igor Gouzenko remet au gouvernement de Sa Majesté se trouvent les noms d'universitaires, de militaires et de fonctionnaires prêts à collaborer avec l'URSS.

## LA SECONDE FACETTE DE FRED ROSE

Stupéfait, le contre-espionnage canadien prend alors conscience que le député Fred Rose figure au premier rang des complices du GRU, le service de renseignement militaire soviétique dirigé à Ottawa depuis 1943 par le colonel Nikolai Zabotin. L'affaire fait grand bruit sur la colline du Parlement. Rose est arrêté en mars 1946, puis accusé lors d'un procès retentissant d'avoir violé la *Loi sur les secrets officiels*. Incriminé par le professeur Raymond Boyer, qu'il a rencontré à quelques reprises en 1943-44 pour obtenir des détails sur la production d'un nouvel explosif de type conventionnel, le RDX, Rose est déclaré coupable et emprisonné de juin 1946 à août 1951.

Les preuves présentées contre Rose sont toutefois surtout circonstancielles, d'autant plus que l'accusé n'a pas les connaissances scientifiques suffisantes pour saisir les processus complexes utilisés dans la fabrication des armements, et encore moins dans la fission de l'atome. Selon toute vraisemblance, il sert surtout de « courrier » entre l'ambassade d'URSS et des savants disposés à

apporter une contribution décisive à l'arsenal des Russes. Mais il est trop tard pour Rose, que l'opinion publique a déjà condamné comme un traître à sa patrie, et il est bientôt pris dans un engrenage qui le mène à sa perte. Il est expulsé du parlement en janvier 1947, chassé du PCC à sa libération de prison et suivi à la trace par la GRC partout au pays. Même au sein de la communauté juive, les communistes perdent leur ascendant après les révélations de Nikita Khrouchtchev en 1956 sur les crimes commis par Staline contre l'élite juive soviétique.

Rose a 45 ans quand il quitte de son propre chef le Canada en octobre 1953 pour s'établir de manière définitive en Pologne, où il mènera jusqu'à sa disparition en mars 1983 la vie d'un petit fonctionnaire sans histoire. En avril 1957, le gouvernement de Louis Saint-Laurent, dans un ultime geste de censure politique, prend la décision sans précédent de lui retirer sa nationalité canadienne. Plus jamais Rose ne pourra revenir dans sa ville d'adoption qu'avait été Montréal.

**Pierre Anctil est professeur titulaire au département d'histoire de l'Université d'Ottawa.**

### En savoir plus :

Pierre Anctil. *Histoire des Juifs du Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2017, 498 p.

Robert Comeau, Bernard Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. Montréal, Les Presses de l'Unité, 1981 (2<sup>e</sup> édition), 104 p.

Robert Comeau. *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vent d'ouest, 1996, 425 p.

Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p.

David Levy. *Fred Rose and Igor Gouzenko: The Cold War Begins*. Montréal, Publié à compte d'auteur, 2018, 415 p.

'PRESSE' EST LA MINE D'OR DES ANNONCEURS

LA PRESSE

PAGE 3

LE JOURNAL DE FAMILLE QUI RENSEIGNE SUR TOUT

MONTRÉAL, LUNDI 11 AVRIL 1949

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

FREDA LINTON SE LIVRE À LA GENDARMERIE ROYALE

Inspecte d'espionnage cachée en notre ville

Freda Linton vécût à Montréal la plus grande partie des trois ans pendant lesquels on la cherche. — Dénoncée par Gouzenko.

Freda Linton, 33 ans, qu'on soupçonne d'être une espionne d'origine soviétique, a été arrêtée pour violer la loi des secrets officiels au Canada.

L'inspecteur William Brady, chef des enquêtes judiciaires à la division "C" de la gendarmerie, qui que la Fédération a confirmée aujourd'hui pour travailler avec Gouzenko à Montréal de Freda Linton, 33 ans, activement recrutée par ce dernier comme un important agent du réseau d'espionnage soviétique.

Freda Linton est la dernière des 20 personnes recherchées et délinquantes au sujet du réseau d'espionnage russe au Canada. Dix personnes ont été condamnées et neuf autres acquittées.

On n'a pas immédiatement réussi à entendre si elle sera condamnée à Ottawa, où on avait décidé la plupart des procès d'espionnage.

Le dernier de ces procès a été celui de Sam Carr, chef communiste canadien. La sentence donnée, à six ans d'emprisonnement.

Freda Linton a été une figure importante du réseau d'espionnage soviétique. Son nom est apparu fréquemment dans les documents saisis par les gendarmes lors de l'opération de l'ambassade soviétique à Ottawa et a été également mentionné au cours de la commission royale sur l'espionnage.

En passant son lieu de domicile comme identifié à Ottawa, les renseignements a fait connaître quelle se faisait appeler Freda Linton, sous laquelle subsistait également une autre vie sous le nom de Freda de St.



Freda Linton

Elus par acclamation à Outremont



Ce matin, de 8 h. à 10 h., avait lieu la mise en candidature à la mairie et à l'échecage d'Outremont, sous la présidence de M. E. T. Bousquet, greffier et secrétaire-trésorier de la ville. M. Romuald Bourque, qui avait été élu comme maire par les membres du conseil, il y a environ un mois, par suite de la mort de M. Joseph Beaudin, a été réélu par acclamation au poste de premier magistrat pour un mandat de trois ans. Il fut réélu encore un an à faire comme adjoint en chef M. Philippe Beaudin, également élu par acclamation, fils de feu le maire Beaudin, qui lui succéda à l'échecage dans le quartier ouest. Trois autres échecs, M. M. T. M. Gougeon, membre du conseil municipal, ont été élus depuis 1946. Adolphe Bélanger, membre du conseil municipal depuis 1943, et Eugène Maynard, également membre du conseil municipal depuis 1945 ont aussi été réélus par acclamation. Le photographe et dessinateur a été pour deux fois, entouré de deux autres échecs, présents le serment d'office, qui sera fait, le matin, les échecs MAYNARD, BEAUDIN, OWEN J. CALLARY, député du conseil, le maire, ROMUALD BOURQUE, M. SANDOZ, les adjoints COOPER, BELANGER et S.A. SCHEE. On remarquera également à la mise en candidature M. Emile Lacroix, ingénieur-administrateur d'Outremont. Le nouveau maire est le frère de M. E.A. Bourque, premier magistrat d'Ottawa. — (L'ÉCHO LA PRESSE).

Bilan de 7 Un homme meurt au hold-up; à cours d'une querelle

Un homme meurt au cours d'une querelle. Le bilan de 7 hold-up; à cours d'une querelle.

Vieillard tué par un train

Un vieillard de 70 ans du nom de Charles Hart, a été tué instantanément, à St. Hubert, au cours d'un accident survenu à son passage à travers, près de la gare de Val-de-la-Paix.

Le syndicat dénoncé par un membre

Le syndicat dénoncé par un membre. Le matelot S. Troster s'évade de "Mont Alta". — Accusation de communisme.

Les chefs du syndicat des marins canadiens sont des communistes et le groupe a été déclaré comme tel par le ministre fédéral de la marine, M. J. G. Bourque, au cours d'une conférence de presse à Ottawa, où il a déclaré que le syndicat des marins canadiens est un groupe de communistes et que les dirigeants de ce syndicat sont des agents soviétiques.

Une épreuve de force entre syndicats rivaux

Telle apparaît en ce moment la grève qui met aux prises le syndicat des marins canadiens et le syndicat maritime international.

Le syndicat des marins canadiens est en grève depuis plusieurs semaines et a déclaré qu'il ne reprendra pas le travail tant que le syndicat maritime international n'aura pas accepté ses conditions.

Le syndicat maritime international est en grève depuis plusieurs semaines et a déclaré qu'il ne reprendra pas le travail tant que le syndicat des marins canadiens n'aura pas accepté ses conditions.

Les deux syndicats ont déclaré qu'ils ne se laisseront pas diviser et qu'ils continueront de lutter pour leurs intérêts respectifs.

Une saisie d'armes à la C.S.U.

La police confisque quantité de gourindes, bâtons de baseball, briques, etc.

Une saisie d'armes à la C.S.U. La police confisque quantité de gourindes, bâtons de baseball, briques, etc.

Freda Linton arrêtée à Montréal. Le 11 avril 1949, Freda Linton, alors âgée de 33 ans, se rend à la Gendarmerie royale à Montréal après 3 années de cavale. Les journalistes de l'époque la décrivent comme une trentenaire élégante et discrète. Les portraits de Freda Linton sont rares. Cette photo est extraite d'un article de la Presse daté du 11 avril 1949. (Archives BANQ - La Presse 11 avril 1949.)

FREDA LINTON, UNE ESPIONNE TRÈS DISCRÈTE

par Stéphanie Cabre

Freda Linton est l'une des rares femmes accusées d'espionnage dans l'affaire Gouzenko.

Proche du député et espion Fred Rose, cette Montréalaise est présumée avoir relayé des informations très confidentielles. Elle aurait aussi participé au recrutement de nouveaux agents. Son parcours est une invitation à un jeu de piste digne d'un polar de la Guerre froide.

19 mars 1946. Cinq jours après l'arrestation de Fred Rose, une secrétaire de la Montréal Shipping Company quitte précipitamment son bureau après avoir reçu un appel téléphonique. Son attitude étrange surprend ses collègues. Ce jour-là, Freda Linton disparaît sans laisser de trace. Le 22 juillet 1946, un mandat d'arrêt est justement lancé à son endroit dans le cadre de l'affaire Gouzenko. Elle ne referra surface que trois ans plus tard à Montréal pour se livrer à la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

UNE ÉTRANGE LIBÉRATION

Le 11 avril 1949, lorsqu'elle se rend de son plein gré à l'inspecteur William Brady, chef des enquêtes



Freda Linton, alias Freda Lipchitz, Fritzie Linden ou encore Freda apparaît comme un caméléon. Elle change de noms à plusieurs reprises. Née à Montréal en 1916 de parents juifs d'origine polonaise, elle occupe plusieurs emplois de secrétaire dans des services d'État, comme le Bureau du travail ou encore l'Office National du Film. Elle est membre du parti communiste entre 1935 et 1936. C'est sans doute à cette période qu'elle fait la connaissance de Fred Rose. (Archives M16.)

judiciaires à la division « C » de la GRC, Freda Linton est une femme lassée par ses trois années de cavale. À son retour, la fugitive est en outre enceinte de 7 mois. Le lendemain de son arrestation, les journalistes découvrent, à son arrivée au tribunal de Montréal, une trentenaire raffinée qui ne laisse personne indifférent. Chic et élégante, âgée de 33 ans, elle est souvent décrite dans les journaux de l'époque comme une « brunette », de « petite taille », « aux lèvres fortement soulignées d'un rouge écarlate », le nez chaussé « d'une paire de lunettes légèrement teintées », et « qui s'avance à la barre d'un pas déterminé », selon *La Presse* datée du 12 avril 1949.

Pour sa défense, Freda Linton a choisi l'avocat de Fred Rose, Joseph Cohen. Il faut dire que Cohen connaît bien le dossier. Freda Linton comparait pour les mêmes raisons que le député communiste. Selon le rapport de la Commission Royale Kellock-Taschereau, elle aurait violé la loi des secrets officiels et conspiré au côté de Fred Rose entre le 3 juin 1939 et le 6 septembre 1945 pour obtenir les secrets du RDX (pour Research Department explosive). Durant ses premiers inter-

rogatoires, Freda Linton nie toute implication et obtient gain de cause. Elle est libérée sous cautionnement de 5 000 \$ au printemps 1949 et ne sera plus inquiétée, alors que Fred Rose a été condamné à 6 ans de pénitencier trois ans auparavant. La plainte la visant sera même retirée par la suite par la Couronne. Officiellement, par manque de preuves. Officieusement, les autorités l'auraient libérée juste avant les élections fédérales, pour ne pas heurter l'électorat travailliste, comme le souligne le maire de Montréal Camilien Houde, dans *Le Devoir* du 22 juin 1949.

Freda Linton explique, le 3 mai 1949, à *La Presse* les raisons de sa fuite en 1946 :

« J'avais cru, dit-elle, en face de la campagne insidieuse qui se faisait alors, qu'il était préférable pour moi de quitter le pays. Mais, en aucun temps, je n'ai craint de faire face à la justice de mon pays et de subir un procès. Plus tard, lorsque j'ai constaté que l'atmosphère était plus sereine et plus propice pour y subir un procès juste et équitable, je me suis livrée et voilà où en sont rendues les choses. »

Alors qu'elle est citée à plusieurs reprises au cours du procès de Fred Rose et des autres agents, Freda Linton est restée un mystère durant toutes ces années pour les enquêteurs. Activement recherchée sur tout le continent, elle raconte s'être cachée à Montréal. On retrouve pourtant sa trace aux États-Unis. À l'image du grand absent des procès Gouzenko, Sam Carr, l'espion torontois qui s'est lui aussi enfui de l'autre côté de la frontière avant d'être arrêté et condamné en 1949. Après avoir quitté son appartement du 109, avenue Laurier Ouest à Montréal en emportant toutes ses affaires, Freda Linton vit dans la clandestinité de 1946 à 1949. Selon certains membres de sa famille, elle aurait été aidée par le parti communiste. Le FBI retrouve sa trace dans la région de Seattle. Mariée à un marin, elle a adopté le nom de famille de son nouvel époux américain : Alexander. Les services américains, qui ne sont pas en mesure de l'interpeller, décident de révéler la véritable identité de son épouse à son mari.

Quand il apprend, en pleine Amérique prémacarthyste, que sa femme est une espionne communiste, William Alexander, décide de l'abandonner. Traquée, enceinte, avec nulle part où aller, Freda Linton Alexander décide de rentrer chez elle à Montréal. Fin de la cavale.

## NOM DE CODE : FREDA

À l'image de la fameuse espionne allemande Ursula Kuczynski, agente de l'ancêtre du GRU – une puissante agence militaire rivale du KGB, la Direction générale des renseignements de l'État-Major des Forces armées de la Fédération de Russie, ou GRU, défend l'État alors que le KGB défend le parti – Freda Linton est un caméléon qui n'en est pas à son premier changement de nom. Quand elle voit le jour le 6 mars 1916 à Montréal de parents juifs d'origine polonaise, elle se nomme Freda Lipchitz. Par la suite, elle changera son patronyme en « Linton », puis « Alexander ». Sur certains documents officiels de la Couronne, le nom de « Fritzie Linden » est également mentionné. Dans les notes du colonel Nicolai Zabotin, attaché militaire de l'ambassade soviétique à Ottawa et chef du réseau d'espionnage canadien, elle est décrite sous son nom d'agent : « Freda ».



L'Allemande Ursula Kuczynski est considérée comme l'une des meilleures espionnes de l'URSS. Elle est connue sous plusieurs noms : « Sonya », « Sonja », Ursula Beurton, Ursula Hamburger ou encore Ruth Werner. Tout comme l'agent double Freda qui mène une vie discrète de secrétaire, Sonya est une mère de famille au-dessus de tout soupçon qui s'occupe de ses enfants et transmet en même temps des informations décisives au régime. Son fait d'armes est d'avoir aidé depuis l'Angleterre, le physicien et espion Klaus Fuchs qui a transmis à Staline les secrets de la bombe atomique. Ces renseignements permettront aux Soviétiques de se doter de l'arme nucléaire en 1949. Cette photo date vraisemblablement de 1935. (Wikimedia.)

À l'époque, les Soviétiques guidés par leur volonté de renverser les démocraties occidentales, cherchent activement à rallier à leur cause les Ukrainiens ou les Polonais établis au Canada. Freda Linton est la candidate idéale pour intégrer ce vaste réseau d'agents dont les membres sont souvent recrutés parmi les étudiants, instituteurs, scientifiques, fonctionnaires ou encore employés de bureau comme elle. Les agents canadiens sont formés et conditionnés dans des cercles d'études communistes. Le but est de les familiariser à la collecte d'informations ou encore aux transferts de documents sensibles dans la plus grande discrétion. La qualité essentielle requise pour faire partie du réseau est d'avoir foi en l'idéologie communiste ou d'être au moins sympathisant. C'est le cas de Freda, membre du parti communiste entre 1935 et 1936 et favorable au régime soviétique.

Trilingue, parlant hébreu, anglais et français, cette discrète sténodactylo peut rendre de grands services. Selon Igor Gouzenko, Freda aurait servi de courrier pour acheminer les informations à Fred Rose et à l'ambassade russe. Elle aurait également été chargée de recruter de nouveaux membres pour le réseau d'espions.

Ce qui frappe le plus quand on se penche sur les archives de la Commission Royale Kellock-Taschereau et les documents des services secrets britanniques, c'est que le destin et les actions de cette employée de bureau semblent toujours liés à ceux des hommes impliqués dans cette vaste nébuleuse d'espionnage. Déterminée et discrète, Freda Linton a su tisser un réseau de contacts extrêmement influents.

## DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL À L'OFFICE NATIONAL DU FILM

Les espionnes communistes en mission à l'époque sur le continent sont souvent utilisées par les hommes du parti pour leurs charmes, et leur capacité à pouvoir collecter des informations secrètes. La plupart du temps réduites à un rôle de séductrice. Cette tactique courante des services d'intelligence de l'Union Soviétique repose souvent sur le recours au chantage, arme redoutable pour obtenir des faveurs ou encore compromettre ses cibles.

Les espionnes étaient d'ailleurs bien souvent sélectionnées selon leur apparence physique. Elizabeth

Bentley, espionne communiste américaine qui opère à la même période que Freda, est décrite par le *New York Journal-American*, quotidien fortement anticommuniste, comme une « New-Yorkaise blonde aux yeux bleus », « galbée » et « qui savait attirer » les secrets de ses sources. Cette dernière fera d'ailleurs défection comme Gouzenko et deviendra par la suite une informante du FBI.

L'atout « charme » de Fred Rose, Freda Linton, ne semble pas déroger à la règle. Avant la *Montréal Shipping Company*, elle a notamment travaillé pour le Bureau international du travail. Un organisme où elle a côtoyé des fonctionnaires hauts placés et a pu établir des contacts stratégiques. Selon le compte rendu des suspects de l'affaire Gouzenko, Freda Linton est ensuite en poste à l'*Office National du Film* (ONF) à Ottawa du 22 mai 1944 au 30 septembre 1945. Pendant six mois elle est la secrétaire de John Grierson, Commissaire du gouvernement à l'*Office national du film* (ONF). À l'époque, Grierson, le père du documentaire britannique, est un homme influent, aux idées progressistes, et souvent précédé d'une réputation sulfureuse. En 1942, le FBI s'intéresse de près à lui et l'accuse d'héberger des sympathisants communistes dans ses locaux. Le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, souligne que certains de ces films ont l'air d'avoir été écrits et dirigés avec un point de vue prosoviétique.

Voici une note de l'ONF datée du 28 juin 1946 qui atteste l'embauche de Freda Linton :

« Freda Linton a été interviewée en mai 1944 et a été considérée comme une candidate probable pour un poste dans la distribution en raison de son expérience avec le Bureau international du travail. À l'époque, cependant, nous n'avions pas de poste disponible dans la distribution et c'était suggéré que pendant une période temporaire Mlle Linton pourrait travailler comme secrétaire de M. Grierson. (...) Il a été convenu qu'elle devrait passer environ 6 mois avec M. Grierson et, à la fin de cette période, il s'arrangerait pour qu'elle se rende à la Distribution. »

C'est d'ailleurs ce qui arrive en avril 1945. Le gérant de la distribution de l'ONF envoie Freda Linton à Washington pour remplacer leur représentant sur place, parti à San Francisco. Tout cela sous la supervision de John Grierson. Freda, soudainement promue à la distribution, va passer

deux mois dans la capitale américaine. Un voyage de travail qui tombe à point nommé. Le GRU est à la recherche de nouveaux agents à l'extérieur du Canada. Fred Rose doit approcher le généticien sympathisant communiste Arthur Steinberg à Washington. Il charge Freda Linton d'établir le contact sur place. Sa confiance en elle est très grande. Leur relation semble d'ailleurs dépasser le stade de la simple collaboration comme en atteste l'enquête menée par la commission Kellock-Taschereau.

## FRED ET FRED A, COUPLE D'ESPIONS?

De mars 1944 à juin 1946, la propriétaire d'un appartement au 30, avenue Beechwood à Ottawa, Mme Guttman, assure avoir loué son bien à Fred Rose. Toutefois à deux reprises, la propriétaire révèle aux enquêteurs qu'une certaine Freda Linton a appelé pour un problème de réparation de serrure. Cette déclaration corrobore le fait que Freda Linton et Fred Rose entretenaient une liaison, comme l'avance Merrily Weisbord dans son ouvrage *Le rêve d'une génération*.

Les deux personnages s'affichent dans des dîners mondains, comme ceux organisés par Raymond Boyer, autre acteur-clé de l'affaire Gouzenko. Dans les notes du carnet du colonel Zobotin, Freda est même décrite comme une « Lady Friend » du professeur. Freda Linton profite de ses relations pour faire remonter des informations aux Russes. Ainsi, Gouzenko atteste qu'il a rencontré Freda Linton dans la maison du major Sokolov à Ottawa à l'automne 1943 et que le jour suivant, Sokolov écrivait au colonel Zobotin pour lui livrer des secrets relayés par Freda. On peut rapprocher ce mode opératoire et celui de l'espionne américaine Leontine Cohen, qui travaillait également pour le compte de l'Union Soviétique. Sous son nom d'agent, « Lona », Leontine a servi de boîte aux lettres au physicien Theodore Hall, collaborateur du projet *Manhattan* à Los Alamos.

Sans connaître tous les détails, il ne fait pas de doute que Freda Linton a été une alliée d'importance pour Fred Rose qui avait de grandes ambitions à son égard. Ainsi, la pièce à conviction 37 subtilisée par Gouzenko indique : « Research Council – rapport sur l'organisation et le travail. Freda au Professeur par l'intermédiaire de Grierson ». Une phrase énigmatique qui révèle la volonté des



Arthur G. Steinberg dans son laboratoire. Arthur Steinberg est un généticien, sympathisant communiste. Il fait la connaissance du Professeur Boyer à l'Université McGill en 1940 avant de partir à Washington en 1944. Le parti cherche des agents à l'extérieur du Canada. C'est Freda alors en poste à l'Office National du Film qui sera chargé par Fred Rose d'établir le contact avec le scientifique dans la capitale américaine et de l'inciter à travailler pour les Russes. (Archives Arthur G. Steinberg.)

services russes de lui donner de nouvelles attributions auprès de Raymond Boyer. Selon Gouzenko, le GRU ne se satisfaisait pas de son travail à l'ONF entre 1944 et 1945 et cherchait à la faire entrer dans un ministère plus important avec l'appui de John Grierson. Lors de son interrogatoire devant la Commission Royale Kellock-Taschereau, Grierson a toujours nié que la jeune fille lui ait demandé d'intervenir pour décrocher un poste au Conseil national de recherche auprès de Raymond Boyer. Selon lui, elle semblait juste très ambitieuse et cherchait à obtenir une promotion.

Exemptée de toutes les charges, Freda Linton ne reviendra jamais sur ces événements pour dévoiler ses réels agissements. Le 28 juin 1949, après ces années de double vie et de cavale, la mystérieuse

Freda Linton accouche libre d'une petite Deborah, à l'Institution du chemin de la Reine-Marie à Montréal. Elle repart ensuite aux États-Unis pour divorcer de son mari américain William Alexander. En 1951, en pleine chasse aux sorcières et sans permis de travail valide, alors qu'elle est caissière dans un restaurant à Reno dans le Nevada, elle est arrêtée avec sa fillette. Elle omet également de mentionner aux policiers qu'elle a été membre du parti communiste. Détenues par les autorités américaines de l'immigration à San Francisco, elles sont déportées par les États-Unis pour abus de titre de séjour. À 35 ans, Freda Linton est renvoyée avec son enfant au Canada à la fin mars 1951. Contrairement à Fred Rose retourné en Pologne, Freda Linton reste en Amérique et coulera des jours plus tranquilles dans l'anonymat, à Toronto.

Des années plus tard, Freda aurait reconnu son erreur, admettant avoir confondu les intérêts de l'URSS avec ceux de la classe ouvrière canadienne comme l'indique David Levy dans son ouvrage *Stalin's Man in Canada: Fred Rose and Soviet Espionage*.

### Stéphanie Cabre est journaliste et réalisatrice.

#### Pour en savoir plus :

David Levy. *Stalin's Man in Canada: Fred Rose and Soviet Espionage*. New York, Enigma Books, 2011, 256 p.

Glenmore S. Trenear-Harvey. *Historical Dictionary of Atomic Espionage*. Lanham, Scarecrow Press, 2011, 264 p.

Kirwan Cox, "The Grierson Files", *Cinema Canada*, Juin-juillet 1979, no. 56, Athabasca University, p. 16 à 24, James P. Giffen. *Rural Life, Portraits of the Prairie Town*. Winnipeg, University of Press Manitoba, 2004, 282 p.



Emil Julius Klaus Fuchs est né en Allemagne le 29 décembre 1911 dans une famille protestante. Après 9 ans en prison, il s'installera en RDA où il poursuivra une brillante carrière scientifique. Cette photo date de sa période américaine. (Wikimedia.)

# KLAUS FUCHS ET ALAN NUNN MAY, PHYSICIENS ET ESPIONS ATOMIQUES

par Gilles Sabourin

***Pour mettre au point leur première bombe atomique, les Russes ont pu compter sur leurs réseaux d'espions.***

*Contre toute attente, c'est au Québec que des événements décisifs ont joué en leur faveur pour obtenir la confiance de précieux collaborateurs...*

Le 29 août 1949, une explosion atomique russe fait trembler le sol du Kazakhstan et les convictions des militaires américains par la même occasion. Joseph Staline a réussi à maîtriser l'arme fatale, seulement quatre ans après son nouveau rival : les États-Unis. L'engin, surnommé « Premier éclair » par les Soviétiques, est une copie du modèle américain déployé à Nagasaki. Or, si l'URSS a également fait le choix du plutonium pour sa bombe, c'est en grande partie dû aux révélations d'un homme-clé du projet Manhattan sur le design de cette bombe, Klaus Fuchs, ainsi que dans

une moindre mesure des informations fournies par Alan Nunn May, à partir de Montréal, sur la production de plutonium.

Pour comprendre comment les Russes ont pu obtenir la recette secrète de la part de Fuchs, ce scientifique allemand naturalisé anglais, il faut remonter le temps jusqu'en 1940 et suivre le parcours chaotique des réfugiés en Grande-Bretagne.

## UNE POLITIQUE D'INTERNEMENT SANS DISCERNEMENT

À l'été 1940, les Anglais sont au bord du désespoir à cause de la menace nazie et le nouveau gouvernement de Winston Churchill a décidé d'interner les « ennemis étrangers », c'est-à-dire des personnes de nationalité allemande qui résident sur le territoire britannique. Klaus Fuchs, un physicien allemand antinazi réfugié en Angleterre, est interné d'abord près de Liverpool, puis à l'île de Man avant d'être embarqué dans des conditions exécrables, avec environ 7 000 hommes, dans plusieurs navires à destination du Canada.

Fuchs, qui travaillait précédemment dans un prestigieux laboratoire de physique en Angleterre, débarque outre-Atlantique, totalement désabusé par sa nouvelle condition. Il sera détenu brièvement sur les plaines d'Abraham à Québec puis plusieurs mois à Sherbrooke dans un nouveau camp créé dans un ancien chantier ferroviaire, dans des conditions initialement indignes. Les prisonniers allemands sont tous considérés comme dangereux, sans discernement. Les réfugiés juifs et communistes sont ainsi mélangés avec les soutiens du régime hitlérien. Fuchs vient d'une famille antinazie qui a subi de nombreuses exactions en Allemagne dans les années 1930. Son père était membre des Quakers, un mouvement religieux chrétien pacifiste, et s'opposait aux fascistes. Klaus et son frère étaient engagés politiquement à l'université en faveur des communistes. Le talentueux physicien n'arrive pas à comprendre son internement parmi des Allemands qui auraient justement souhaité sa mort.

## DES RENCONTRES DÉCISIVES

Le destin de Fuchs va alors totalement basculer. Dans le « camp N » de Sherbrooke, il se rapproche

d'Hans Kahle, un communiste convaincu, célèbre officier des Brigades internationales durant la guerre d'Espagne, et proche de l'écrivain américain Ernest Hemingway. C'est Kahle qui oriente Fuchs vers son futur rôle d'espion et lui donne les contacts nécessaires en Angleterre. On peut aisément affirmer que le séjour de Fuchs au Québec a été l'élément déclencheur de ses activités d'espionnage.

À la suite de pression de Max Born, son ancien directeur de recherches en Angleterre, Fuchs est finalement libéré et retourne à Édimbourg en janvier 1941. Born aurait aimé garder Fuchs dans son université, mais comme il n'a plus de fonds, il l'envoie vers d'autres physiciens. Le profil de spécialiste de Klaus Fuchs intéresse particulièrement Rudi Peierls à Birmingham. Peierls est le coauteur du fameux mémorandum sur la possibilité de l'utilisation de l'uranium dans une bombe nucléaire, à l'origine du projet atomique anglais. Rapidement, Fuchs est intégré à cette organisation baptisée Tube Alloys. Il est naturalisé britannique dans la foulée et signe le Official Secrets Act lui permettant d'accéder à tous les documents.



Le camp Newington à Sherbrooke. Le Québec a accueilli plusieurs camps d'internement d'Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Klaus Fuchs a passé plusieurs mois à Sherbrooke dans cet ancien atelier de chemin de fer. Ce camp a hébergé plus de 1400 personnes jusqu'en 1946. (Bibliothèque et Archives Canada.)

## LES FUITES COMMENCENT

C'est lorsqu'il est à Birmingham que Fuchs, grâce à des contacts fournis par Hans Kahle, commence à transmettre des informations secrètes aux soviétiques. Son contact principal en 1942 et 1943 est connu sous le nom de « Sonya ». Il s'agit d'Ursula Kuczynski, une célèbre espionne d'origine allemande, sœur d'un contact du réseau des internés de Sherbrooke. Klaus Fuchs collabore sans rechigner car il est convaincu par ses expériences de vie que les communistes sont les meilleurs garants d'un avenir plus juste.



Le physicien Alan Nunn May (ici en 1953) a livré des informations confidentielles et des produits radioactifs à l'URSS pendant qu'il travaillait au Laboratoire de Montréal. (International Press-Paul Broda.)

D'ailleurs l'Union Soviétique fait maintenant partie des Alliés et subit l'immense majorité des pertes humaines contre les nazis. Paniqué, Staline veut la bombe atomique : il met en place une équipe de recherche et veut collecter les informations recueillies par ses espions. Grâce aux révélations de Fuchs, les Russes apprennent par exemple que le projet anglais Tube Alloys va déménager à Montréal.

Un tournant pour le physicien se produit en 1943 quand les Britanniques et les Américains signent l'Accord de Québec. Cette négociation va clarifier le mandat du Laboratoire de Montréal et permettre à une dizaine de scientifiques britanniques, dont Peierls et Fuchs, de rejoindre directement le projet Manhattan. Fuchs travaille d'abord à New York, puis à partir de l'été 1944 à Los Alamos, le site le plus secret, où les détails de la détonation des bombes sont mis au point.

## AU CŒUR DU PROJET MANHATTAN

Fuchs est un homme très déterminé qui se jette corps et âme dans ce projet. Il est assigné à plusieurs calculs liés à la bombe au plutonium. En même temps, il réussit à établir un contact avec un certain « Raymond », nom de code d'Harry Gold, à qui il remettait des documents techniques importants du projet Manhattan. Même lorsqu'il est à Los Alamos, situé à 3 000 kilomètres de New York, Fuchs réussit à rencontrer Gold lors de sorties à Santa Fe, la ville la plus proche du site.

Un fait surprenant, que notre recherche a montré, est que Fuchs avait des liens avec le Laboratoire de Montréal et des personnes habitant la métropole canadienne. Il se rend deux fois à Montréal, une première fois en novembre 1945 pour une rencontre avec des scientifiques du Laboratoire et une deuxième fois en juin 1946 pour plusieurs jours, alors qu'il effectue son voyage de retour en Angleterre.

Il n'y a pratiquement pas d'information sur ce qu'a fait Fuchs à Montréal lors de ces deux voyages. Une hypothèse nous oriente cependant vers un des accusés de l'affaire Gouzenko. Alors qu'il était interné à Sherbrooke, le physicien allemand recevait en effet des colis contenant notamment des magazines et des livres de la part d'Israël Halperin. Halperin était un mathématicien canadien, interrogé à la suite des révélations d'Igor Gouzenko. Dans son carnet personnel, on retrouvera alors le nom de Klaus Fuchs, son adresse dans le camp de Sherbrooke, ainsi que l'adresse de la sœur de Fuchs à Cambridge au Massachusetts. Klaus a certainement conservé des liens avec Halperin qui partage une partie de ses opinions politiques. On ne peut pas non plus exclure qu'il ait croisé Bruno Pontecorvo, physicien du Laboratoire de Montréal collaborant lui-aussi avec les Russes.

Une seule chose est sûre : Klaus Fuchs n'a pas pu croiser la route d'un autre espion infiltré au laboratoire de Montréal. Cet homme d'origine anglaise, nommé Alan Nunn May, retourné dans son pays est sur le point d'être arrêté.

## UN ESPION ANGLAIS

Alan Nunn May est sans doute la plus grosse « prise » des services secrets à la suite des révélations de Gouzenko car son implication montre que les Russes visaient la recette de la



Engelbert Broda est un chimiste d'origine autrichienne identifié comme étant la source principale de l'espionnage soviétique dans les débuts du projet Tube Alloys par le journaliste russe Alexandre Vassiliev, qui a eu accès aux archives secrètes du KGB. (Bibliothèque centrale de physique autrichienne.)

bombe atomique. Le Canada, l'Angleterre et les États-Unis plaçaient leurs recherches sous le sceau du secret. Il était donc crucial pour les Russes d'infiltrer le projet Manhattan et son équivalent britannique, le projet Tube Alloys, dont le plus gros laboratoire avait déménagé à Montréal au début 1943.

À travers son parcours, Nunn May était justement la cible idéale des services secrets soviétiques. Le physicien a grandi à Birmingham dans les années 1920 dans une famille qui a subi des revers financiers. Il entre en physique à l'université de Cambridge en 1929 et s'engage activement dans l'Association of Scientific Workers, un regroupement de scientifiques et d'employés d'université, très à gauche, proche des socialistes et des communistes.

Nunn May devient membre du parti communiste à l'instigation de Frederick Pateman, un autre étudiant en physique. Ce n'était pas un cas isolé, beaucoup d'étudiants étaient scandalisés par les

exactions des fascistes pendant la Guerre d'Espagne et se sentaient proches des communistes. Au début de la Deuxième Guerre, Nunn May travaille sur les radars dans le Suffolk, puis dans le groupe de physique atomique de l'université de Bristol, sous la direction du jeune et dynamique Nevill Mott, le même groupe dans lequel Fuchs avait obtenu son doctorat quelques années plus tôt.

En 1942, Nunn May est recruté par James Chadwick (prix Nobel de physique de 1935 pour avoir découvert le neutron) pour faire partie du projet Tube Alloys. Il rejoint le groupe d'Hans Halban et de Lew Kowarski à Cambridge. Ces deux scientifiques ayant fui la France envahie étaient parmi les plus avancés à cette époque dans les recherches atomiques. Forts de leur expertise, ils participent à l'effort de guerre britannique. Nunn May était donc au cœur d'un des projets militaires les plus importants de la guerre.

## LE CAS BRODA

C'est alors qu'il est recontacté par le chef d'une cellule communiste de Cambridge, dont il n'a jamais révélé le nom. Toutefois, tout pointe vers Engelbert Broda, un chimiste d'origine autrichienne identifié comme étant la source principale de l'espionnage soviétique dans les débuts du projet Tube Alloys par le journaliste russe Alexandre Vassiliev, qui a eu accès aux archives secrètes du KGB.

Broda était le principal assistant de Halban pour toute la période de Cambridge (avant le déménagement du laboratoire à Montréal, début 1943). On voit ainsi que le réseau d'espionnage soviétique était déjà infiltré au plus haut niveau dès le début des recherches atomiques. Alan Nunn May arrive à Montréal très tôt en 1943 dans le sillage d'Hans Halban. Il n'est toutefois sollicité par les soviétiques qu'un an après. À cause, semble-t-il, d'un conflit interne chez les services d'espionnage russe.

C'est finalement le fameux colonel Nicolai Zabotin, attaché militaire à l'ambassade soviétique à Ottawa, qui le contacte à la fin 1944, via un intermédiaire. Nunn May se met dès lors à fournir pratiquement toutes les semaines des copies de documents du Laboratoire de Montréal, qui sont chiffrées et envoyées à Moscou par Gouzenko. L'Anglais est très discret sur ses opinions politiques, même s'il milite



Le physicien d'origine italienne Bruno Pontecorvo était un des rouages importants du Laboratoire de Montréal. Sa fuite rocambolesque en URSS, suite à l'arrestation de Fuchs a laissé entrevoir une possible participation au réseau d'espionnage lié à la bombe atomique. (Wikimedia.)

à la Canadian Association of Scientific Workers (CASW), présidé par le chimiste Raymond Boyer. Le nom de l'association est directement calqué sur celle dont Nunn May faisait partie à Cambridge dans les années 1930. Le physicien est très actif dans cette organisation dont les membres sont des sympathisants de l'URSS. Ce groupe est idéal pour faire des rencontres stratégiques. Il sera d'ailleurs surveillé de près par les services canadiens.

## UNE BAINNADE À CHALK RIVER

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Alan Nunn May ne tarit pas son flux d'informations. Il indique ainsi l'emplacement du projet qui succèdera au Laboratoire de Montréal : Chalk River. À 200 km au nord d'Ottawa, deux réacteurs nucléaires y sont en construction dès le printemps 1945. Cette information incitera le colonel Zabotin à faire une excursion le long de l'Outaouais pour inspecter et probablement photographier le chantier. Cette expédition était assez périlleuse : la rivière des Outaouais est très large et agitée à cet endroit. Zabotin a certainement utilisé le site de Pointeau-Baptême, à la limite sud du site de Chalk River, car à l'époque, il était utilisé par les habitants du lieu pour la baignade. Il a cependant dû remonter le courant sur une distance d'environ un demi-kilomètre, prouvant l'importance stratégique d'un tel repérage pour les Russes.

En 1946, Nunn May sera finalement condamné à dix ans de prison, dont il purgera un peu plus de six ans, étant libéré pour bon comportement. Il ne donnera jamais d'entrevue pour le restant de ses jours. À sa sortie de prison en 1953, Alan Nunn May se marie avec Hilde Gerwing-Broda, l'ex-femme d'Engelbert Broda, son contact probable dans le réseau d'espions de Cambridge. Il adopte leur fils Paul et lui laisse, à son décès, quelques documents dont il se servira pour écrire une biographie.

L'arrestation d'Alan Nunn May ne sera qu'une répétition avant celle de Klaus Fuchs. Les défections et les projets américains de décryptage de documents russes laissent, par la suite, peu de place au secret. En 1950, l'étau s'est en effet refermé sur le physicien, acculé à se livrer aux autorités anglaises. Au moment de son arrestation, les enquêteurs retrouveront sous son lit son habit de prisonnier du camp de Sherbrooke. Preuve que la rancœur contre le monde anglo-saxon, accumulée au Québec, était bel et bien tenace!

Il fut condamné à 14 ans de prison et libéré en 1959 après 9 ans pour bonne conduite. Il est décedé en 1988 à Berlin-Est.

**Gilles Sabourin est ingénieur en nucléaire, spécialisé dans la sûreté des centrales. Il a travaillé pendant plus de vingt ans pour le bureau montréalais d'Énergie atomique du Canada. Il a consacré 15 ans à mener une enquête sur l'aventure atomique montréalaise pendant la Seconde Guerre mondiale, qui a donné le livre « Montréal et la bombe » pour lequel il a reçu le prix Hubert-Reeves 2021 accordé au meilleur livre de vulgarisation scientifique écrit en français au Canada.**

### Pour en savoir plus :

Gilles Sabourin. *Montréal et la bombe*. Québec, Septentrion, 2020.

Nancy Thorndike Greenspan. *Atomic Spy: The Dark Lives of Klaus Fuchs*. Viking Press, 2020.

Paul Broda. *Scientist Spies: A Memoir of My Three Parents and the Atom Bomb*. Troubador Publishing, 2011.

Igor Gouzenko. ([thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/gouzenko-igor-sergeivich](https://thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/gouzenko-igor-sergeivich))



Le cardinal et archevêque de Québec, Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, a été un pilier de l'anticommunisme au Québec dans les années 1930 et 1940. (Bibliothèque et Archives Canada, PA-023360.)

# UNE « PEUR ROUGE » À SAVEUR POLITIQUE ET RELIGIEUSE

par Hugues Théorêt

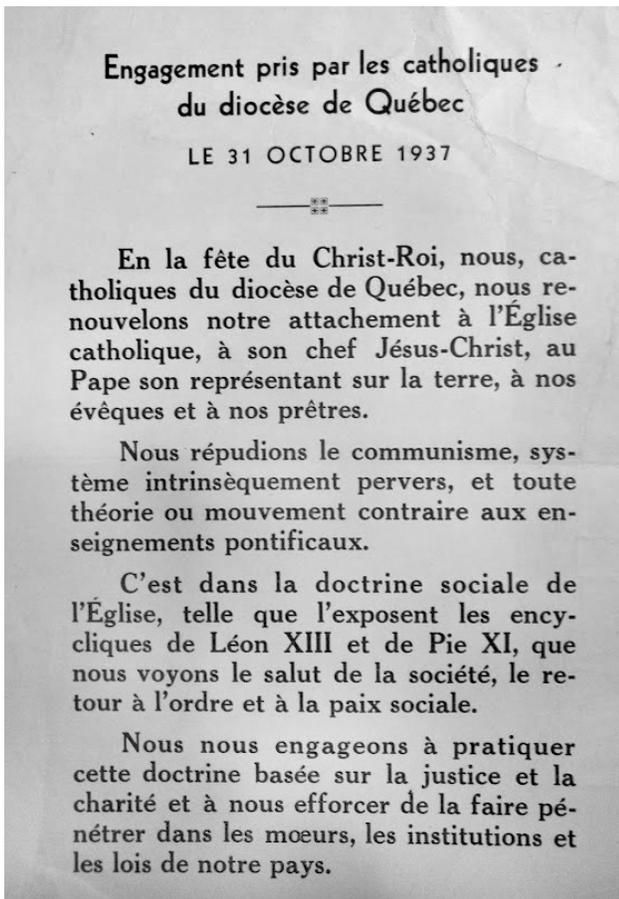
***Un passager arrivant au port de Québec pendant l'été 1937 aurait cru débarquer dans un pays peuplé d'agents communistes tellement la hantise des « Rouges » de Moscou était grande dans la Belle Province de l'époque. (Théorêt, 2020)***

*Le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, nouvellement élu, pourchassait les communistes à l'aide d'escouades policières. L'Église catholique voyait le communiste comme l'antéchrist des temps modernes. Les journaux canadiens-français, dont Le Devoir, La Presse, Le Droit, Le Soleil et L'Action catholique, dépeignaient les communistes sous un mauvais jour. Mais qu'en était-il vraiment de cette présence communiste dans le Québec de l'entre-deux-guerres? Les adhérents au communisme étaient-ils aussi importants que nous le laissent croire les autorités politiques et religieuses de la province? Voilà autant de questions qui méritent de l'attention pour mieux comprendre le phénomène de l'anticommunisme au Québec, phénomène particulièrement dominant durant plus de quatre décennies (1920-1960).*

## L'ANTICOMMUNISME RELIGIEUX

Les fondements de l'anticommunisme au Québec sont avant tout religieux. Tout au long des décennies 1920, 1930, 1940 et 1950, de nombreuses voix s'élèvent chez les catholiques pour dénoncer à tous crins le communisme. Dans les années 1930, tout particulièrement, l'anticommunisme religieux au Québec est fortement alimenté par les encycliques du pape Pie XI. Par exemple, en 1931, le Vatican publie l'encyclique *Quadragesimo anno* qui préconise l'établissement d'un nouvel ordre social en réponse à la crise économique de 1929. En outre, *Quadragesimo anno* se veut également une condamnation du communisme : « Celui-ci a [en parlant du communisme], dans son enseignement et son action, un double objectif qu'il poursuit, non pas en secret et par des voies

détournées, mais ouvertement, au grand jour et par tous les moyens, même les plus violents : une lutte des classes implacable et la disparition complète de la propriété privée. »



« Engagement pris par les catholiques du diocèse de Québec », (L'École sociale populaire, le 31 octobre 1937.)

Le 11 janvier 1931, l'archevêque-coadjuteur de Montréal, M<sup>gr</sup> Georges Gauthier, publie un circulaire dans laquelle il dénonce la propagande bolchévique, ainsi qu'était péjorativement qualifié le communisme. « Le plus essentiel du crédo bolchévique : la haine de Dieu, la lutte contre Dieu, la suppression par tous les moyens de l'idée religieuse (...) C'est un engin de guerre, rien de plus. »

À l'automne 1933, l'épiscopat canadien relaye le message de Pie XI stipulant que le communisme soviétique demeure interdit à tout catholique, car il est la négation radicale de la doctrine et de la morale de l'Église. Les évêques canadiens invitent toutes les forces chrétiennes du pays à une lutte intense contre le communisme, par la propagande et par la pratique personnelle des vertus chrétiennes.

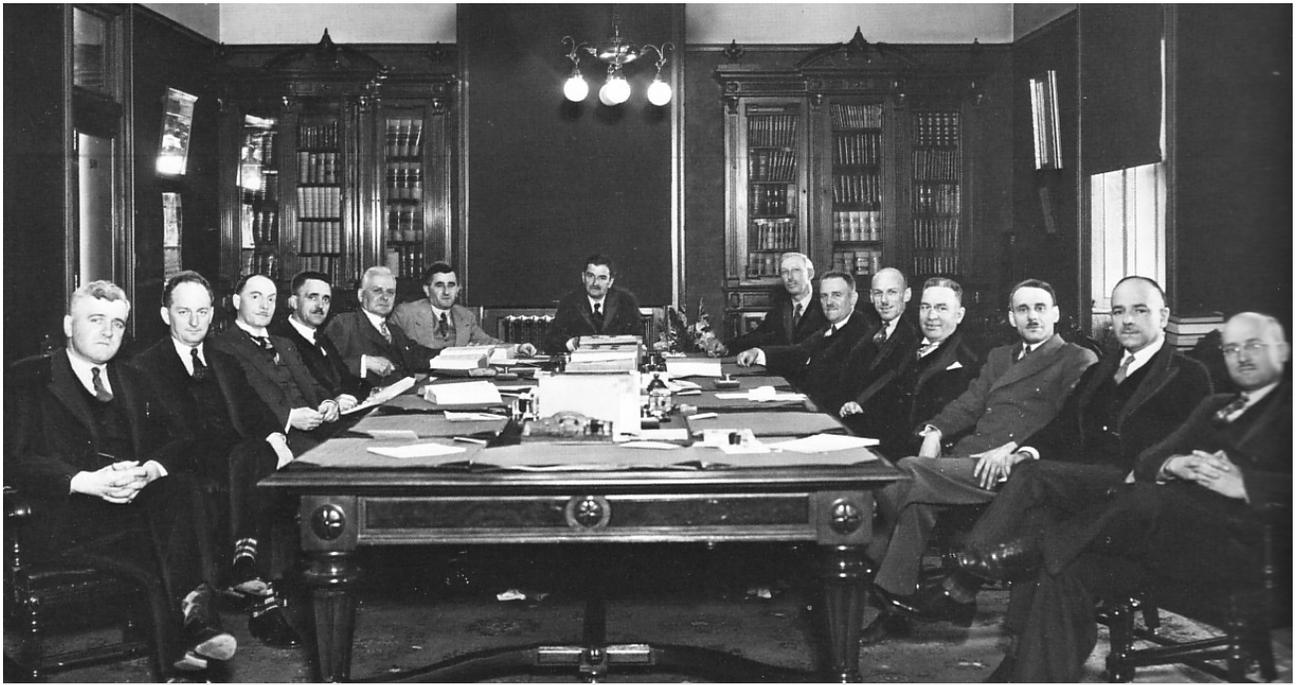
En 1934, M<sup>gr</sup> Georges Gauthier revient à la charge avec une nouvelle lettre pastorale qui s'attaque au bolchévisme. « Là où existe la croyance en Dieu et aux réalités de l'au-delà, le bolchévisme n'est plus possible. Il ne peut exister que sur les ruines de toute croyance chrétienne. »

Les attaques anticommunistes ne viennent pas seulement de l'épiscopat canadien. Elles viennent aussi de membres des ordres séculiers. Parmi tous ces ecclésiastiques, le jésuite Joseph-Papin Archambault demeure le plus virulent lorsqu'il est temps de monter aux barricades contre le communisme. En 1934, il mène une charge violente contre le communisme au Québec dans une brochure d'une soixante de pages intitulée *La menace communiste au Québec* publiée sous les auspices de l'École sociale populaire. Joseph-Papin Archambault s'inquiète de voir les communistes, ces « foyers d'anarchie », comme il les appelle, envahir la province de Québec.

## LES JOURNÉES ANTICOMMUNISTES

Du 13 au 16 septembre 1934, l'École sociale populaire tient à Montréal ses Journées anticommunistes sous la présidence honoraire de M<sup>gr</sup> Georges Gauthier. Dans sa publication mensuelle, l'École sociale populaire publie un programme détaillé de ces deux journées d'allocutions et de conférences qui se tiennent à la salle du Gesù, rue Bleury et dont le but est de contrer la progression du bolchévisme. C'est Joseph-Papin Archambault qui a l'honneur d'ouvrir ce bal anticommuniste qui réunit les ténors de l'Église catholique, dont le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, ainsi que des auteurs et des figures politiques comme l'ancien ministre fédéral Ernest Lapointe. D'entrée de jeu, Archambault tient des propos percutants à l'égard du communisme. « Aucun pays n'échappe à ce fléau, dit-il. Les plus éloignés du foyer incendiaire, les plus opposés à ces idées, les plus attachés aux directions de l'Église ressentent quand même ces assauts. Un courant diabolique anime vraiment cette entreprise. »

Le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, prend ensuite la parole. Aux dires de M<sup>gr</sup> Villeneuve, le bolchévisme est violent et oppressif. Il est un microbe dont il faut se débarrasser. « Tous nos pays sont balayés par des souffles empoisonnés d'appels aux travailleurs et aux révolutionnaires. Le microbe communiste existe même chez nous; tout atténué qu'il se montre encore,



Le gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis, qui a été élu une première fois en 1936, a fait de l'anticommunisme l'un de ses principaux chevaux de bataille pendant tout son règne. (*Le Mémorial du Québec*, tome V : 1918-1938, Éditions du Mémorial, 1980, p. 228.)

il n'est pas moins à la fois matérialiste, impie, immoral et révolutionnaire ». La table était mise pour ces journées anticommunistes qui prenaient les allures d'une séance de défoulement où tous étaient invités à déverser leur fiel sur les communistes.

Le 18 mars 1937, le pape Pie XI publie son encyclique *Divini Redemptoris* qui vise à condamner le communisme sous toutes ses formes. Selon le pape, le communisme est « athée et intrinsèquement pervers » et « l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne ». Des journaux du Canada français font écho de l'encyclique en reprenant le discours anticommuniste du Saint-Siège. C'est le cas du quotidien *Le Soleil* qui consacre sa une du 18 mars 1937 à cette encyclique de Pie XI.

Le 31 octobre 1937 lors de la fête du Christ-Roi, le diocèse de Québec prend l'engagement solennel de répudier le communisme et d'épouser la doctrine sociale de l'Église dans une circulaire intitulée « Engagement pris par les catholiques du diocèse de Québec ». M<sup>gr</sup> George Gauthier n'est pas en reste. Le 15 mars 1938, il publie une lettre circulaire pour mettre en garde les fidèles contre les dangers du communisme et vanter le gouvernement du Québec pour les mesures qu'il a prises afin de contre-carrer les plans maléfiques de ces suppôts de Satan. M<sup>gr</sup> Gauthier avait donné le ton. En publiant

cette lettre, il donnait son imprimatur aux auteurs qui avaient pour ainsi dire la bénédiction pour critiquer vertement les communistes de tout acabit.

## L'ANTICOMMUNISME POLITIQUE

L'anticommunisme au Québec a aussi un fondement politique. En fait, dans la lutte contre le communisme, le clergé catholique et le monde politique ne font qu'un. Surtout lorsqu'on se réfère au duo formé par le cardinal Villeneuve et le premier ministre Maurice Duplessis. Le 17 août 1936, l'Union nationale dirigée par Maurice Duplessis prend le pouvoir à Québec. Le gouvernement de Duplessis défend l'autonomie provinciale et part en croisade contre le communisme.

Le 25 octobre 1936, le premier ministre Duplessis, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, le maire de Québec, Joseph-Ernest Grégoire, et 15 000 fidèles se réunissent au Colisée de Québec pour acclamer le Christ-Roi et en profitent pour dénoncer les activités communistes. Aux yeux du cardinal Villeneuve, les menées subversives des communistes dans la province sont bien réelles : « Le feu est allumé parmi nous, poursuit-il, et il est urgent de le circonscire puisqu'on ne peut d'ici longtemps l'éteindre. »

Le souhait du cardinal est exaucé. Le 10 mars 1937, Maurice Duplessis dépose le projet de loi 8

protégeant la province contre la propagande communiste. Il se lève à l'Assemblée législative et s'engage à mener la lutte contre le communisme jusqu'à la fin de ses jours : « Tant que j'aurai un souffle de vie, je n'épargnerai rien, je ferai tout en mon pouvoir pour faire disparaître le communisme de la province de Québec ».

## LA LOI DU CADENAS SANCTIONNÉE

Le 24 mars, la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, communément appelée la loi du cadenas, est sanctionnée. Celle-ci confère au procureur général de la province de Québec – en l'occurrence Maurice Duplessis – les pleins pouvoirs pour ordonner la fermeture d'une maison utilisée à des fins de propagande communiste. Elle niait également à l'accusé le droit à la présomption d'innocence.

Pour faire appliquer la « loi du cadenas », le gouvernement Duplessis donne carte blanche aux corps policiers pour traquer les communistes sur son territoire. Par exemple, entre novembre 1937 et avril 1938, une escouade policière spécialisée a cadenassé cinq établissements dont les locaux de l'hebdomadaire *Clarté*, confisqué 532 volumes, 4 000 exemplaires de *Clarté*, 1 500 exemplaires d'autres journaux et 268 pamphlets, brochures et tracts. *Clarté* ne craint pas de dénoncer la loi malgré l'interdit de publication dont il est l'objet. Le 3 avril 1937, *Clarté* publie un éditorial pour dénoncer la loi que l'on juge illégale : « Le texte de la loi du cadenas de M. Duplessis contient le germe et l'argument des théories de violence que tous nous désavouons ». *Clarté* associe le premier ministre Maurice Duplessis aux dictateurs européens. Le 18 septembre 1937, *Clarté* titre en manchette que « toute la classe ouvrière est dressée contre le fasciste corporatiste de Duplessis ». Par ses attaques contre l'ordre établi, *Clarté* se fait vite des ennemis. Le 4 octobre 1937, un groupe de plus de 200 jeunes saccagent les locaux de l'hebdomadaire communiste à Montréal. *Clarté* sera l'un des premiers à faire les frais de la loi du cadenas du gouvernement Duplessis.

Le 9 novembre 1937, Maurice Duplessis ordonne la fermeture des bureaux de *Clarté* pour une période d'un an. Les policiers saisissent tous les journaux qui s'y trouvent et apposent un cadenas à la porte des locaux situés au 254, rue Sainte-Catherine Est à Montréal. Qu'à cela ne tienne, le 20 novembre 1937, *Clarté* fait fi de l'ordonnance

du gouvernement et publie en une : « AVIS À DUPLESSIS : Personne... Jamais... n'étouffera *Clarté*. Défenseur du Peuple et des Libertés Civiles et Ouvrières ».

Au-delà des organes de presse, le gouvernement Duplessis utilise la loi du cadenas pour faire tomber les têtes dirigeantes du mouvement communiste au Québec. En 1937-1938, les forces policières perquisitionnent le domicile des sympathisants communistes Stanley Bréhaut Ryerson, Léa Roback, Louis Kon, Fred Rose, Évariste Dubé et Lucien Dufour.



Un cadenas est apposé sur la porte du local de l'hebdomadaire *Clarté* qui était l'organe de presse des mouvements ouvriers et communistes au Canada français dans les années 1930. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P1536.)

## L'ANTICOMMUNISME D'APRÈS-GUERRE

Lorsque le gouvernement unioniste de Maurice Duplessis reprend le pouvoir en 1944, la chasse aux communistes reprend de plus belle. Le gouvernement remet sur pied l'escouade anticommuniste de la police municipale et de la police provinciale pour faire appliquer la loi du cadenas. Maurice Duplessis profite de « l'affaire Gouzenko » pour réitérer sa haine contre « l'ennemi communiste ». En février 1946, Duplessis déclare : « Nous considérons le communisme comme un ennemi perfide. C'est aussi un ennemi déclaré de nos traditions les plus chères, un ennemi de notre système, de notre vie sociale, familiale et nationale. »



Ces revues, colis et documents d'allégeance communiste furent confisqués par l'escouade anticommuniste de la police de Montréal le 22 janvier 1938 en vertu de la Loi du cadenas. Trois policiers en civil semblent prendre plaisir à lire le contenu. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P2676.)

Les policiers traquent les membres du Parti ouvrier progressiste du Québec qui cherchent des tribunes publiques pour clamer l'innocence de Fred Rose. Le Parti ouvrier progressiste du Québec se voit alors interdire tout rassemblement. La police procède à des arrestations pour attroupement illégal et saisit les publications du Parti. Duplessis s'en prend également au mouvement syndical qu'il associe aux communistes.

Le 21 avril 1948, Maurice Duplessis prononce un discours lors d'un banquet organisé en son honneur au Château Frontenac à Québec dans lequel il déclare qu'il fera sa prochaine campagne électorale sur le thème du communisme : « Nous sommes contre les communistes, même dans les organisations ouvrières. Les communistes sont des athées qui n'ont pas de religion. Le jour où le peuple de Québec aura perdu sa foi, c'en sera fait de notre race ».

Le 28 juillet 1948, jour de scrutin, l'Union nationale remporte sa victoire la plus éclatante depuis 1936 raflant 82 sièges sur une possibilité de 92. Dans ce contexte, Maurice Duplessis se voit investi d'une mission de poursuivre sa lutte contre le communisme en maintenant l'interdiction des activités du Parti communiste sur tout le territoire de la province de Québec. Le « cheuf », comme on le surnommait, propagera cette « peur rouge »

avec la complicité du clergé québécois jusqu'à sa mort en 1959.

**Hugues Théorêt est historien. Il détient un doctorat en histoire canadienne. Il est auteur et professeur à temps partiel à l'Université d'Ottawa et à l'Université du Québec en Outaouais (UQO).**

**Pour en savoir plus :**

Andrée Lévesque. *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p.

Bernard Dionne et Robert Comeau. *Le droit de se taire. Les communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal, VLB éditeur, 1989, 545 p.

Hugues Théorêt. *La peur rouge. Histoire de l'anticommunisme au Québec, 1917-1960*. Québec, Septentrion, 2020, 215 p.

Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 149 p.



Charge de la Police montée lors de la grève de Winnipeg en juin 1919. (Archives du Manitoba-N11754.)

# ESPIONNAGE RUSSE : MAIS QUE FAISAIT LA POLICE? LA RÉPRESSION DU COMMUNISME AU QUÉBEC AVANT 1960

par Yannick Cormier

---

***L'affaire Gouzenko a révélé l'existence au Québec et au Canada d'un réseau d'espions au service des Russes sur deux décennies (1940-1950).***

---

*Une question demeure toutefois en suspens : mais que faisait la police? Pour répondre à cette importante interrogation, il faut aborder l'histoire de la répression du communisme, de ses origines à la fin des années 1960.*

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les forces policières surveillent et répriment l'activisme syndical et les mouvements ouvriers. En 1918, après le conflit mondial, alors que des perturbations sociales et politiques font rage partout dans le monde, la « Révolution » semble poindre à l'horizon. Plusieurs rapports policiers remis au gouvernement

fédéral constatent une désorganisation des forces policières du Canada et un manque d'expertise devant la nouvelle menace du communisme.

À l'automne 1918, un avocat montréalais nommé Charles Hazlitt Cahan est embauché par le gouvernement fédéral pour rendre compte des activités des « agitateurs étrangers » et des « agents bolchéviques » dans le pays. Son rapport recommande d'organiser les forces policières en mettant en place une stratégie pour lutter contre « la menace rouge ».

Plusieurs actions d'envergure se mettent en place au Canada. Au cours de l'année 1919, la Police du Dominion, l'agence policière fédérale précédant la Gendarmerie royale du Canada, travaille de concert avec des polices municipales et des détectives privés (notamment avec des agents infiltrés) de la *Thiel Detective Service Company*. Des interventions musclées sont aussi faites, certaines par les policiers de Montréal, lors de réunions du Parti socialiste du Canada, de l'union syndicale *Industrial Workers of the World* et d'autres organisations socialistes ou marxistes. La grève générale de Winnipeg de mai-juin 1919 est un tournant où s'illustre la réactivité du gouvernement fédéral. Écrasé par l'armée et la Police montée, ce conflit de travail mène à la fusion des deux anciennes

agences policières en 1919. La Police du Dominion et la Police montée s'unissent pour constituer la force policière fédérale : la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Cette grève provoque aussi la mise en place du fameux article 98 du Code criminel interdisant les organisations sédi-tieuses (article révoqué en 1936).

La GRC met rapidement en place un « Service de sécurité » chargé de la surveillance des mouvements dits « subversifs ». Ainsi commence l'ère des « bulletins de sécurité » produits par la GRC et remis au gouvernement fédéral. Il s'agit d'une publication mensuelle qui recense les activités surveillées par la police partout au pays. Ces surveillances perdureront durant des décennies. Certaines actions limitées et aléatoires sont menées au Québec dans les années 1920. Toutefois, l'intervention policière au Québec est secondaire face au reste du pays : la répression anticom-muniste se concentre davantage en Ontario et dans l'Ouest. De nombreux immigrants européens sensibles à ces idéaux résident en effet dans ces provinces. Montréal est malgré tout surveillée : des réunions et des actions syndicales, ainsi que des écoles de formation ou des bibliothèques marxistes sont périodiquement investiguées, parfois même infiltrées par la GRC et la Police de Montréal.



Policiers de la Sûreté provinciale et de la GRC lors de la grève à la mine Noranda le 12 juin 1934. (Collection patrimoniale de la Sûreté du Québec.)

En ce qui concerne les institutions québécoises, le gouvernement de Taschereau et la Sûreté provinciale (l'actuelle Sûreté du Québec) commencent à s'intéresser au communisme à partir du milieu des années 1920. Les premières actions recensées en 1925 consistent en de simples rapports de surveillance sur la question. Jusqu'aux années 1930, ces documents étaient souvent rédigés après une demande de Louis-Alexandre Taschereau à la suite de dénonciations. Ainsi, le gouvernement provincial mène des actions limitées, mobilisant des détectives de la Sûreté de façon occasionnelle, parfois accompagnés de quelques indicateurs de police pour les soutenir.

## LA MOBILISATION POLICIÈRE ET LES CONFLITS DES ANNÉES 1930 (1930-1936)

Dans un contexte de pauvreté et de chômage, la crise économique des années 1930 amène les communistes au Québec, pourtant peu nombreux, à devenir plus visibles : journaux, manifestations et assemblées se multiplient. En réaction, une campagne anticommuniste s'intensifie : le clergé et de nombreux laïcs dénoncent cette nouvelle « menace ». Le gouvernement du Québec commence aussi à agir plus rigoureusement. Comparativement à d'autres provinces, l'action contre le communisme au Québec est certes répressive, mais respecte le Code criminel existant. Ainsi, la surveillance policière et les arrestations de militants dans des manifestations perdurent tout au long des années 1930. On note également le début de nombreuses enquêtes et saisies contre des littératures « jugées » communistes, des mises à l'amende, des procès pour libelles séditieux ou blasphématoires et des déportations de militants condamnés.

Le point tournant de la répression prend place dans les années 1932-1933, à la suite d'un discours où Taschereau « déclare la guerre au communisme ». Un premier détective de la Sûreté, Charles-E. Cantin, est spécialement assigné aux enquêtes sur le communisme. Une perquisition d'envergure est ensuite organisée contre le journal *Spartakus* la même année.

C'est pendant cette période que les actions policières contre le communisme commencent à faire davantage la manchette. D'ailleurs, en août 1934, un curieux personnage du nom d'Alexandre



Le sergent d'état-major Kenneth Hateway Turnbull devant le Poste de la Sûreté provinciale du Québec à Noranda en 1935. (Collection patrimoniale de la Sûreté du Québec.)

Soulgikoff, aristocrate russe exilé de la Révolution, est abattu à Montréal en pleine rue avec un membre du crime organisé, Charles Feigenbaum. Traducteur à la Cour de police de Montréal et juge de paix, Soulgikoff était connu dans les milieux mondains pour son anticommunisme et son antisémitisme virulent, mais aussi pour ses étranges proximités avec le crime organisé. Il se vantait, trop souvent sans doute, d'être un indicateur de la Sûreté provinciale dans certaines causes contre des communistes immigrés. Son assassinat, crime encore non résolu, braquera l'intérêt des journalistes pendant des semaines.

Dans les mêmes années, l'Abitibi-Témiscamingue est frappée par un mouvement social d'envergure dans le secteur des mines et des forêts. Des manifestations et grèves de mineurs et de bûcherons, souvent immigrés d'Europe de l'Est, sont organisées par des syndicalistes et des sympathisants

communistes. En soutien aux policiers locaux, le gouvernement mobilise une « patrouille d'Abitibi » à partir de 1932 composées de policiers provinciaux, notamment le sergent Kenneth Turnbull, réputé dans la région pour son zèle et son efficacité. Les grèves sont réprimées, les manifestations et assemblées sont harcelées ou interdites. Communistes (pensons à Jeanne Corbin) ou grévistes sont arrêtés pour sédition ou accusés d'avoir troublé la paix. Lors de la grève des « fros » de juin 1934, des policiers de tous les paliers de gouvernement matent le mouvement.

## LA LOI DU CADENAS (1936-1939)

L'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis en août 1936 doit être vue comme une continuité de la répression anticommuniste. Dans un contexte où il réorganise la Sûreté sous la gouverne du procureur général en mai 1938, une des législations les plus connues sera bien sûr celle de la « Loi du cadenas ». Adoptée à l'unanimité en mars 1937, la « *Loi protégeant la province contre la propagande communiste* » élargit le champ des délits : elle interdit l'impression, la publication et la distribution d'écrits, ainsi que l'usage de lieux « pour propager le communisme ou le bolchévisme ». Cependant, ces termes ne sont pas définis clairement, laissant le champ libre à la police, aux procureurs... et à l'interprétation. Les policiers provinciaux pourront désormais « mettre le cadenas » sur des lieux ayant servi aux activités interdites. Comprendons que la Loi du cadenas est aussi une stratégie de communication où la recherche du spectacle s'inscrit comme le complément de la répression. On « met le cadenas » avec des photographes : la pratique a fait ses preuves avec les portes de maisons closes ou de jeu clandestin depuis des années.

Dès avril 1937, l'action anticommuniste se dote du caractère si souvent associé à la période Duplessis. La Sûreté provinciale est mandatée pour accentuer la surveillance d'associations communistes et pour mener des enquêtes sur la littérature interdite. Le journal *Clarté*, organe de l'Union des étudiants communistes, est d'abord particulièrement ciblé. Étrangement, la Sûreté provinciale va attendre des mois avant d'utiliser la Loi du cadenas, car elle se réorganise à la suite des renvois massifs de policiers en 1936. C'est la nomination de Philippe-Auguste Piuze à la tête de la Sûreté provinciale, en octobre 1937, qui relance l'action policière. Le 9 novembre suivant,

des dizaines de policiers (non sans quelques photographes) débarquent au journal *Clarté*. Le matériel est saisi et les locaux sont, bien sûr, cadenassés. En plus d'inaugurer la Loi du cadenas, cette intervention marque le début d'actions provinciales rigoureusement concertées contre les mouvements de gauche, les syndicats et plusieurs sympathisants communistes jusqu'en 1939. Dans ce contexte, la Sûreté provinciale met en place en 1937-1938 deux escouades « anticommunistes », une à Montréal, l'autre à Québec, commandées par l'avocat et officier de l'armée canadienne J. Redmond Roche (aussi futur député de l'Union nationale, puis juge).



Frank Zaneth, un des officiers de la GRC responsable de la lutte anticommuniste dans les années 1930. (Source : GRC.)

Après 1937, la coopération entre forces policières se consolide davantage : autorisé par le ministre fédéral de la Justice, Ernest Lapointe, un enquêteur de la GRC, Frank Zaneth, tente d'organiser à l'hiver 1938 des actions d'envergure devant mener à des dizaines d'arrestations et de perquisitions à l'échelle du pays, le tout en installant un bureau de coordination à Montréal. Dans le contexte de la Guerre civile espagnole (1936-1939), l'objectif des forces policières est de freiner

les organisations communistes canadiennes qui envoient des volontaires antifascistes se battre avec les Républicains. Dans les mêmes semaines, la saisie d'une liste des membres du parti communiste au Québec par la Sûreté provinciale met les policiers sur le pied de guerre. Pourtant, par souci de préserver la paix sociale et de ne pas transformer les prévenus en martyrs, le gouvernement fédéral fait avorter ce qui aurait été une vaste opération pancanadienne, au tout dernier moment, en mars 1938.

Cette campagne de répression du communisme prend fin à l'automne 1939, avec l'arrivée du gouvernement d'Adélard Godbout. Arrêt confirmé par la Seconde Guerre mondiale et l'alliance avec l'Union soviétique à partir de juin 1941. Les escouades anticomunistes de la Sûreté sont dissoutes et la Loi sur le cadenas est mise en veilleuse.

## L'APRÈS-GUERRE ET LES ESCOUADES ANTISUBVERSIVES AU QUÉBEC (1946-1957)

La fin de la guerre et l'année 1946 vont changer radicalement la donne. La victoire des Alliés en Europe a vu la montée en puissance de l'URSS. Un nouvel enjeu s'introduit alors : l'espionnage soviétique. Il faut ici être prudent sur la réactivité des agences policières face à ce problème. Avant cette période, le communisme était perçu comme une idéologie révolutionnaire, mais dont l'action subversive se limitait à la politique et aux relations de travail. Au-delà de la controverse et du spectacle, la révélation de l'affaire Gouzenko entraîne une réaction de la part des pouvoirs publics et relance une nouvelle peur du communisme.

Au Québec, les suites de cette affaire amènent Duplessis à organiser des rencontres entre des procureurs, la Police de Montréal, la Sûreté provinciale et la GRC à partir de 1946. Il semble que les discussions ne portent pas sur l'espionnage, mais sur la répartition des tâches entre forces policières municipales, provinciales et fédérales. D'ailleurs, c'est dans ce contexte que Duplessis ressuscite la « Loi du cadenas » et crée une nouvelle escouade « antisubversive » à la Sûreté provinciale, avec à sa tête le lieutenant Paul Benoît. L'escouade sera chargée des opérations anticomunistes jusqu'en 1957, année où la Cour suprême invalidera cette législation dans le jugement *Switzman contre Elbling*. Ce célèbre



Le lieutenant Paul Benoît, chef de l'escouade antisubversive de la Sûreté provinciale de 1946 à 1957. (Collection patrimoniale de la Sûreté du Québec, fonds Arthur Barré.)

jugement statue que le discours politique n'est pas sujet à la réglementation provinciale et que cette loi empiète sur le droit criminel, un champ de compétence fédérale. Un déclin rapide de la répression du communisme au Québec s'ensuit.

Ainsi, jusqu'en 1957, tout ce qui est susceptible d'être « communiste » est surveillé par les trois organisations policières. On assiste au retour des actions vigoureuses et concertées des années 1937-1939 : arrestations et emprisonnements, dénonciations, perquisitions et cadenas, interventions lors de conflits de travail menés par des « communistes » avec le concours de policiers municipaux et provinciaux... Une nouvelle campagne anticomuniste se déclenche, sans toutefois atteindre l'intensité du maccarthysme américain. Le bureau du procureur général ne se gêne pas pour demander aux policiers de trouver des éléments subversifs, qu'ils soient réels ou fruit de l'imagination du premier ministre, du clergé ou de n'importe quelle autre source. L'effondrement du pont Duplessis à Trois-Rivières, en 1950, illustre cette peur instrumentalisée : Duplessis parle de sabotage subversif et insistera auprès de l'escouade de Paul Benoît pour trouver des coupables communistes. Le rapport d'enquête ne lui donnera cependant pas raison...

## LES CORPS POLICIERS FACE AUX « ESPIONS COMMUNISTES »

Finalement, les polices furent-elles à la hauteur de l'espionnage soviétique de la seconde moitié des années 1940? L'apparition de cette menace et de vols de secrets d'État commis par un ancien allié arrivent comme une surprise pour les pouvoirs publics, confrontés pour la première fois au phénomène.

Il est ainsi audacieux de juger l'efficacité de la lutte policière contre l'espionnage au Québec dans un contexte aussi inattendu : on remarque un certain manque d'anticipation des pouvoirs publics et policiers, mais son étrange nouveauté dans le contexte de 1946 ne peut être occultée. Dans tous les cas, les révélations de l'affaire Gouzenko ne mettent que partiellement à mal la réputation de la GRC. Elles vont aussi donner une opportunité de croissance au contre-espionnage canadien après la commission Kellock-Taschereau, notamment par la nomination du surintendant George McLelland en 1947 à la tête du Service de sécurité. Ce dernier professionnaliserait l'organisation dans les années suivantes : formation plus poussée de ses membres, recrutement et actions de filtrage plus rigoureux des fonctionnaires fédéraux, sans oublier la création de nouvelles agences canadiennes de renseignement. Si la GRC possédait déjà une certaine expertise en contre-espionnage acquise durant la guerre 1939-1945, il faut prendre en compte ses effectifs limités et ses compétences très embryonnaires pour contrer un espionnage d'un nouveau type. Même dans

des États possédant des agences plus expérimentées, de telles affaires sont survenues. Lorsque le crime revêt une part de controverse aussi volatile que l'espionnage, les succès n'atterrissent que rarement sur la place publique, alors que les échecs font la une des journaux!

**Yannick Cormier est historien spécialiste de l'histoire des organisations policières et auteur de plusieurs publications sur la question.**

### Pour en savoir plus :

Daniel Francis. *Le péril rouge. La première guerre canadienne contre le terrorisme (1918-1919)*. Montréal, Lux Éditeur, 2012, 272 p.

Gregory S. Kealey. *Spying on Canadians: The Royal Canadian Mounted Police Security Service and the Origins of the Long Cold War*. Toronto, University of Toronto Press, 2017, 256 p.

Gregory S. Kealey, Whitaker, Reg et Andrew Parnaby. *Secret Service: Political Policing In Canada. From The Fenians to Fortress America*. Toronto, University of Toronto Press, 2012, 720 p.

Gregory S. Kealey et Whitaker, Reg. *R.C.M.P. Security Bulletins* (8 volumes—1919-1946). University of New Brunswick, 1993-1994.

Jean-François Leclerc. « La Sûreté du Québec des origines à nos jours : quelques repères historiques ». *Criminologie*, volume 22, numéro 2, 1989.

Greg Marquis. *Policing Canada's Century: A History of the Canadian Association of Chiefs of Police*. Toronto, University of Toronto Press, 1993.



**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC**

Fondé HGA, Le Monastère des Augustines

### DEVENEZ MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC ET PROFITEZ DE PLUSIEURS AVANTAGES :

- des publications de grande qualité dont la revue *Québecensia* et notre calendrier annuel *Vues anciennes de Québec*;
- un abonnement optionnel à la revue *Cap-aux-Diamants* (option Privilège);
- l'accès gratuit à des conférences régulières spécialement conçues pour les passionnés d'histoire;
- diverses activités sur l'histoire de la ville de Québec.

De plus, profitez librement de notre centre de documentation et côtoyez des spécialistes de l'histoire de Québec.

### COMMUNIQUEZ AVEC NOUS OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET

6, rue de la Vieille-Université, local 158  
Québec (Québec) G1R 5X8  
Téléphone : 418 694-1020 poste 1256

✉ [info@societehistoriquedequebec.qc.ca](mailto:info@societehistoriquedequebec.qc.ca)  
🌐 [societehistoriquedequebec.qc.ca](http://societehistoriquedequebec.qc.ca)  
📱 /Societe-historique-de-Quebec



La famille d'Achille Beaudoin, arrière-grand-père de France Beaudoin, devant leur épicerie en 1927, Disraeli.

## LES BEAUDOIN

Les Beaudoin comptent plusieurs ancêtres différents établis en Nouvelle-France au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Parmi les premiers habitants de Trois-Rivières et sa région, trois enfants de Jacques Beaudoin, de Courcival, province du Maine, y figurent. Jean, René et Madeleine Beaudoin viennent au pays avant l'été 1659; si Jean meurt subitement en 1662 et laisse peu de descendants, René se marie trois fois et a 15 enfants avec une grande postérité dans la région trifluvienne. Quant à Madeleine, elle unit sa destinée avec Séverin Ameau, premier notaire de Trois-Rivières.

Un autre Jean Beaudoin originaire de la Charente-Maritime est présent à Montréal dès 1656. Il est capturé par les Iroquois en 1661; une fois libéré, il s'établit dans la partie est de l'île de Montréal (Pointe-aux-Trembles) et convole avec Charlotte Chauvin en 1663.

Gervais Beaudoin, né à Chartres, exerce la profession de chirurgien à Québec de 1682 à 1700. Il transmet son savoir à son fils prénommé aussi Gervais. Parmi ses autres enfants au nombre de 11, mentionnons Louis, marchand, Geneviève

et Françoise-Élisabeth, religieuses ursulines, Marie-Marguerite, religieuse à l'Hôpital général de Québec et Michel, père jésuite en Louisiane.

France Beaudoin, animatrice, Laurent Beaudoin, homme d'affaires et Louise Beaudoin, politicienne, ont tous pour ancêtre Jacques Beaudoin né le 29 juillet 1645 à Saint-Martin, île de Ré. Ses parents, Solon Beaudoin et Anne Gautreau, sont protestants et se sont mariés au temple calviniste de La Rochelle le 8 juillet 1641; Jacques est baptisé au même endroit le 4 août 1645. Même si son père et son grand-père sont instruits et occupent la position de sénéchal, c'est-à-dire juge et percepteur de taxes, de l'île de Ré et que la voie est toute tracée pour Jacques dans une société d'Ancien Régime, où les postes sont souvent transmis de père en fils, ce dernier choisit l'aventure et la promesse d'une vie nouvelle.

Afin de peupler la Nouvelle-France, le roi Louis XIV promet, en 1663, d'envoyer 300 colons chaque année durant les dix prochaines années. Ainsi, la compagnie de Rouen est mandatée pour réaliser cet objectif. À l'été 1664, elle

nolise deux navires, dont « Le Noir » du port de 100 tonneaux, commandé par Pierre Fillye. Le nom de Jacques Beaudoin est inscrit sur liste des passagers en compagnie de 49 hommes et d'une femme. « Le Noir » accoste à Québec le 25 mai 1664. C'est à ce moment que débute la vie de Jacques Beaudoin en Nouvelle-France. Lors du recensement de 1666, Jacques Beaudoin travaille sur la ferme de Paul Chalifou, située dans la seigneurie Notre-Dame-des-Anges. Aujourd'hui, il s'agit de l'emplacement de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec, anciennement le Centre hospitalier Robert-Giffard. Après avoir terminé son contrat, Jacques Beaudoin s'établit à l'île d'Orléans dans la paroisse Saint-François. Au recensement de 1681, il déclare posséder 4 bêtes à cornes et avoir mis 7 arpents en culture. Au mois de mars 1706, il fait donation de sa terre à son fils Marc, né en 1682, qui doit en retour prendre soin de ses parents, les héberger et les nourrir jusqu'à la fin de leurs jours.

Le 24 mars 1671, le notaire Paul Vachon rédige un contrat de mariage entre Jacques Beaudoin et Françoise Durand, native de Notre-Dame de Brocquemont, non loin de Rouen en Normandie. Françoise est la nièce des frères Jacques et David Asselin, tous deux habitants de l'île d'Orléans et arrivés au pays vers 1660. Il est plausible de dire que Françoise soit venue rejoindre ses oncles, puis ait été hébergée par eux à l'île d'Orléans et a fait la rencontre de Jacques, peut-être à la sortie de la messe dominicale. Le mariage religieux a dû avoir lieu dans les jours suivants, mais l'acte ne nous est pas parvenu. En 1672 et 1690, neuf enfants vont naître sous le toit des Beaudoin; cinq d'entre eux meurent en bas âge, dure réalité de l'époque. Trois fils, Jacques, Louis et Marc prennent épouse; les deux premiers s'établissent à Montmagny et Berthier alors que Marc conserve la terre ancestrale de l'île d'Orléans. Quant à Françoise, elle se marie avec le fils de Pierre Blais, compagnon de voyage de son père sur « Le Noir ». Jacques Beaudoin est inhumé le 2 juin 1708; son épouse lui survit jusqu'au 15 septembre 1718.

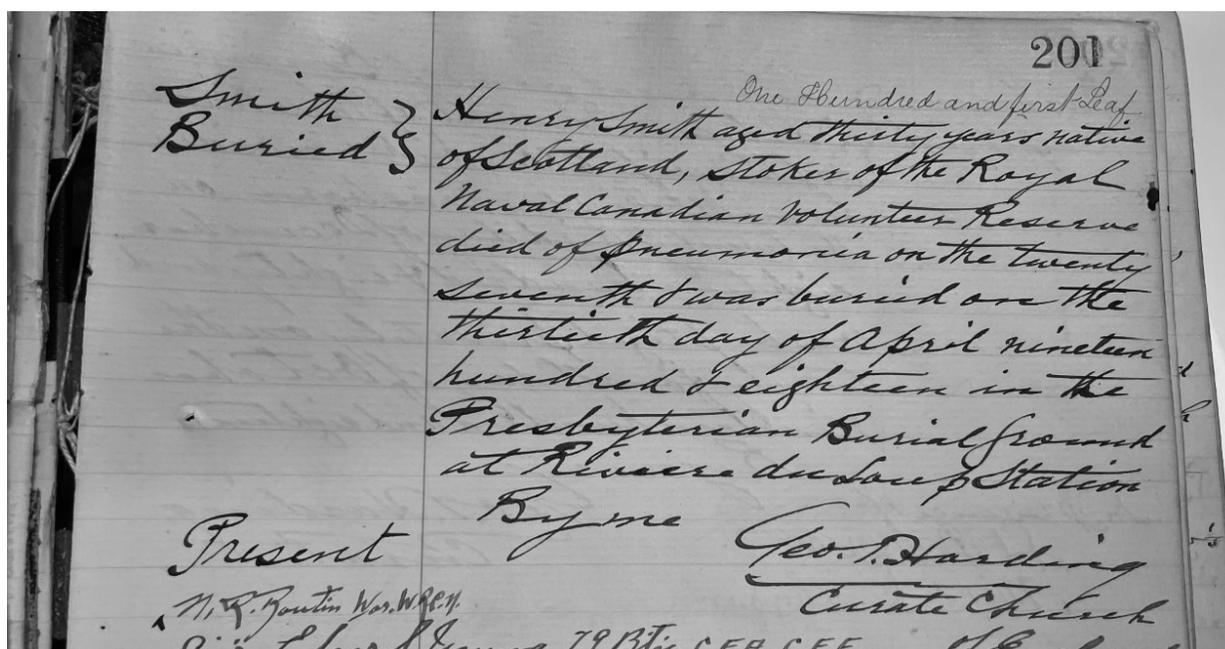
**Sylvie Tremblay, maître généalogiste agréée**

#### Ascendance de Louise Beaudoin

Jacques Beaudoin et Françoise Durand, 24 mars 1671, notaire Paul Vachon  
 Marc Beaudoin et Élisabeth Lepage, 13 avril 1711, Saint-François, île d'Orléans  
 Germain Beaudoin et Louise Angélique Thibault, 31 août 1739, Saint-Thomas-de-Montmagny  
 François Beaudoin et Suzanne Hallé, 23 octobre 1780, Saint-Joseph-de-Lauzon  
 Germain Beaudoin et Catherine Fortier, 25 juin 1810, Saint-Henri-de-Lévis  
 Édouard Beaudoin et Mathilde/Domithilde Leroux, 19 septembre 1843, Sainte-Marie-de-Beauce  
 Pierre Beaudoin et Marie Bégin, 26 août 1889, Saint-Henri-de-Lévis  
 Jean-Robert Beaudoin et Louise Desrivières, 24 juin 1937, Saint-Cœur-de-Marie, Québec  
 Louise Beaudoin

#### Ascendance de France Beaudoin

Jacques Beaudoin et Françoise Durand, 24 mars 1671, notaire Paul Vachon  
 Louise Beaudoin et Angélique Roy, 16 novembre 1705, Saint-Michel, Bellechasse  
 Joseph Beaudoin et Angélique Godin, 13 mai 1754, Saint-François de Montmagny  
 Antoine Beaudoin et Joseph Blais, 20 novembre 1789, Saint-François de Montmagny  
 Antoine Beaudoin et Apolline Audet, 18 avril 1837, Saint-Anselme, Dorchester  
 Joseph Beaudoin et Céline Gagné, 19 juillet 1859, Saint-Malachie, Dorchester  
 Achille Beaudoin et Olivine Dion, 20 mai 1895, Disraéli, Frontenac  
 Achille Beaudoin et Alphéa Toupin, 20 avril 1925, Disraéli, Frontenac  
 Benoît Beaudoin et Crescence Fréchette, 3 septembre 1963, Disraéli, Frontenac  
 France Beaudoin



La mort frappe un peu partout au Québec et au Canada en 1918. Extrait des registres de la paroisse anglicane de Fraserville (Saint Bartholomew), 30 avril 1918. (Photo des Archives diocésaines et anglicanes de Québec, Université Bishop).

# SURVOL DE LA PANDÉMIE DANS LE BAS-DU-FLEUVE À L'AUTOMNE 1918

## PREMIÈRE PARTIE

Présentement (hiver 2022), nous sommes encore aux prises avec une pandémie qui se déploie à l'échelle mondiale. La COVID-19 n'est pas la première vague meurtrière de notre histoire. Il y a eu la peste au Moyen Âge et à l'époque moderne. La variole s'est attaquée aux populations autochtones de l'Amérique à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. L'anthropologue Roland Viau y voit une cause principale de la disparition du village iroquoien de Hochelaga. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le choléra fait le tour de la planète 2-3 fois, emportant hommes, femmes et enfants par centaines de milliers. Dans le cadre de cette chronique, je chercherai à montrer les ravages de la Grippe espagnole dans la région le Bas-Saint-Laurent en 1918. Depuis les travaux des historiens Francis Dubois et Denis Goulet, nous connaissons le parcours de l'influenza au niveau provincial. Dubois effectue son travail par des statistiques comté par comté. Il traque le cheminement de

la maladie en province et à Montréal. Le travail de l'historienne Denise Rioux sur Sherbrooke (1993) et ses campagnes montre l'intérêt d'une approche ciblant un plus petit territoire. Nous avons donc examiné le parcours de la grippe de Kamouraska à Rimouski. Notre attention se portera surtout sur l'automne de 1918. La grippe revient deux ans plus tard, mais elle sera beaucoup moins virulente. Nous examinerons quelques-unes des principales manifestations de la grippe. Notre réflexion débute avec une petite paroisse rurale du Bas-du-Fleuve, Notre-Dame-du-Portage.

Le 12 décembre 1918 fut inhumé le corps de Léon Côté, âgé de 21 ans, fils de Charles Côté et Séverine Boulanger de Chemin-du-Lac, concession située dans la paroisse de Notre-Dame-du-Portage. Le Portage est situé à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Rivière-du-Loup, en

plein cœur du Bas-du-Fleuve. Le jeune homme rend l'âme des suites d'un accident avec un pistolet, l'un de ses compagnons de travail lui aurait mis l'arme sur la poitrine en blaguant. Et quoiqu'on savait qu'elle était chargée, on estime que parce que le mécanisme était verrouillé il n'y avait pas de danger. Hélas, il est arrivé l'impensable. Côté décès de ses blessures. L'incident est survenu sur le chantier des Messieurs Fraser et Mathurin à Saint-David d'Escourt non loin de la frontière entre le Québec, le Maine et le Nouveau-Brunswick. Ce pays boisé composé de conifères, d'érables et d'autres espèces de bois francs, est à l'image de toute la rive sud du fleuve en bas de Québec dont l'arrière-pays s'adosse sur les pentes appalachiennes. C'est une géographie qui s'étale comme un escalier géant comme s'il fallait compléter l'horizon accidenté de la rive nord et laurentienne du fleuve. Dans l'arrière-pays de l'est du Québec qui englobe les monts Notre-Dame et les Chic-chocs, on peut travailler dans les chantiers forestiers comme on peut y mourir. En cette fin de l'année 1918 on peut comprendre que les gens du Bas-du-Fleuve, comme ailleurs au Québec, au Canada et dans l'ensemble du monde occidental, ont l'impression que la mort leur court après.

La Première Guerre mondiale qui tire à sa fin a emporté plus que sa part de victimes. Pour avoir visité les vastes cimetières de guerre en Europe, et compté le nombre de victimes, le géographe Jean Martin nous a rappelé les nombreux sacrifices du Canada français dans le cadre du conflit. La guerre se fait sentir parfois près des gens : décédé d'une pneumonie, Henry Smith, « stoker » (chauffeur) dans la réserve navale est enterré dans le cimetière protestant de Fraserville le 30 avril 1918. Il était peut-être en route depuis ou vers Halifax, ou l'Europe? La fatigue devant les combats qui s'étirent depuis 1914 s'accompagne de hausses vertigineuses du coût de la vie. Devant cette conjoncture économique difficile, les barbiers de Fraserville (Rivière-du-Loup) se sont rencontrés vers la fin de l'été 1918 et ont décidé de monter leur prix. Dorénavant, il en coûtera 35 cents pour une coupe de cheveux la semaine, 25 cents la fin de semaine. On n'accepterait plus les enfants le samedi. Il y avait trop à faire dans cette ville centrée sur l'activité et qui faisait plus que sa part dans l'effort de guerre.

Au Québec, il règne une atmosphère de peur et d'anxiété. La loi de la Conscription reçoit l'approbation du parlement en août 1917 et prend effet

en janvier 1918. Il en résulte les manifestations d'un mouvement de contestation populaire, dont les émeutes à Québec en avril. Ailleurs en province les gens sont nerveux à cause de la présence de police militaire. Les « spotteurs » sont à la recherche d'hommes qui auraient oublié de se présenter aux autorités militaires. On relate dans le *Saint-Laurent* (21 novembre 1918) que les « spotteurs » étaient particulièrement actifs dans les stations de villégiature comme Notre-Dame-du-Portage et Cacouna. Peut-être que les jeunes hommes réfractaires au service militaire trouvaient le moyen de se cacher dans un hôtel ou un chalet? Dans son édition du 11 octobre de la même année, le *Progrès du Golf* rapporte que, fin septembre, un officier de la police militaire aurait déclaré à la fin de la messe dominicale de Saint-Anaclet (près de Rimouski) que les cultivateurs-conscrits qui se rapportent aux autorités bénéficieront d'un congé, afin d'exécuter les travaux agricoles. Huit hommes se présentent devant un officier et ils sont aussitôt reconduits à Québec. Pas question de leur permettre de participer aux récoltes. D'ailleurs, un parmi eux contracte la grippe et meurt à Québec. Le même journal rapporte, le 8 novembre, qu'un conscrit de Rimouski ayant attrapé la grippe au camp de Valcartier, se serait sauvé pour retourner dans sa ville natale où il est rattrapé par des soldats déterminés à le ramener à Québec. À la suite de l'intervention du médecin de la ville et du chef de police de Rimouski, on se contente de monter la garde devant sa maison en attendant que sa santé se rétablisse.

La maladie qui sévit un peu partout au Québec et ailleurs en Occident, c'est la Grippe espagnole. Il s'agit d'un virus qui se manifeste d'abord au cours du mois d'avril, 1917 dans un camp militaire aux États-Unis, dans l'état du Kansas. Les troupes américaines apportent le virus sur les champs de bataille en Europe où elle fait des ravages auprès des troupes et ensuite chez les civils. On parle de 50 millions de morts selon Goulet. Vers la fin du printemps 1918, la grippe arrive au Québec et au Canada par les soldats qui reviennent au pays. Au total, selon le Bulletin sanitaire du Conseil d'hygiène de la province du Québec, la maladie touche environ 500 000 personnes fauchant près de 14 000 vies au Québec et 30 à 40 000 personnes au Canada.

**John Willis, historien**



À l'heure actuelle, la plupart des initiatives pour mettre en valeur le patrimoine du CHU prennent la forme de plaques commémoratives et, dans une moindre mesure, de panneaux d'interprétation historiques et de vitrines d'exposition. L'Hôpital du Saint-Sacrement présente différents objets liés à l'histoire de l'ophtalmologie dans de vieilles pharmacies (Photo : Alex Tremblay Lamarche, 2018.)

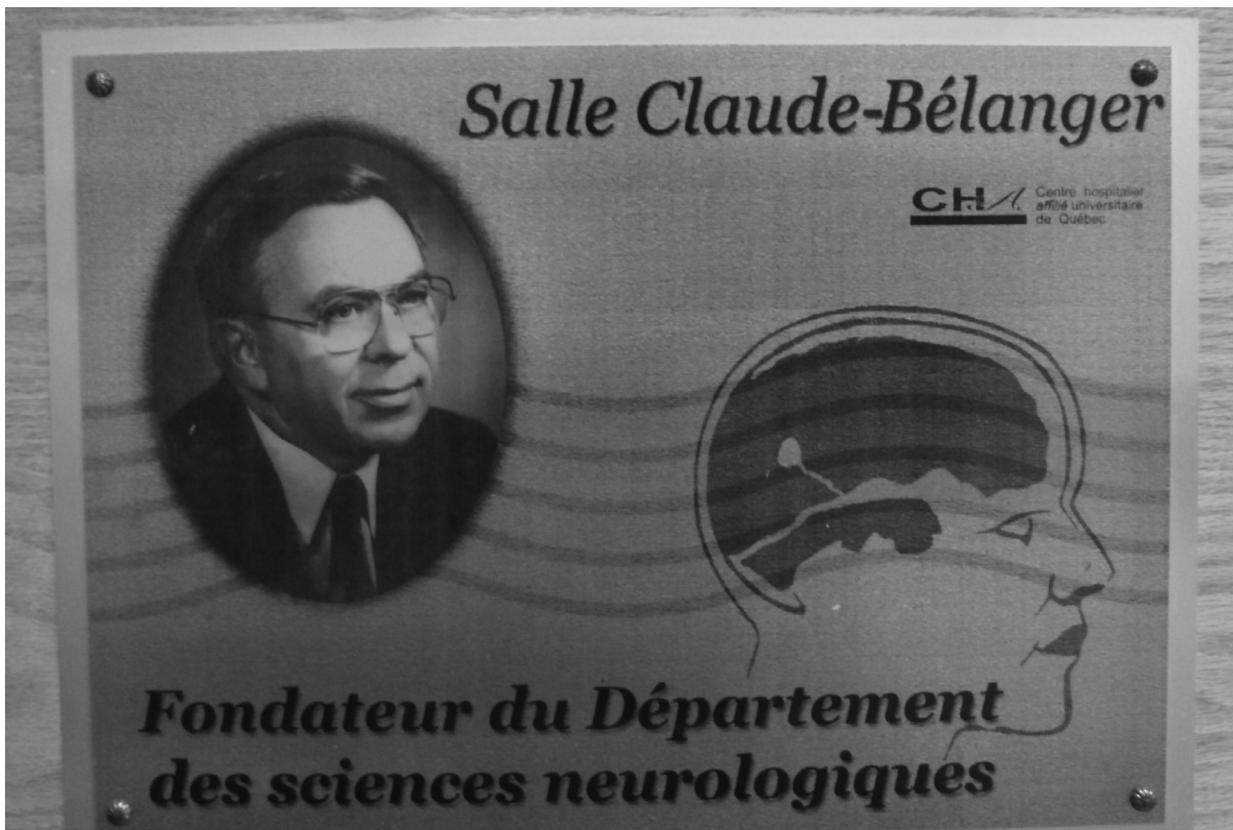
## LE RICHE PATRIMOINE DU CHU DE QUÉBEC- UNIVERSITÉ LAVAL

*Ce que nous sommes est le fruit de ce que nous avons construit en nous, avec les autres, au fil du temps. C'est un travail inachevé qui se continuera tout au long de notre vie. Mais dans ce que nous sommes, il y a aussi une large place de notre histoire vécue ou encore acquise par ce que d'autres, qui nous ont précédés, ont porté jusqu'à nous. C'est notre patrimoine...*

Qui n'a pas une petite anecdote qui vient des parents et qui, faute d'eux, n'aurait jamais fait partie de nos souvenirs. Qui n'a pas déjà identifié, au détour d'un geste ou d'une parole, une influence parentale, une expression en provenance du patelin d'origine, une référence à un événement, l'image d'un paysage du passé, des gens croisés, souvenirs qui ont marqué, chacun à leur façon, notre mémoire. Le philo-

sophe Jean Guillon, disait avec raison que « La mémoire la plus profonde est une mémoire de toute notre destinée. »

Les organisations sont semblables, ce sont des êtres sociaux qui naissent, vivent et meurent parfois. Au fil de l'histoire du CHU de Québec-Université Laval, qui naît d'abord de l'énergie des communautés religieuses, avec leur lot de dévouement, de legs, de transferts, de gestes de charité et de subsides gouvernementaux, vont se développer des établissements de santé qui se structureront au gré des aléas, des difficultés, des fusions, des regroupements et des changements de vocation et de nom. Mais la ligne de fond la plus solide, celle qui est toujours présente aujourd'hui, demeure les soins prodigués aux malades. En effet, dès leur arrivée à Québec et la



Plusieurs initiatives ont été entreprises au CHU de Québec pour fixer la contribution de pionniers dans la mémoire collective. Parmi celles-ci, soulignons le recours à la toponymie. Plusieurs salles ont été nommées en l'honneur de personnages (principalement des médecins). C'est notamment le cas d'une salle de réunion du Département des sciences neurologiques de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus nommée en l'honneur de son fondateur, le Dr Claude Bélanger, mais aussi de l'auditorium de cet hôpital dont le nom rappelle l'une des fondatrices de l'établissement, la docteure Irma Levasseur (Photo : Alex Tremblay Lamarche, 2018.)

fondation de l'Hôtel-Dieu en 1639, les Augustines se mettent au service de la population. D'abord en soignant les Autochtones, puis en accueillant les Français installés dans la vallée laurentienne. Les Sœurs de Saint-François d'Assise de Lyon font de même en 1914 en ouvrant un hôpital dans Limoilou où on installe la première maternité francophone de Québec tout comme les Sœurs de la Charité en créant l'Hôpital du Saint-Sacrement de pair avec la faculté de médecine de l'Université Laval en décembre 1927. C'est, parallèlement, pour offrir des soins aux enfants malades et pour accueillir les vétérans de la Deuxième Guerre mondiale que la docteure Irma Levasseur met sur pied l'Hôpital de l'Enfant-Jésus avec les Sœurs Dominicaines d'une part, et que le ministère des Anciens combattants créé l'Hôpital Sainte-Foy (depuis renommé le CHUL) en 1954 d'autre part.

Soigner, prendre soin de l'autre, voilà l'ADN de ce patrimoine que porte le CHU de Québec. Soigner par l'accueil d'abord, remarquez avec quel souci les portes d'entrée et les aires d'ac-

cueil ont été pensées à compter de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si les hôpitaux étaient jusqu'alors principalement voués à l'accueil des malades les moins fortunés - les plus aisés recevant les médecins à la maison du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle — ils commencent à recevoir des patients plus riches avec la conception d'appareils médicaux plus difficiles à traîner chez ces malades. Résultat : des chambres privées avec salon sont aménagées à l'Hôtel-Dieu avec la construction du pavillon d'Aiguillon en 1892. Le soin que les architectes mettent pour donner au bâtiment un confort moderne et un raffinement digne des grands hôpitaux européens se perpétue depuis. Le projet du Nouveau Complexe Hospitalier s'emploie d'ailleurs à définir des espaces d'accueil qui vont refléter ce désir très ancien, fondamental, que le patient et ses proches se sentent accueillis dans les tout premiers pas qu'ils feront chez nous.

Dans ce patrimoine de près de 400 ans, le soin est prodigué avec qualité et dans la sécurité. Les soins ont évolué avec les innovations de



l'heure pour être de son temps, avec l'accroissement des connaissances, les évidences rapportées par la science et l'expérience acquise sur le terrain, patient par patient, dans la rigueur des observations et le développement des habiletés des soignantes et des soignants. La propreté, l'hygiène des mains, le souci du rangement sont autant d'exemples que le passé construit nos pratiques d'aujourd'hui et qu'il sera garant de celles de demain. Certaines pratiques — qui paraissent aujourd'hui aller de soi — sont en effet récentes. Ce n'est qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qu'on comprend, grâce aux travaux du médecin hongrois Ignace Philippe Semmelweis, l'utilité du lavage des mains avant d'effectuer un accouchement. Jusqu'alors, plusieurs femmes qui bénéficiaient de l'aide d'un médecin pour donner naissance mourraient en couches puisqu'elles étaient contaminées par ce dernier dont les mains pouvaient venir de pratiquer une autopsie ou d'être en contact avec des malades. Lorsqu'on prend le temps de mesurer l'ampleur des progrès réalisés au cours des derniers siècles, on est mieux à même de prendre conscience de ceux qui sont à venir.

Ce patrimoine de solidarité sociale, de respect et d'ouverture continue d'habiter l'équipe du CHU de Québec et c'est en lui qu'il faut puiser chaque fois que des changements surviennent dans le milieu hospitalier à l'instar de la société québécoise de manière plus large. La diversité, l'inclusion, par exemple, vont contribuer à construire une nouvelle histoire. Ce sou-

ci pour la diversité et l'inclusion ne remonte d'ailleurs pas à hier. Dès 1759, les Augustines reçoivent les soldats britanniques blessés au combat dans leurs murs. Elles poursuivront au XIX<sup>e</sup> siècle en accueillant des malades de toutes dénominations religieuses. En janvier 1886, par exemple, quelques malades protestants de l'Hôpital de la Marine sont transportés à l'Hôtel-Dieu à la suite de l'effondrement d'une partie du toit de l'institution de la basse-ville. Parallèlement, plusieurs médecins anglo-protestants se fraient une place au sein du corps médical de l'Hôtel-Dieu. On n'a qu'à penser aux chirurgiens James Arthur Sewell (qui mit sur pied l'enseignement des maladies des yeux et des oreilles à la faculté de médecine de l'Université Laval) et Joseph Morrin (qui participa activement à la mise sur pied de plusieurs institutions médicales au XIX<sup>e</sup> siècle) pour s'en convaincre. Comme quoi, le patrimoine riche d'humanisme et de bienveillance forgé par le personnel hospitalier, les patients et les religieuses du CHU de Québec est appelé à continuer à s'écrire dans les années à venir.

**Daniel La Roche est directeur de la DQEEAI (Direction de la qualité, de l'évaluation, de l'ethnique et des affaires institutionnelles) au CHU (Centre hospitalier universitaire) de Québec-Université Laval, et Alex Tremblay Lamarche est historien.**



Avers et revers de la médaille de 1972 (Coll. de l'auteur.)

## LES MÉDAILLES MARIE DE L'INCARNATION

Marie Guyart naît à Tours le 28 octobre 1599, fille de Florent, maître-boulangier, et de Jeanne Michelet. Bien qu'attirée par la vie cloîtrée, ses parents la marient à l'âge de 17 ans avec Claude Martin, maître ouvrier en soie. Elle donne naissance à un fils, Claude, le 1<sup>er</sup> avril 1619. Quelques mois plus tard, son époux décède tandis que leurs affaires périclitent. Elle retourne vivre d'abord chez ses parents, puis chez sa sœur dont l'époux est marchand. Habile gestionnaire, elle dirige l'entreprise de son beau-frère pendant ses absences, tout en élevant son fils.

Le 25 janvier 1631, elle entre en communauté chez les Ursulines de Tours sous le nom de Marie de l'Incarnation. Rêvant de devenir mis-

sionnaire, ce qui n'est guère courant à l'époque pour une femme, elle rencontre Marie-Madeleine-de-Chauvigny (madame de La Peltrie) qui accepte de financer à même ses deniers la fondation d'un monastère à Québec. Elle réalise son rêve en s'embarquant en 1639 pour la Nouvelle-France avec deux autres consœurs, madame de la Peltrie et une servante et établit à Québec une institution qui existe encore de nos jours. Son objectif déclaré est d'instruire les jeunes filles autochtones en les convertissant au catholicisme.

Les chefs amérindiens acceptent difficilement l'assimilation qu'on propose à leurs filles. Avec la décroissance de ces populations et la résistance des familles, Marie se tourne vers les



Avers de la médaille de 1980 (Coll. Yves Beaugard.)

jeunes filles françaises de la colonie.

Elle entretient une importante correspondance avec son fils dans laquelle elle relate les événements de la colonie, notamment le tremblement de terre de 1663 et les guerres franco-iroquoises.

Lors d'une épidémie de vérole qui frappe durement les populations autochtones, son monastère est transformé en hôpital à quelques reprises.

Elle décède à Québec le 30 avril 1672, laissant un souvenir impérissable qui transcende les frontières de la colonie. L'année 2022 marque le 350<sup>e</sup> anniversaire de son décès.

Elle est béatifiée par le pape Jean-Paul II le 22 juin 1980 et canonisée par le pape François le 3 avril 2014.

Le plus haut édifice de la ville de Québec porte son nom tandis qu'une rue, un pont et un îlot à Québec et une rue à Trois-Rivières rappellent sa mémoire. Un monument, œuvre du sculpteur Émile Brunet, est érigé en 1942 devant le monastère à Québec, soulignant le tricentenaire de l'institution. À Tours, en France, les Ursulines accueillent toujours gentiment les visiteurs québécois et autres au Centre Marie-de-l'Incarnation, installé depuis 1985 dans l'immeuble nommé La Petite Bourdaisière. Il s'agit d'un ancien couvent, propriété de l'As-

sociation Marie-Guyart qui l'a achetée de la communauté qui en était propriétaire depuis 1625, et qui se trouve réuni avec la Chapelle Saint-Michel, fréquentée par Marie entre 1631 et 1639. Le Centre est le point de départ du Circuit du Québec à Tours, préparé et publié par l'Association Touraine-Québec et la Commission franco-québécoise des lieux de mémoire communs.

Enfin, l'Association des médias catholiques et œcuméniques (AMECO) a donné le nom de Marie Guyart à l'un de ses trois prix, qui honore une personne membre de l'Association qui a eu une influence importante dans l'univers des périodiques catholiques de chez nous depuis 1993.

Deux belles médailles à son effigie ont été frappées.

La première, en bronze, par la Monnaie de Paris en 1972, à l'occasion du tricentenaire de sa mort. Elle a un diamètre de 68 millimètres. Elle est l'œuvre de Raymond Tschudin (1916-1998), fils d'un médailleur qui l'initie très jeune au métier. Il a étudié à l'École normale supérieure des Beaux-arts de Paris dans l'atelier d'Henri Dropsy et obtient le grand prix de Rome en gravure de médailles en 1945. Il est pensionnaire de la villa Médicis à Rome de 1946 à 1949. Il signe plusieurs médailles dont



Revers de la médaille de 1980 (Coll. Yves Beauregard.)

53 sont éditées par la Monnaie de Paris entre 1952 et 1978. Parmi celles-ci, mentionnons Hausmann fait démolir le quartier Louvre-Tuileries, Centenaire de la présence française en Nouvelle-Calédonie, Cent-cinquantième de l'Académie de médecine, Alfred de Vigny, Vittore Carpaccio, Hommage des anciens combattants prisonniers, Saint-Ambroise, Ville de Versailles, docteur Jean Soleil, Saint-Sernin, Bordeaux ville d'art et Éducation nationale.

L'avvers représente Marie Guyart en habit et tenant une croix. De chaque côté de sa personne apparaît l'année de sa naissance et celle de sa mort. Au pourtour de la médaille, sur deux rangées, on y lit « Mère Marie de l'Incarnation » et « Première religieuse missionnaire au Canada » avec la signature de l'artiste.

Le revers est chargé. On y aperçoit la chapelle Saint-Michel des Ursulines à Tours, surmontée de branches d'arbres, les armes de la Ville de Tours et du Québec, un navire naviguant vers l'est, et les mots « Touraine » et « Canada ».

La seconde a été émise pour commémorer sa béatification en 1980. L'avvers représente la

bienheureuse en prière, accompagnée de l'année de sa naissance (1599) et l'année de son décès (1672), surmonté en haut des mots « Bienheureuse Marie de l'Incarnation Éducatrice contemplative missionnaire » et en bas, « Ursuline de Tours – Fondatrice du Monastère des Ursulines de Québec ».

L'artiste s'est inspiré du portrait de la sainte peint par Enrico Bottoni en 1878 à Rome et conservé dans la chapelle du Monastère des Ursulines à Québec. Au revers, le centre présente la chapelle Saint-Michel et les armes de la Ville de Tours et le monastère et les armes de la Ville de Québec.

La médaille a un diamètre de 6 centimètres, une épaisseur de 50 millimètres, un poids de 121 grammes, est faite de bronze patiné. Elle constitue une édition privée, hors commerce, tirée à 500 exemplaires. Elle est signée par le graveur romain Vittorio Lorioli qui a réalisé notamment les médailles de l'Année sainte 1950, de l'exposition Marco Polo à Venise en 1954 et du voyage de Paul VI en Terre sainte en 1964.

**DENIS RACINE AIG**



Trésor d'enfant : regroupement d'objets retrouvé dans un caisson en bois situé dans un bâtiment secondaire daté du 19<sup>e</sup> siècle, lors des fouilles sur le site Place University — Saint-Jacques à Montréal (BiFj-102 et 103). (Photo : Julie Toupin 2019, © Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.)

## UN TRÉSOR BIEN CACHÉ... QUAND L'ARCHÉOLOGIE EXPLORE L'ENFANCE

*Des billes, des boutons, un bras de poupée... Il arrive que les contextes d'association et de déposition d'un assemblage d'artéfacts soient bien plus significatifs que les artéfacts eux-mêmes et qu'ils racontent une histoire. Il arrive aussi que cette histoire soit familière à l'archéologue, créant un lien direct et continu entre le passé et le présent, via un univers que nous traversons tous à l'aube de notre existence et dont nous conservons pour toujours des souvenirs nostalgiques : celui de l'enfance.*

D'un point de vue archéologique, c'est avec le XIX<sup>e</sup> siècle qu'une représentation matérielle

rend l'enfance « visible » sur les sites et dans les collections. En effet, la révolution industrielle, l'économie de marché et l'évolution des conditions de vie du monde occidental entraînent l'émergence d'une nouvelle conception de l'enfance. Alors qu'au sein de la Nouvelle-France un enfant de sept ans avait l'âge de raison, l'enfant qui grandit dans une famille bien nantie du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle bénéficie d'une période d'insouciance et de plaisir jusqu'à la fin de sa scolarité, qui survient pour plusieurs vers 16 ans.

Ainsi la comtesse de Ségur relate-t-elle les aléas de la vie d'une petite peu disciplinée, dont les

frasques et les déconvenues ont trouvé un écho dans les cœurs de plusieurs générations de petites filles au cours d'un peu plus d'un siècle et demi :

« *Camille et Madeleine arrivèrent un matin pour l'enterrement de la poupée : elles étaient enchantées; Sophie et Paul n'étaient pas moins heureux.*

SOPHIE. – *Venez vite, mes amis, nous vous attendons pour faire le cercueil de la poupée.*

CAMILLE. – *Mais dans quoi la mettrons-nous?*

SOPHIE. – *J'ai une vieille boîte à joujoux; ma bonne l'a recouverte de percale rose; c'est très joli; venez voir.*

*Les petites coururent chez Mme de Réan, où la bonne finissait l'oreiller et le matelas qu'on devait mettre dans la boîte; les enfants admirèrent ce charmant cercueil; elles y mirent la poupée, et, pour qu'on ne vît pas la tête brisée, les pieds fondus et le bras cassé, elles la recouvrirent avec un petit couvre-pied de taffetas rose.* » (Mme la Comtesse de Ségur. *Les malheurs de Sophie*, 1858 : 16)

Ce passage des *Malheurs de Sophie* évoque tout spécialement la propension qu'ont les enfants à reproduire des rituels sacrés, à rassembler et à cacher des objets qui recèlent une valeur affective ou qui suscitent la fascination, dans le but de les préserver secrètement. Aujourd'hui encore, les enfants aiment sélectionner, rassembler et cacher des objets qu'ils jugent précieux, selon des critères qu'eux seuls connaissent. Qu'il s'agisse du plaisir de dénicher et de cumuler des objets particulièrement rares ou jolis, d'une volonté

de protéger des souvenirs précieux ou d'une pulsion liée à l'instinct de possession, le moteur qui pousse l'enfant à constituer butin, collection ou trésor est variable. Le fait de pouvoir retrouver et identifier dans le passé des comportements encore observés dans le monde actuel, qui plus est reliés à l'enfance, est en réalité assez exceptionnel.

Ainsi, la découverte d'un assemblage en apparence tout à fait hétéroclite lors de la fouille d'une ancienne grange-étable, qui se dressait entre 1815 et 1825 à l'angle de l'actuelle rue Notre-Dame et du boulevard Robert-Bourassa (BiFj-102), trouve son sens dans ce comportement intemporel. Généralement, la culture matérielle qu'on associe à l'enfance est constituée de jeux ou de jouets, tels des dominos, des fragments de poupées ou des billes. On y trouve aussi des objets ayant pour fonction spécifique le soin, l'alimentation ou l'éducation des enfants. Or ce curieux corpus d'artefacts retrouvé en 2012 rassemble billes, boutons, verroterie et perles de formes diverses, petits peignes et clochettes. Quel est donc le phénomène qui permet de l'associer à l'univers de l'enfance? C'est en fait l'intention sous-jacente à sa composition et à sa déposition qui lui donne tout son sens : une petite collection à valeur affective, dissimulée au fond d'un caisson de bois sous le plancher d'un bâtiment secondaire probablement peu fréquenté. En fait, la grande quantité d'objets domestiques ayant été retrouvés à même le plancher suggère l'abandon des lieux, et son utilisation probable comme zone de rejet.

Le petit caisson de bois de 2,60 m par 0,98 m était aménagé à même la surface du plancher de bois du bâtiment. Il était composé de quatre côtés faits de planches de bois posées



(Photo : Julie Toupin 2019, © Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.)

de chant, maintenues aux coins par des petits piquets de bois plantés à la verticale. Comblée par un sol organique comportant une grande quantité de coquilles d'huîtres en surface puis d'objets domestiques dessous, cette cavité fut vraisemblablement utilisée comme fosse à déchets. Or, sous les niveaux de détritiques se trouvait l'assemblage hétéroclite de menus objets. Il est donc fort probable que l'endroit ait d'abord constitué une cachette de choix pour un précieux butin...

Ledit butin comprend une tasse d'enfant en porcelaine fine, quelques fragments de biberon en verre, une clochette et une sonnette en laiton, des fragments de peignes en plastique et un fragment de peigne à poux en os, une jolie broche en verre coloré opaque noir, des breloques et appliques en verre coloré opaque noir, des perles à broder en verre coloré opaque bleu, un bijou en porcelaine fine, un papillon de boucle d'oreille, une perle en verre incolore, une perle en verre teinté ambre, des boutons en verre coloré opaque blanc, noir et en métal cuivreux, une pièce de jeu en porcelaine, des billes en calcaire, en terre cuite et en verre polychrome et, enfin, un bras de petite poupée en porcelaine.

La fonction réelle de chacun de ces objets est donc détournée et, une fois rassemblés, ces artefacts remplissent une fonction commune, celle de commémorer. Les boutons ne s'y trouvent pas en tant qu'accessoire vestimentaire, ils y sont probablement parce qu'ils sont jolis.

L'archéologie peut donc explorer l'univers de l'enfance non seulement via les artefacts typiquement associés au divertissement ou au soin des enfants, mais également par la perception de choix dans les modes d'association ou de déposition des objets. La possibilité de reconnaître un comportement familier singulièrement associé à l'enfance au cœur d'un contexte archéologique du XIX<sup>e</sup> siècle a quelque chose d'émouvant, qui me ramène à mes nombreuses collections de cailloux dissimulés dans ma chambre de petite fille...

**Marie-Michelle Dionne Ph.D.**  
**Archéologue, Parcs Canada**

#### Références :

Archéolab.québec. Archéologie de l'enfance : [www.archeolab.quebec/familles-d-objets/archeologie-de-l-enfance](http://www.archeolab.quebec/familles-d-objets/archeologie-de-l-enfance).

Ethnoscop inc. (2014). *Projet de développement immobilier Place University/Saint-Jacques MTL12-25-04, BiFj-102 et BiFj-103. Rapport (V1)*. Rapport déposé au Ministère de la culture et des communications.

Santerre, S. & Gabos, T. (2020). « Petits objets, grand trésor ». *Continuité* (165), 13–13.

Sutherland, N. « Histoire de l'enfance », Encyclopédie canadienne. Histoire de l'enfance | l'Encyclopédie Canadienne ([thecanadianencyclopedia.ca](http://thecanadianencyclopedia.ca)). Consulté le 10 janvier 2022.

LES ÉDITIONS **GID** leseditionsqid.com • 418 877-3666

**Vistemboirs**  
(Objets insolites)  
Collection  
**André Escojido**  
CULTURE MATÉRIELLE • 978-2-89634-491-8 • 49,95 \$

Les Éditions GID  
André Escojido

**LA MÉMOIRE CONTAGIEUSE**  
Gaston Michaud  
RÉCIT • 978-2-89634-493-2 • 29,95 \$

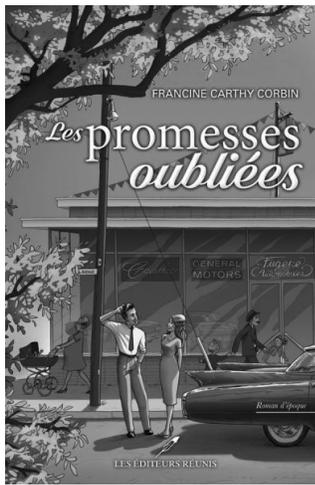
Les Éditions GID  
Gaston Michaud

**IL SE PASSE DES CHOSES ÉTRANGES À SAINT-JEAN-VIANNEY**  
JACQUES BLOUIN  
ROMAN • 978-2-89634-489-5 • 34,95 \$

Les Éditions GID  
Jacques Blouin

Marcel Fournier  
Les premières familles  
**ANGLO-NORMANDES**  
au Québec  
1700-1860  
GÉNÉALOGIE • 978-2-89634-490-1 • 34,95 \$

Les Éditions GID  
Marcel Fournier



Carthy Corbin, Francine. *Les promesses oubliées*. Les éditeurs réunis, Saint-Jean-sur-Richelieu, 2019, 438 p.

L'auteure que j'ai découverte avec la magnifique série *Tramways, bombes et caramel* en

2015 nous propose cette fois une histoire en un seul tome. *Les promesses oubliées* de Francine Carthy Corbin nous amène dans les années 1960 et 1970 dans la Basse-Ville de Québec.

Je m'attendais à lire un roman d'époque comme j'en ai lu bien d'autres auparavant, mais à mon grand étonnement, je me suis plutôt retrouvée au cœur d'une histoire complexe et intrigante.

Tout débute avec une belle romance entre Ludovic Légaré, vendeur de voitures et la charmante Lucienne Ruel, fille unique d'un client du concessionnaire. Très vite, les tourtereaux se font la cour, se marient et deviennent parents... à quatre reprises.

Avec le temps, la routine et les responsabilités parentales finiront par avoir raison de Ludovic et il sera tenté par autre chose. Son mariage et sa vie de rêve en seront alors

bouleversés à jamais et bien plus qu'il n'aurait pu l'imaginer.

J'avais adoré l'écriture de l'auteure lors de la lecture de sa trilogie. Je savais donc déjà que je passerais un bon moment avec ce livre et mon instinct ne m'a pas trompée. Une fois de plus, je me suis laissée transporter par les descriptions et les dialogues. L'écriture est vive et dynamique. Les descriptions sont imagées et nous plongent facilement dans l'ambiance de l'époque.

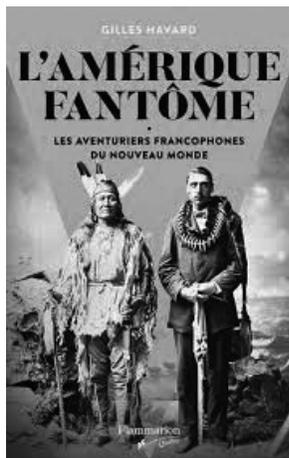
Les thèmes abordés sont justes et réalistes pour l'époque, mais encore pourtant bien d'actualité. La famille, le travail, la routine, la tromperie, le mensonge, les secrets et la vengeance.

Seul bémol, j'ai trouvé que l'action avançait un peu trop rapidement au début du livre. J'aurais souhaité un deuxième tome pour prolonger le plaisir et avoir la chance de vivre plus en profondeur les événements.

L'auteure nous offre tout de même un roman historique passionnant doublé d'une enquête policière. Voilà tout ce que ça prend pour passer du bon temps. Sans oublier cette question qui se pose en filigrane de l'histoire : Que peut-il arriver de si tragique qu'on en oublie les promesses faites à l'être aimé? C'est ce que vous découvrirez en mettant la main sur ce roman.

Bonne lecture!

**Johannie Cantin**



Gilles Havard. *L'Amérique fantôme : Les aventuriers francophones du Nouveau Monde*, Flammarion Québec, Paris, Montréal, 2019, 653 p.

Historien rattaché à la prestigieuse École des hautes études en sciences sociales (ÉHÉSS) et au CNRS à Paris, Gilles Havard observe le monde autochtone nord-américain à la fois avec une certaine distance, mais aussi avec une documentation de première main, rapportée par les premiers explorateurs européens et archivée en Europe. À ne pas confondre avec son ouvrage *Histoire des coureurs de bois* (ré-édité chez Perrin, en 2021), *L'Amérique fantôme* a reçu le Prix de la Fondation Martine Aublet en 2020, lors d'une remise au Musée

du Quai Branly – Jacques Chirac. Une réédition (en format poche) est parue en 2021 dans la collection « Champs Histoire ». Mais contrairement aux deux éditions de *L'Amérique fantôme* parues en France, celle de Flammarion Québec est augmentée d'une belle préface du linguiste Robert Vézina qui souligne le recours à « des sources peu exploitées, voire inédites » (p. 7) et le range avantageusement aux côtés des classiques sur l'histoire de la Nouvelle-France : « Le présent ouvrage s'inscrit dans la lignée des œuvres marquantes de Benoît Brouillette (*La pénétration du continent américain par les Canadiens français*, 1939) et de Philippe Jasquin (*Les Indiens blancs*, 1987) », (Robert Vézina, p. 7).

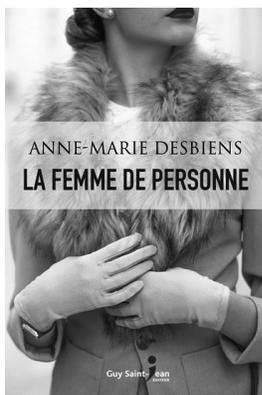
Mais que nous raconte Gilles Havard? Son propos se divise en neuf portraits successifs de découvreurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dont Étienne Brûlé, Pierre-Esprit Radisson, Pierre Gaultier de Varennes et de La Vérendrye, mais aussi des figures méconnues comme le traducteur-interprète Pierre Beauchamp, originaire du sud de Montréal, qui facilita les relations avec les différentes nations autochtones du Dakota (et dont la photographie figure en couverture de l'ouvrage; voir aussi à la p. 485). En filigrane, c'est la vie quotidienne des pionniers français sur les terres des différentes nations amérindiennes qui sert de toile de fond. D'ailleurs, Gilles Havard n'évite pas de décrire au passage certaines habitudes d'autrefois pouvant être considérées comme surprenantes, voire choquantes;

ainsi, l'explorateur Jean-Baptiste Truteau [et non « Trudeau »] s'étonnait que des Autochtones lui offrent fréquemment des « compagnes » lors de ses visites chez les Arikanas, et qu'ils se vexaient en cas de refus de la part du visiteur européen : « Les maris, les pères, les frères, note Truteau de façon imagée, ne cessent d'offrir aux hommes blancs [...] leurs femmes, leurs filles, leurs sœurs, les plus jeunes et les plus jolies, lors qu'ils [sic] veulent se divertir avec elles pour quelques bagatelles que ceux-ci leur donnent » (p. 321). Au cours des années, Truteau avait exploré plusieurs régions situées bien au-delà des Grands Lacs.

Plus loin, Gilles Havard fait également revivre Toussaint Charbonneau, devenu malgré lui l'archétype du pionnier insoumis, notamment dans un western hollywoodien, *The Far Horizon* (1955), de Rudolph Maté (p. 341). Ce faisant, Gilles Havard réhabilite un personnage maintes fois noirci dans différents films étrangers et dans une partie de l'histoire populaire.

Ouvrage accessible et original, *L'Amérique fantôme* se lit comme un roman, mais se base sur une documentation étoffée et rigoureuse; d'ailleurs, chaque paragraphe se termine par un renvoi à une note bibliographique en fin de volume. Le résultat est un livre instructif, vivant, enthousiasmant, mais aux récits parfois violents, voire cruels, à ne pas mettre entre toutes les mains.

### Yves Laberge



Anne-Marie Desbiens. *La femme de personne*, Éditions Guy Saint-Jean, Laval, 2019, 342 p.

L'histoire se déroule à Montréal en 1964. Bien que la société commence à changer, il est encore difficile pour certains de comprendre que les femmes revendiquent leur place ailleurs qu'uniquement devant des fourneaux.

Thérèse devra se battre avec ce désir intense qu'elle a de s'épanouir et se réaliser et les standards que lui dictent la société. Pourra-t-elle faire sa place et avoir la carrière dont elle rêve sans pour autant délaisser sa famille? Pour sa cousine Françoise, la vie n'est pas plus facile. Une menace plane et les fantômes du passé pourraient ressurgir à tous moments.

Tous les ingrédients sont réunis pour faire de cette lecture un coup de cœur assuré. La qualité d'écriture de l'auteure, les personnalités complexes et profondes des personnages, les descriptions juste assez

bien dosées pour permettre aux lecteurs de se plonger encore plus dans l'intrigue.

Le lecteur ressentira très bien le sentiment de déchirement que Thérèse éprouve entre son envie de prouver sa valeur au travail et sa douleur de heurter sa famille au passage. J'ai dû me piler sur le cœur à quelques reprises tellement certains passages m'ont confrontée dans mes valeurs et c'est à mon avis ce qui en fait une lecture puissante et réussie.

Un roman féminin d'époque de grande qualité qui traite de sujets encore bien d'actualité. Une héroïne à l'avant-garde de son temps qui démontre bien que les femmes de cette époque ont dû passer par toutes sortes d'épreuves pour que nous puissions aujourd'hui jouir d'autant de privilèges.

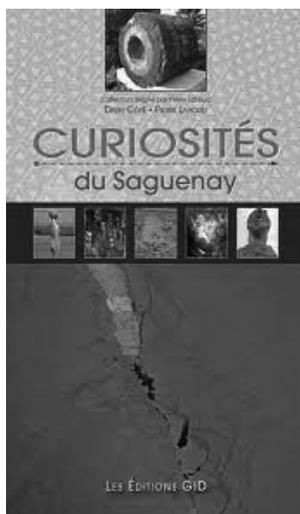
Je ne me fatigue pas de lire des récits aussi inspirants. Bien qu'elle soit fictive, cette histoire pourrait très bien être celle de

votre grand-mère, de votre tante, d'une cousine éloignée ou de la vieille voisine que vous saluez chaque semaine en sortant la poubelle. Ces femmes de l'ombre qui ont beaucoup subi, mais qui ont malgré tout façonné l'histoire chacune à leur manière. Il s'agit d'une lecture que je recommande sans hésitation.

Ce roman est le second de l'auteure. J'ai encore dans ma bibliothèque son premier roman *La jeune fille du rang*. Parions que je n'attendrai pas si longtemps avant de vouloir à nouveau passer un moment d'une grande intensité d'autant que ce premier roman a très vite atteint de statut *de livre à succès*.

Anne-Marie Desbiens est une auteure qui retient l'attention pour les bonnes raisons. J'ai déjà très hâte de découvrir à nouveau son travail.

**Johannie Cantin**



David Côté et Pierre Lahoud. *Curiosités du Saguenay*, Les Éditions GID, Coll. « Curiosités », no. 10, Québec, 2021, 223 p.

Dans les collections d'ouvrages dédiés explorant l'histoire du Québec, s'il en est une qui n'a plus besoin de présentation à présent, c'est bien la

collection *Curiosités*, instiguée et dirigée par l'historien et photographe Pierre Lahoud. En 2016, ce dernier donnait le coup d'envoi (avec Jean-François Caron) à cette entreprise ludique, mais qui demeurerait fort instructive, avec un premier titre *Curiosités de Québec*. L'aventure s'est poursuivie en conservant toujours le même modus operandi : comprendre une région sous un jour inédit, par les curiosités et distinctions qui ont façon-

né son passé et son territoire. Par de courts textes vulgarisés et abondamment illustrés, on y propose un itinéraire de découvertes issues de moments d'histoire originaux, géolocalisés sur une carte. Les *Curiosités du Saguenay* constitue déjà un dixième titre.

Après le travail d'Aurélien Boivin au Lac-Saint-Jean (*Curiosités*, no. 9, 2020), c'est au tour de l'historien Dany Côté de prendre le relais et de poursuivre la route pour redescendre le long du Saguenay. Toponyme surutilisé dans la région, « Je me trouve dans la région du Saguenay. Alors que je parcours la Ville de Saguenay vers l'est, j'emprunte le boulevard du Saguenay, qui longe la rivière Saguenay, ... » (p. 10) son origine innue, du mot *sakinipi*, signifie « d'où l'eau sort ».

À la porte du Royaume au paysage grandiose, l'on suit les pérégrinations de l'historien, dont le mémoire de maîtrise en Études régionales portait justement sur les villes érigées par les grandes compagnies au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pays de découvreurs, de

colons et d'entrepreneurs, on y apprend notamment l'existence en 1938 d'un drapeau régional, antérieur à l'adoption des drapeaux du Québec en 1948 et du Canada en 1965.

L'architecture y trouve une belle place. Après avoir pris acte des inondations précédentes, la célèbre et symbolique Petite Maison Blanche de Chicoutimi a défié et vaincu les intempéries, marquant la mémoire collective en 1996. Un ancien barbier de l'hôpital de Chicoutimi, après un appel mystique, en vient à faire de sa maison une œuvre d'art, « sous l'œil sceptique de sa seconde épouse, Hélène, de ses enfants, mais surtout de ses voisins stupéfaits, le petit homme s'escrime à peindre de drôles de personnages mis en scène dans des décors aux couleurs et aux allures inhabituelles » (p. 28). On y découvre également le « pont à 1000 dollars » de L'Anse-Saint-Jean, le domaine Laforest du seigneur de Sagard et Arvida, la ville modèle construite en 135 jours.

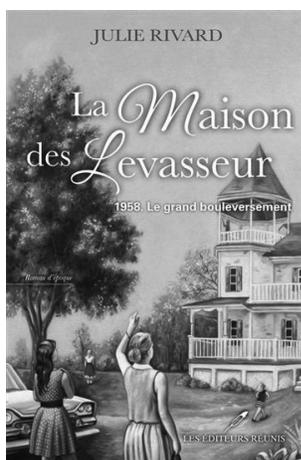
Le territoire y dévoile ses spécificités et ses catastrophes : de la disparition d'une partie du village de Saint-Jean-Vianney dans un

torrent de boue, à la flèche littorale à L'Anse-aux-Foins, unique en son genre par sa formation dans un fjord ou encore le lac de boues rouges à Arvida, visible de l'espace.

Les artistes défilent avec leurs œuvres : Armand Vaillancourt, Raoul Hunter, Émile Couture, Lauréat Vallière, Alfred Laliberté, Jordi Bonet... Les sportifs aussi, avec l'humble demeure du célèbre Concombre de Chicoutimi ou le destin tragique de Ricardo, l'homme-mouche. Sans oublier les communautés religieuses qui y ont laissé leurs traces et naturellement le tandem Prince-McLeod et leurs suites dont le monopole et la domination économique ont enrichi le patrimoine industriel d'éléments visibles à plusieurs endroits.

Bref, sous tous ses angles, l'histoire de ce coin de pays fascine le lecteur. Divertissement instructif assuré, voilà sans contredit l'ouvrage à avoir dans ses bagages lors d'une prochaine excursion au Saguenay!

**Pascal Huot**



Julie Rivard. *La maison des Levasseur*, tomes 1 à 3. Les Éditeurs réunis, Saint-Jean-sur-Richelieu, 2019 à 2020.

Bien que l'auteure n'en soit pas à son premier ouvrage, c'est grâce à

cette série que j'ai eu la chance de découvrir la plume incroyable de la talentueuse Julie Rivard.

Dès les premières pages, le lecteur entre directement dans le quotidien de la famille Levasseur et s'attache à ce clan familial des plus authentiques.

Nous sommes en 1958 lorsque l'histoire débute. Marion est la force tranquille de la famille. Elle est l'épouse de Reynald et la mère de trois jeunes filles magnifiques et tellement différentes, Olivia, Raquel et Béa.

Alors qu'elle ne s'y attend pas, elle reçoit en héritage la vieille maison de sa tante située sur les berges du lac Pohénégamook. Elle prend alors la courageuse décision de déménager tout son clan dans le village de Saint-Éleuthère et de laisser Reynald entreprendre des travaux de rénovation sur la maison.

Entre le quotidien de Béa et de Raquel à l'école, le choix de carrière d'Olivia, les moments passés à la salle communautaire pour se divertir, les fréquentations et les multiples projets de Marion, la vie sera loin d'être monotone pour les femmes Levasseur. Un événement tragique viendra cependant assombrir le bonheur familial.

Julie Rivard nous offre ici des personnages féminins extrêmement attachants et vibrants d'authenticité. Les femmes Levasseur font montre d'une force de caractère, d'un désir de foncer dans la vie et de sentiments complexes et puissants. Leurs réactions face aux épreuves qu'elles devront traverser, leur résilience et leur envie de foncer dans la vie, sont autant d'éléments qui contribuent à faire de cette série une magnifique fresque historique familiale.

Il est plaisant de pouvoir se plonger dans une série d'une aussi grande qualité où se

côtoient l'amour, les relations complexes, la mort, la maladie, le désir charnel, la religion et les préjugés de toutes sortes.

J'aurais tellement aimé pouvoir continuer de suivre les sœurs Levasseur dans leurs aventures. Savoir ce qu'il adviendra d'elles dans les années 1970 et connaître le dénouement de leur vie... Julie Rivard livre une histoire admirable, à la fois captivante et touchante. Parions que vous ne pourrez plus vous arrêter de lire.

**Johannie Cantin**



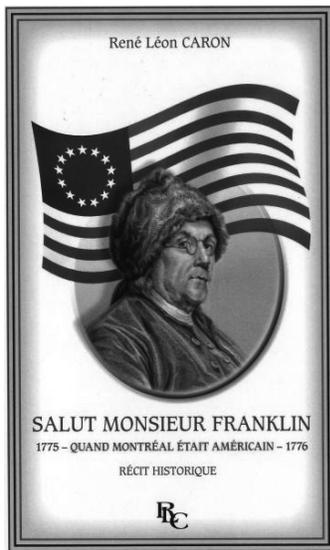
Jean-François Lisée. *De Gaulle, l'indépendantiste*, La Boîte à Lisée, Montréal, Carte Blanche, 2020, 141 p.

Après plusieurs ouvrages parus récemment sur la visite du général Charles de Gaulle au Québec en 1967 à l'occasion du

cinquantième anniversaire de l'événement, on est en droit de se demander ce que l'opuscule de l'ancien ministre Jean-François Lisée nous apprendra. Dans le cadre de ses publications au sein de la maison d'édition qu'il a créée, La Boîte à Lisée, l'auteur reprend souvent d'anciens textes publiés et leur ajoute des nouvelles informations glanées au fil des publications récentes. Il ne déroge pas ici à la règle et s'inspire de ses écrits anciens tenant compte notamment de son expertise des rapports entre le Québec et les États-Unis. Bien que la jaquette nous annonce une description des étapes du nationalisme, c'est plutôt le nationalisme gaullien qu'il évoque ici sans évoquer les différents mouvements qui vont naître entre la fin des années 1950 et la fin des années 1960. L'auteur consacre la moitié de l'ouvrage au nationalisme gaullien du général, à l'indépendance de la France dans ce qui fut à l'époque

la politique étrangère du général de Gaulle, mais aussi l'appropriation de la puissance nucléaire. L'auteur aborde, certes, les différents voyages de De Gaulle au Québec en 1944, 1945 et 1960 avant celui de 1967, mais sur cela il ne s'attarde guère. De fait en se concentrant sur la pensée géopolitique de De Gaulle et en donnant l'impression qu'elle est un prérequis pour comprendre les enjeux de la visite de 1967, l'auteur en oublie d'aller plus en profondeur dans ce qui fut le détail des rencontres et les suites de la visite de 1960, où il rappelle d'ailleurs avec pertinence que de Gaulle y rencontra aussi Jean Lesage. Il s'agit en effet d'une clé de l'histoire que cette visite souvent négligée par les historiens. Sa consultation des archives américaines sert l'intérêt de l'ouvrage, mais c'est surtout dans les écrits de Pierre-Louis Mallen, puis le récent ouvrage d'André Duchesne sur le sujet que le journaliste va puiser. Le style de Lisée est clair, proche de la vulgarisation, maîtrisant l'histoire politique de la période qu'il décrit, rapportant peu de nouveaux faits, mais offrant un traitement qui permet une belle synthèse du sujet. Par exemple, la rencontre de De Gaulle avec Richard Nixon et Henry Kissinger en 1969, que l'auteur relate dans le détail, a le mérite de nous éclairer sur la perception américaine de la visite du général en plus de porter à notre attention les dernières déclarations que fit le général à ce sujet.

**Jean Nicolas De Surmont**



René Léon Caron.  
*Salut Monsieur Franklin 1775-1776 : quand Montréal était Américain : récit historique*, René Léon Caron, Montréal et Saint-Joachim-de-Shefford, 2017, 125 p.

La revue *Cap-Aux-Diamants* recense occasionnellement des livres publiés à compte d'auteur (c'est-à-dire publiés sans l'intermédiaire d'une maison d'édition), comme ce récit rédigé par René Léon Caron, qui évoque avec passion cet épisode avéré où des révolutionnaires venus des États-Unis ont voulu « libérer » les Canadiens de la couronne britannique. Le roman débute en 1776 à Québec, au château Saint-Louis, au moment où les révolutionnaires arrivés des treize colonies et voulant s'affranchir du joug britannique tentèrent de s'emparer (de gré ou de force) du Canada pour former avec eux un nouveau pays indépendant : les États-Unis d'Amérique. On voyait déjà surgir l'émergence de l'expansionnisme étatsunien, qui allait devenir un siècle plus tard l'idéologie de la « destinée manifeste ».

D'ailleurs, un article de notre revue, rédigé par Jean-Paul de Lagrave, résumait certaines des missions diplomatiques du diplomate américain Benjamin Franklin (1706-1790) envoyé à Montréal (*Cap-aux-Diamants*, N° 23, Automne 1990, p. 71).

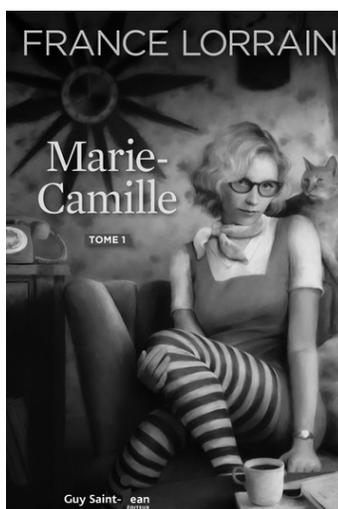
Audacieusement, René Léon Caron fait revivre ces moments; il procède en inventant des dialogues pour compenser par des procédés littéraires ce que la « grande histoire » n'a pas dit explicitement, par exemple à propos des états d'âme du gouverneur Guy Carleton, au début de la tentative d'invasion :

« Carleton lâcha un long soupir.

– Perturbé?... Préoccupé?... Soucieux?... C'est vrai que je le suis... et avec raison. » (p. 6)

Pour l'apprécier pleinement, il faut considérer *Salut Monsieur Franklin* pour ce qu'il est vraiment : non pas un essai sur l'histoire canadienne écrit par un amateur, mais plutôt comme un roman populaire imaginé à partir de certains faits réels et qui sera accessible à un jeune public. Le sujet reste pertinent et on souhaiterait voir cet épisode méconnu adapté pour une télé-série. Quelques images et une liste des principaux personnages complètent l'ouvrage, que l'on pourra commander directement chez l'auteur.

**Yves Laberge**



France Lorrain. *Marie-Camille* tomes 1 et 2, Éditions Guy Saint-Jean, Montréal, 2019 à 2020.

Marie-Camille Gélinas. Dès les premières pages, je suis tombée sous le charme de cette jeune femme. Comment pourrait-il en être autrement? Une héroïne forte, déterminée et qui ne s'en laisse pas imposer. Il n'en fallait pas plus pour que je me lance à corps perdu dans cette lecture!

Nous sommes dans les années 1950 et 1960 et Marie-Camille est loin de vouloir mener sa vie selon les standards de l'époque. Elle a quitté son petit village de Sainte-Cécile pour aller habiter à Montréal. Elle porte les cheveux courts et le pantalon! Qui plus est,

Marie-Camille décide de délaissé sa formation de garde-malade pour entreprendre plutôt des études afin d'exercer un métier inusité pour une femme. Rien ne semble arrêter la jeune femme dans ses élans passionnés. Le lecteur sera fasciné par sa fougue et son désir de briser les plafonds de verre.

Autour d'elle, Marie-Camille a la chance d'avoir des êtres fantastiques. Son père, ses tantes et également ses amis. La série permettra aux lecteurs de *La promesse des Gélinas* de renouer avec Florie, Édouard, Adèle et Laurent Gélinas. En plus de sa famille, Marie-Camille a des amis formidables comme Alice, pour qui la vie ne sera pas toujours facile, ainsi que Gabriel qui devra faire des choix déchirants entre ses origines juives et son désir de ne pas se faire stigmatiser et de passer inaperçu.

France Lorrain nous offre une série historique magnifique avec des personnages attachants, complets et raffinés. Elle dresse un portrait de société réaliste et authentique. Elle n'idéalise rien dans son histoire. Elle met en lumière

certains travers de la société qui ne datent pas d'hier, mais elle réussit également à démontrer toute l'amour et la force qui unissent les protagonistes malgré un contexte historique mouvementé.

Le talent d'écriture de France Lorrain m'a charmé. J'ai d'autres livres de la même auteure qui attendent patiemment dans ma bibliothèque et je risque fort bien de me dépêcher de les lire. Je les gardais comme des trésors en me disant que le moment viendrait bien un jour. Je crois que ça y est!

Si ce n'est pas déjà fait, je vous recommande de mettre la main sur cette très belle série historique en deux tomes. Et parions que France Lorrain n'a pas fini de nous faire voyager et de nous faire découvrir d'autres personnages attachants.

**Johannie Cantin**



**REVUES  
CULTURELLES  
QUÉBÉCOISES**

ARTS VISUELS  
LITTÉRATURE  
CRÉATION LITTÉRAIRE  
CULTURE ET SOCIÉTÉ  
HISTOIRE ET PATRIMOINE  
CINÉMA, THÉÂTRE ET MUSIQUE  
THÉORIES ET ANALYSES

sodep  
revues culturelles  
québécoises

**SODEP.QC.CA**

Graphisme et illustration: Roman Lasser

Bédard, Éric *Le Québec. Tournants d'une histoire nationale*. Québec, Septentrion, 2021, 162 p.

Bertrand, Luc. *Un crime sans nom. L'affaire de Sault-au-Cochon*. Québec, Les Éditions Sylvain Harvey, 2021, 341 p.

Brisson, Brigitte. *Au-delà du front. Les aventures d'un simple soldat*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 350 p.

Cadrin, Paul. Félix Routhier Bertrand. *Une aventure de la musique (1909-1978)*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 177 p.

Côté, Michel. *Passion de musées. De Québec à Lyon*. Québec, Septentrion, 2021, 179 p.

Des Gagniers, Jean. *La mémoire et le songe ou Le temps suspendu*. Québec, Les éditions Gid, 2021, 194 p.

Dorais, Louis-Jacques. *Le lettré, la déesse et le bol de riz*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 173 p.

Favre, Magalie. *Si la langue française m'était contée*. Montréal, Biblio-Fides, 2021, 465 p.

Fortin, Réal. *Histoire des îles du Richelieu*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 280 p.

Gélinas, Michèle. *Ma voisine dérange. Portraits de femmes d'un autre siècle. Vol.2*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 250 p.

Kennedy, Gregory M. W. *Une sorte de paradis paysan? Une comparaison des sociétés rurales en Acadie et dans le Loudanais 1604-1755*. Québec, Septentrion, 2021, 291 p. (Coll. Études acadiennes).

Lacharité, Claude. *L'invention de la littérature québécoise au XIX<sup>e</sup> siècle*. Québec, Septentrion, 2021, 159 p.

Lacroix, Patrick. «*Tout nous serait possible*» *Une histoire politique des Franco-Américains, 1874-1945*. Québec, PUL, 2021, 253 p.

Lagrange, Richard. *Le pays rêvé du curé Labelle. Emparons-nous du sol...* Québec, PUL, 2021, 191 p. (Coll. Perspectives de l'Ouest)

Lavigne, Marie et Michèle Stanton-Jean. *Joséphine Marchand et Raoul Dandurand. Amour, politique et féminisme*. Montréal, Boréal, 2021, 389 p.

Lépine, André M. *Les derniers vrais*. Québec, Les éditions Gid, 2021, 184 p.

Litalien, Raymonde. *La Louisiane, une affaire d'État. Récits de Jean-Baptiste Minet et d'Henri Joustel, témoins de Cavelier de La Salle*. Québec, Septentrion, 2021, 157 p. (Coll. V, XIII).

Livernois, Jonathan. *Entre deux feux. Parlementarisme et lettres au Québec (1763-1936)*. Montréal, Boréal, 2021, 382 p.

Marquis, Dominique. Jules-Paul Tardivel. *L'homme public et l'homme privé (1851-1905)*. Montréal, Leméac, 2021, 234 p.

Paradis, Denis. *Anecdotes*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 286 p.

Poulin, Gabriel. *Légendes historiques du Canada français. Dieu, le Diable, le surnaturel et le surnomme de Jacques Cartier à nos jours*. Québec, Les éditions Gid, 2021, 194 p.

Roberge, Pierre. *À la fin de ce monde ancien. Le roman d'Éva Circé-Côté*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 250 p.

Savard, Louis. *L'âge de l'eau. Chroniques sague-néennes*. Québec, Les Éditions Gid, 2021, 292 p.

Stanké, Alain. *Émerveillements*. Montréal Éditions La Presse, 2021, 255 p.

Thomas, Mathieu. *Ceux dont on ne redoute rien*. Montréal, Québec Amérique, 2021, 442 p.

Veray, Laurent. *Forfaiture de Cecil B. Demille*. Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2021, 223 p. (Coll. Vif du sujet).

**Yves Beauregard**



Robert Wakeham Pilot (Saint-Jean, Terre-Neuve, 1898 – Montréal, 1967), *Carrioles, Carré d'Youville, Québec*, 1924? ; signé en bas, à droite : R Pilot. ; huile sur toile, 39 x 46 cm. Don de Charles S.N. Parent, 1995.13. (Photo : MNBAQ, Idra Labrie.)

## QUÉBEC, VU DE PRÈS ET DE LOIN PAR ROBERT WAKEHAM PILOT

Le MNBAQ possède de Robert W. Pilot pas moins de cinq peintures et trois eaux-fortes sur Québec, son thème de prédilection, sans compter un paysage de Sillery.

Réalisé peu après son retour de Paris, soit vers 1924, le tableau *Carrioles, Carré d'Youville, Québec* s'inscrit dans les multiples vues hivernales de la ville peintes par l'artiste, comprenant des attelages avec carrioles, berlines ou traîneaux, lesquelles connaîtront un grand succès commercial. En 1924 et 1925, Pilot expose à l'Art Association of Montreal (AAM) et à l'Académie royale des arts du Canada (ARAC) des scènes similaires, comme *Cab Stand, Levis et Snow Carts,*

*Levis.* Dans sa seule exposition solo à Toronto, à la Laing Gallery, en 1948, un autre *Cab Stand, Quebec* attire l'attention des critiques et amateurs. Dans tous les cas, le peintre est absolument fasciné par les attelages à l'arrêt devant les fortifications, des maisons anciennes ou en attente du traversier aux quais de Québec ou de Lévis, souvent de soir ou de nuit, avec, pour toile de fond, la silhouette de la Vieille Capitale ou de la rive sud. Son *Crépuscule, Lévis* (1933) est un sommet dans le genre (Musée des beaux-arts du Canada).

Dans *Carrioles, Carré d'Youville, Québec* — son plus ancien tableau dans la collection nationale



Robert Wakeham Pilot (Saint-Jean, Terre-Neuve, 1898 – Montréal, 1967), *Québec vu de Lévis*, 1932; signé et daté en bas, à droite : R. Pilot 1932; huile sur toile, 45,7 x 101,6 cm. Achat, 1949.100. (Photo : MNBAQ, Patrick Altman.)

— le peintre porte une attention particulière non seulement aux trois attelages, protégés chacun d'une couverture et postés près d'un petit kiosque chauffé pour les cochers, mais également à l'environnement architectural du carré D'Youville. Rappelons que cette place est depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un lieu de rendez-vous et de stationnement pour les véhicules de transport. L'artiste dépeint ainsi les remparts entre la porte Saint-Jean et le marché Montcalm, ici tous deux hors champ, et, au-dessus, le toit et le clocher de l'église des Jésuites, rue d'Auteuil, avant les travaux majeurs de transformation extérieure de l'édifice, en 1931. La vue en contre-plongée a de toute évidence été prise depuis l'édifice du YMCA (aujourd'hui Le Diamant). Le kiosque et les attelages apportent ici des taches de couleurs vives dans cette palette dominée par les gris nuancés du ciel, les bruns de la pierre et les bleus de la neige. Le thème de l'attelage en hiver est aussi une image de marque de Kathleen Moir Morris, qui a d'ailleurs débuté sa carrière avec Maurice Cullen et Pilot. Morris elle-même va d'autre part livrer une composition du même site, mais dans une contre-plongée accentuée et une perspective plus large, comportant, en outre, plusieurs attelages et deux abris (vente Waddington's, Toronto, 26 mai 2014).

Dans ces vues d'attelages traditionnels et dans l'esprit intemporel de cette scène d'autrefois, un univers en voie de disparition, Pilot fait l'apologie d'un passé déjà révolu, à l'encontre d'un nouveau monde naissant. Sa vision du paysage urbain n'a rien de moderne et semble plutôt venir d'un autre temps, immuable, soit le temps de James Wilson Morrice. Comme un hommage à ce grand artiste qui décède justement en 1924.

Le panorama de Québec vu depuis la rive sud, particulièrement à « l'heure du loup », sera sans contredit l'un des thèmes favoris de Pilot tout au long de sa carrière. Au cours des années 1920, puis, plus tard, en 1947 et en 1950, il en exposera un bon nombre à l'AAM et à l'ARAC. Son *Québec vu de Lévis*, présenté à l'ARAC en 1925, sera d'ailleurs acquis comme morceau de réception par la Galerie nationale du Canada. Le panorama du MNBAQ est pour sa part daté de 1932.

Avec, au premier plan, un boisé fourni de feuillus aux couleurs automnales, traitées par petites touches, se découpe, au plan intermédiaire, le Saint-Laurent avec un voilier et des vapeurs crachant une fumée blanche, le tout servant de repoussoir et créant un contraste avec le profil légendaire et sombre de Québec à l'arrière-plan. Dans la silhouette mauve et uniforme de la vieille ville, sommairement esquissée, prise à contre-jour et baignée d'un soleil blafard de fin d'après-midi, on distingue, sur le promontoire, le château Frontenac, l'édifice Price récemment construit (1928-1931), les clochers de Notre-Dame, la coupole du bureau de poste et le lanternon de l'université Laval. Ces divers plans engendrent des espaces particuliers et ajoutent de la profondeur au paysage. Il s'agit là de l'une des belles études d'harmonie de couleurs et d'effets de lumière et d'atmosphère, à la fois poétiques et romantiques, propres au peintre impressionniste, tout en s'inscrivant, par le choix du sujet et le point de vue, dans la tradition des paysagistes anglais du siècle précédent.

Rappelons que Robert W. Pilot sera, jusqu'à la fin, sensible et engagé dans la préservation du patrimoine architectural de Québec, comme en font foi ses entrevues, conférence et écrit sur le sujet. Dans ses tableaux du MNBAQ, on trouve là l'essence même du travail de Pilot à Québec, influencé, certes, par Morrice dans le premier cas, mais aussi par ses anciens professeurs, Cullen et William Brymner. Les historiens de l'art canadien affirmeront d'ailleurs que ses vues de la Vieille Capitale seront là son plus riche héritage artistique.

**Mario Béland, msrc, historien de l'art**



Jacques Lacoursière. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques\\_Lacoursi%C3%A8re](https://fr.wikipedia.org/wiki/Jacques_Lacoursi%C3%A8re))

## ENSEIGNER L'HISTOIRE DANS LES MÉDIAS : JACQUES LACOURSIÈRE (1932-2021)

*Plus que tout autre historien de ce pays, Jacques Lacoursière (1932-2021) aura été un éveilleur de vocations, celui qui savait, mieux que quiconque, transmettre le goût de l'histoire, en montrer la pertinence et donner à chacun, même aux plus modestes, l'impression que l'histoire nationale le concernait directement. Il suggérait fréquemment à ses étudiants de recueillir les souvenirs de leurs aînés et de leurs proches pour ainsi raconter ce dont les livres d'histoire ne parlent pas : le parcours spécifique - et unique - de leur propre famille.*

Auteur prolifique, professeur enthousiasmant, conférencier recherché : Jacques Lacoursière savait valoriser l'histoire en faisant comprendre que cette discipline n'était pas un luxe qui serait destiné uniquement aux experts, aux universitaires, aux personnes âgées et aux nostalgiques. Dans un monde centré sur le présent et obsédé par l'avenir, l'historien doit souvent justifier sa pertinence. C'est en ayant cette préoccupation à l'esprit qu'il proposa, au début des années 1960, une formule innovante pour l'enseignement de l'histoire en créant (avec Denis Vaugeois et Gilles Boulet) un journal selon une formule novatrice, montrant — sous forme de manchettes — des nouvelles authentiques ayant eu lieu ici, mais à deux ou trois siècles de distance, du Régime français jusqu'au début du XII<sup>e</sup> siècle; le *Boréal Express* était né et allait couvrir des centaines de pages illustrées.

La liste de ses livres serait trop longue à énumérer; retenons seulement les cinq tomes de son *Histoire populaire du Québec* (Septentrion) ou encore son irremplaçable synthèse historique, *Canada-Québec : synthèse historique*, coécrite avec Denis Vaugeois et Jean Provencher (Septentrion).

Plus que tout autre expert sur le Québec, Jacques Lacoursière était véritablement un historien présent dans les salons du livre et dans les médias. Les treize épisodes de son émission *Épopée en Amérique* (réalisée par Gilles Carle pour Télé-Québec) ont été suivis aussi fidèlement que les meilleurs des téléromans. Un peu comme le faisait Henri Guillemin en France au siècle dernier, Jacques Lacoursière traitait de notre histoire nationale avec sérieux, autorité et passion. Mais contrairement à beaucoup d'animateurs qui se contentent de lire des textes rédigés par d'autres, Jacques Lacoursière exposait le fruit de ses recherches dans les livres et les archives. Il était un historien complet et n'avait pas besoin de chercheur pour l'assister. On se souviendra de *Duplessis* (1978), télé-série québécoise en sept épisodes réalisés par Mark Blandford d'après un scénario de Denys Arcand, qui s'est basé sur une recherche méticuleuse effectuée par Jacques Lacoursière; cela demeure la meilleure série télévisée faite au Québec, précisément en raison de sa précision factuelle. D'ailleurs, ces deux séries (*Duplessis*



(<https://www.youtube.com/watch?v=Ydy0YqH6l8A&list=PLfLa1ucYOKtaTQ-KOQfDsWITGIWtmbGph->)



Jacques Lacoursière

Jacques Lacoursière. (<https://prixduquebec.gouv.qc.ca/recipientaires/jacques-lacoursiere/>)

## DUPLESSIS

([https://www.youtube.com/watch?v=b\\_cAFECxORc&t=28s](https://www.youtube.com/watch?v=b_cAFECxORc&t=28s))



(<https://www.abebooks.com/Histoire-populaire-Qu%C3%A9bec-4-Volumes-LACOURSIERE/22461011368/bd>)

et *Épopée en Amérique*) ont été rééditées en coffret DVD. Son émission de radio « J'ai souvenir encore », coanimée avec Catherine Lachausée sur les ondes de Radio-Canada, poursuivait cette quête infinie centrée sur l'histoire populaire du Québec. Jacques Lacoursière croyait que la vulgarisation scientifique ne devait pas toucher que les sciences comme l'astronomie ou les sciences du vivant; l'histoire pouvait aussi être vulgarisée et, de ce fait, être démocratisée. Tel un hommage, le livre *Faire aimer l'histoire en compagnie de Jacques Lacoursière* (Septentrion) met en évidence la diversité et l'originalité de ses travaux, notamment pour les musées québécois.

Jacques Lacoursière était un ami et un collaborateur estimé de la revue *Cap-Aux-Diamants*; il était en outre membre du comité consultatif de notre revue qui pouvait profiter de ses avis éclairés. Le décès de Jacques Lacoursière, survenu le 1<sup>er</sup> juin 2021 à l'âge de 89 ans, laisse un grand vide; mais sa méthode de travail et ses œuvres continueront de nous inspirer encore très longtemps.

**Yves Laberge**

### Pour en savoir plus :

Jacques Saint-Pierre, « In Memoriam : Jacques Lacoursière (1932-2021) », *Cap-Aux-Diamants*, n° 147, automne 2021, p. 61.

Mark Blandford, *Duplessis* (1978), télé-série québécoise produite par Radio-Canada et reprise sur DVD par Imavision.

Jacques Lacoursière. *Une histoire du Québec*. Québec, Septentrion, 2002, 196 p.

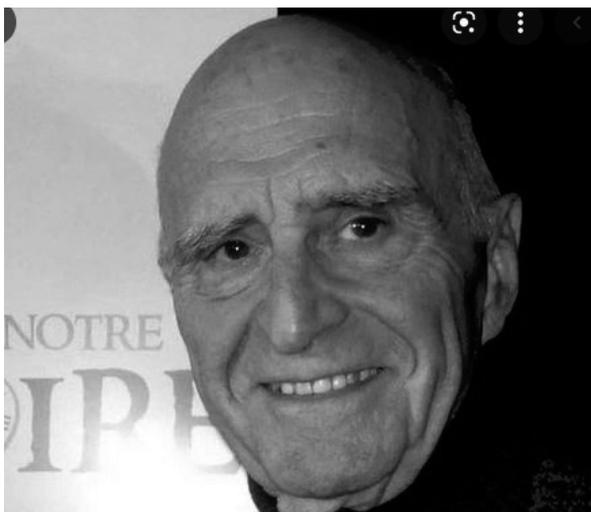
Denis Vaugeois, Jacques Lacoursière et Gilles Boulet. *Boréal Express*. Québec, Septentrion (réédition en trois volumes), 2010.

Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois. *Canada-Québec : synthèse historique*. Québec, Septentrion, 2000 et 2018, 616 p.

Jacques Mathieu, Denis Vaugeois. *Faire aimer l'histoire en compagnie de Jacques Lacoursière*. Québec, Septentrion, 2018, 292 p.



Roland Sanfaçon. (<https://www.lepinecloutier.com/necrologie-avis-de-deces/64459-roland-sanfacon>)



Jean Du Berger. (<https://ethnologiequebec.org/2021/12/deces-de-jean-du-berger/>)

Le département des sciences historiques de l'Université Laval est en deuil de deux de ses éminents professeurs : Roland Sanfaçon, décédé le 30 octobre dernier, et Jean Du Berger, décédé le 1<sup>er</sup> décembre.

Professeur émérite de l'Université Laval, Roland Sanfaçon a enseigné l'art médiéval au Département d'histoire de cette institution de 1960 à 1997. C'est d'ailleurs lui qui a mis sur pied le programme d'histoire de l'art, qui fait partie intégrante du département depuis 1969.

Après une étude sur la construction du chemin du Roy entre Québec et Montréal, le professeur Sanfaçon a suivi les traces de l'historien français Georges Duby en s'intéressant aux défrichements,

## DÉCÈS DE DEUX PILIERS DU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

au peuplement et aux institutions seigneuriales en Haut-Poitou du X<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. Le médiéviste s'est ensuite imposé comme un spécialiste des vitraux et de l'architecture flamboyante.

Le professeur Roland Sanfaçon s'est distingué aussi par sa grande érudition. En plus d'enseigner l'histoire des arts de l'Islam et de l'Asie, il a notamment conçu un dictionnaire chinois/anglais/français basé sur les formes des caractères afin de faciliter la lecture des textes chinois.

L'ethnologue Jean Du Berger était non seulement un professeur apprécié de ses étudiants, mais aussi un excellent conteur. Le grand public a pu apprécier ses talents de vulgarisateur à la radio, à la télévision et au cinéma. Il est ainsi apparu dans une demi-douzaine de productions, dont deux films de l'Office national du film : *Vive Québec!* et *Le Diable d'Amérique* de Gilles Carle. Il a fait également plusieurs apparitions à la télévision et prononcé de nombreuses conférences au Québec, au Canada et à l'étranger. Son cours télévisé portant sur les contes et légendes de l'Amérique française a été vu par des milliers de personnes.

Après une mission au Rwanda, en 1987, afin de mettre sur pied une collecte de la tradition orale de ce pays, il s'est intéressé au patrimoine vivant. Il est devenu alors président du Centre de valorisation du patrimoine vivant et a mis sur pied un projet d'ethnologie urbaine. Après s'être penché sur les cultures du passé, de la société paysanne, il s'est consacré à la culture vivante, en particulier celle des milieux populaires urbains.

Après sa retraite de l'enseignement, il a continué à recueillir des récits de vie dans les résidences pour personnes âgées en organisant des ateliers.

# ARCHIVES, LIVRES ET BIENS MOBILIERS DES SULPICIENS : DES BIENS PATRIMONIAUX

## Les biens patrimoniaux des sulpiciens maintenant classés



par François Gloutnay — 1 septembre 2021 dans Culture



(<https://presence-info.ca/article/actualite/culture/les-biens-patrimoniaux-des-sulpiciens-maintenant-classes/>)

La ministre de la Culture et des Communications, M<sup>me</sup> Nathalie Roy, a annoncé le 1<sup>er</sup> septembre dernier le classement de trois ensembles de biens patrimoniaux de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, soit leurs archives, leur collection de livres rares et anciens ainsi que leur collection de biens mobiliers.

Les archives classées comprennent environ un kilomètre linéaire de documents textuels produits entre 1291 et 1997. Ces documents témoignent de l'histoire de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, de ses œuvres et de ses institutions, en plus de constituer le plus important fonds d'archives privé lié à l'histoire de la ville de Montréal. La collection de livres rares et anciens comprend quant à elle environ 25 000 livres et périodiques, incluant des ouvrages de la bibliothèque du Séminaire de Saint-Sulpice, qui a été l'une des premières

bibliothèques privées constituées sous le Régime français. La collection de biens mobiliers regroupe environ 2 500 œuvres d'art et objets de provenance européenne ou québécoise : peintures, sculptures, dessins, estampes, pièces d'orfèvrerie, meubles et vêtements sacerdotaux.

La ministre a déclaré :

« Les prêtres de Saint-Sulpice ont soigneusement conservé ce qui constitue aujourd'hui un pan important de notre mémoire collective. Leurs archives, leur collection de livres rares et anciens et leur collection de biens mobiliers racontent notre histoire et sont la genèse de ce que le Québec est devenu. En classant ce trésor national, votre gouvernement veut le protéger et le mettre en valeur au bénéfice des générations actuelles et à venir ».

On se souviendra que la fermeture des services d'archives des Sulpiciens et la mise à pied des employés responsables de la conservation, en août 2020, avait semé l'émoi dans la communauté scientifique qui avait réclamé l'intervention de la ministre. M<sup>me</sup> Roy avait alors donné suite à ces inquiétudes en signant un avis d'intention de classement des biens patrimoniaux des Sulpiciens.

## L'ESPACE RIOPELLE AU MNBAQ

À l'approche du centenaire de la naissance du peintre Jean Paul Riopelle (1923-2002), le premier ministre du Québec, M. François Legault, et la ministre de la Culture et des Communications, M<sup>me</sup> Nathalie Roy, ont annoncé le 2 décembre dernier un investissement de 20 millions de dollars pour la création de l'Espace Riopelle, un nouvel édifice dédié à cet artiste au Musée national des beaux-arts du Québec.

L'Espace Riopelle, dont l'inauguration est pré-

vue en 2025, abritera la collection publique d'œuvres du célèbre peintre. Estimé à près de 143 millions de dollars, le projet verra le jour grâce à un partenariat entre le gouvernement, la Fondation du MNBAQ et la Fondation Jean Paul Riopelle. La contribution de cette dernière comprend une somme de 20 millions de dollars pour le bâtiment lui-même et des œuvres de l'artiste évaluées à plus de 100 millions de dollars. Le MNBAQ a été le premier musée à acquérir une œuvre de Riopelle, en 1956.



(<https://www.lesoleil.com/2021/12/02/le-mnbaq-aura-son-espace-riopelle-des-2025-db1255a9f55285fc2ab77f871a4b7ec6>)

## YVETTE MOLLEN, LAURÉATE DU PRIX GÉRARD-MORISSET



(<https://prixduquebec.gouv.qc.ca/recipientaires/yvette-mollen/>)

La lauréate du Prix Gérard-Morisset pour l'année 2021 est issue de la communauté innue d'Ekuanitshit (Mingan), sur la Côte-Nord. Elle a consacré sa vie à la préservation de la langue innue, comme enseignante au primaire, puis à titre de directrice du département Langue et culture de l'Institut Tshakapesh, de même que grâce à sa participation à la création de divers outils pédagogiques.

Parmi ses réalisations, on peut mentionner sa collaboration à la création du *Dictionnaire pan-innu* (innu-anglais, innu-français et vice-versa), et à l'élaboration de la grammaire innue. Elle a participé aussi à la conception de jeux interactifs et de manuels d'enseignement, ainsi qu'à la composition d'un corpus de livres jeunesse en innu.

Depuis 2017, elle enseigne l'innu à l'Université de Montréal et y a été nommée professeure invitée au Département de littératures et de langues du monde et du Centre de langues en 2021.

Elle agit notamment à titre d'experte-conseil pour la conception d'activités de formation ou de recherche dans cet établissement en vue d'une meilleure intégration des savoirs et des pratiques autochtones.

Yvette Mollen est la deuxième Innue à recevoir le Prix Gérard-Morisset, après Carmen Gill-Casavant, fondatrice du musée amérindien de Pointe-Bleue.

## LA BIBLIOTHÈQUE DE L'UQAM S'ENRICHIT



(<https://actualites.uqam.ca/2021/precieux-don-de-livres-uqam#:~:text=Le%20Centre%20des%20livres%20rares,e%20et%2018e%20si%C3%A8cles.>)

Le Centre des livres rares et collections spéciales du Service des bibliothèques de l'UQAM est le bénéficiaire d'un important don de la communauté religieuse des Franciscains, soit une collection de près de 700 ouvrages rares et anciens. Elle comprend des manuscrits et des incunables, c'est-à-dire des livres publiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1501, de même qu'une centaine d'ouvrages du XVI<sup>e</sup> siècle, dont 35 imprimés entre 1500 et 1530-40, ainsi que plusieurs ouvrages des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Les livres sont en latin, en italien, en français et en espagnol.

**Jacques Saint-Pierre**



Athanase David [vers 1920]. Photo anonyme (Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Québec.)

## 26 JANVIER 1922

### CRÉATION DES PRIX DAVID

*Qu'on en commun le frère Marie-Victorin, les poètes Paul Morin et Robert Stanley-Weir, les abbés Ivanhoé Caron et Victoria Germain, le jésuite Edward James Devine, l'écrivain Robert de Roquebrune, le docteur Joseph-Gaudiose Paradis, le révérend Canon Frederick George Scott et le juriste Herbert Arthur Smith ? Ce sont les dix lauréats du premier Concours littéraire et scientifique organisé il y a cent ans par le gouvernement du Québec. Leur nom a d'ailleurs été rendu public le 14 juin 1923 par le secrétaire de la province de Québec, Athanase David, l'homme à l'origine de ce projet d'encourager littérature et science.*

En effet, c'est le 26 janvier 1922 que la *Loi pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques*, proposée par le député David, est adoptée par l'Assemblée législative du Québec. Cet événement peut être qualifié de création des prix David, eux-mêmes ancêtres des Prix du Québec. David prononce un discours à ce moment où il déclare : « Le gouvernement de la province du Québec veut éviter aux écrivains d'aujourd'hui les épreuves connues des pionniers, il veut en

quelque sorte se faire leur providence et en instituant le prix qu'il propose à la Chambre d'agréer, il veut encourager le travail de la pensée ». On peut de plus lire avec intérêt dans le *Journal des débats de l'Assemblée* de la 3<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> législature en date du 26 janvier 1922, l'ensemble des interventions liées à l'adoption du *Bill 32*. L'amateur d'histoire remarquera que David, après s'être servi de *Maria Chapdelaine* pour faire l'éloge de la littérature comme véhicule de promotion du Québec, revient dans son allocution sur le rôle fondamental de l'histoire dans la littérature québécoise. « Dans quel état pitoyable nous étions quand Garneau, relevant avec frénésie le défi de Lord Durham, se pencha, ardent, sur sa table de travail! Son grand ouvrage, notait un écrivain français, nous valut plus qu'une armée, puisqu'il nous rendit la foi nationale. Et quand l'on songe qu'il écrivit à une époque où il n'avait aucune facilité, où il ne pouvait, comme aujourd'hui, trouver à portée de sa main les archives de Québec, Montréal et Ottawa, nous ne pouvons comprendre aujourd'hui, quels furent sa tâche et



*Ivanhoé Caron [Vers 1915]. Photo anonyme (Fonds L'Action catholique. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec – Québec.)*

son mérite, alors que nous pouvons, documents en mains, revivre le passé qu'il décrivait. Aussi, avec quel respect nous devons saluer ce pionnier de notre littérature qui a offert à sa province une œuvre d'histoire dont le mérite n'a pas été dépassé ». L'Assemblée adopte alors un budget annuel de 5 000 \$ pour ces prix soit 3 800 \$ pour les ouvrages de langue française et 1 200 \$ pour ceux en anglais. Même si le gouvernement ne nomme pas ces récompenses, la presse et l'opinion publique désignent les prix des Concours littéraires et scientifiques, prix David. Cette expression est finalement consacrée en 1968 lorsque le prix David est officiellement institué pour devenir la plus haute distinction littéraire du Québec récompensant l'ensemble de l'œuvre d'un auteur. Pour la petite histoire, rappelons que le premier récipiendaire du prix David fut M<sup>gr</sup> Félix-Antoine Savard.

Mais qui est ce David? Issu d'une famille dont le libéralisme remonte à l'époque des Patriotes, Athanase David est admis au Barreau du Québec en 1905. Avocat, il est élu député de

Terrebonne en 1916 sous la bannière du Parti libéral du Québec. Réélu en 1919, il devient le secrétaire de la province dans les cabinets de Lomer Gouin et de Louis-Alexandre Taschereau. Sous son impulsion, le Secrétariat provincial du Québec implante les premières institutions culturelles publiques québécoises : les Archives de la province de Québec (1920), la Commission des monuments historiques (1922), le Musée de la province de Québec (1933), etc. Son rôle de précurseur dans la promotion de la culture québécoise est donc notable. C'est à juste titre qu'en 1977, lors de la création des Prix du Québec, le prix David est renommé officiellement prix Athanase-David. Ce prix est toujours la plus haute distinction attribuée pour une contribution à la littérature québécoise.

**François Droüin, historien**

## MUSÉE RÉGIONAL DE VAUDREUIL-SOULANGES

(431, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion)

### Exposition permanente.

*Par les fenêtres de l'école... Coups d'œil sur notre histoire*

**Jusqu'au 7 août 2022.**

*Du coq à l'âne. L'apport animalier dans la vie traditionnelle*

**Jusqu'au 22 décembre 2022.**

*Eurêka – Petites et grandes inventions de l'ère industrielle*

## POINTE-À-CALLIÈRE MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

(350, place Royale, Vieux-Montréal)

### Exposition permanente.

*À l'abordage! Pirates ou corsaires?*

*Ici a été fondée Montréal*

*Les bâtisseurs de Montréal*

**Jusqu'au 5 juin 2022.**

*FRÉDÉRIC BACK, passionné pour la planète*

## MUSÉE DE LA CIVILISATION

(5, rue Dalhousie, Québec)

### Expositions permanentes.

*Le temps des Québécois*

*C'est notre histoire*

*Observer. L'expo qui déroute!*

**Jusqu'au 11 septembre 2022.**

*Pompéi. Cité immortelle*

**Jusqu'au 2 octobre 2022.**

*Générosité. Droit au cœur*

**Jusqu'au 13 février 2023.**

*Vast Body. Mouvements infinis*

## MUSÉE McCORD

(690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

### Exposition permanente.

*Voix autochtones d'aujourd'hui : savoir, trauma, résilience*

**Jusqu'au 24 avril 2022.**

*Parachute : mode subversive des années 80*

**Jusqu'au 18 septembre 2022**

*JJ Livine. Photographies queers*

## MEM – CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

Ouvrira ses portes en 2022 dans l'ancien local du Centre d'histoire de Montréal.

Pour de plus amples informations : <https://memmtl.ca>

## MUSÉE POP

(200, rue Laviolette, Trois-Rivières)

### Jusqu'au 11 février 2029.

*Attache ta tuque! Une virée décoiffante dans la culture québécoise*

### Jusqu'au 24 septembre 2023.

*L'ADN des superhéros une expo-aventure jeunesse*

### Jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2022.

*Si la faune m'était sculptée – L'art animalier québécois*

### Jusqu'au 17 septembre 2030.

*En d'dans! La prison comme solution?*

## MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

(1, avenue Wolfe-Montcalm, Québec)

### Exposition permanente.

*350 ans de pratiques artistiques au Québec*

### Jusqu'au 16 octobre 2022.

*Stanley Février : Les vies possible/Menm vye tintin.*

*Les presqu'îles*

### Jusqu'au 12 février 2023.

*Manasie Akpaliapik. Univers inuit. La collection Raymond Brousseau*

### Jusqu'au 20 février 2022.

*Errance sans retour*

### Jusqu'au 2 mai 2022.

*Jordi Bonet*

*(À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du Grand Théâtre de Québec)*

## MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

(100, rue Laurier, Gatineau)

### Expositions permanentes.

*La salle de l'histoire canadienne*

*La collection de timbres du Canada*

*La Grande Galerie*

### Expositions en ligne.

*La collection Harbinson. Une passion pour les meubles et les arts décoratifs canadiens*

*Les tenues vestimentaires à l'époque de la Confédération (1840-1890)*

### Jusqu'au 5 septembre 2022.

*Libertés sacrifiées – La loi sur les mesures de guerre.*

### Jusqu'au 28 août 2022.

*Raviver – Tradition, modernité et transformation de cultures autochtones.*

## MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE

(710, avenue De Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli)

### Expositions permanentes.

*Philippe Aubert de Gaspé. L'héritage remarquable d'un « ancien Canadien »*

*Regards sur la collection : la taille directe sur bois*

**Jusqu'à mai 2022.**

*Cueillettes d'hier et d'aujourd'hui, 2.0!*

### Exposition permanente

*Regards sur la collection : la taille directe sur bois*

**Jusqu'à juin 2023.**

*Pourquoi écrivent-elles tant?*

**Jusqu'à octobre 2022.**

*C'est en forgeant que l'on devient forgeron*

## MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

(1379-1380, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

**Jusqu'au 16 octobre 2022.**

*Nicolas Patry : L'heure mauve.*

**Jusqu'au 10 juillet 2022.**

*Adam Pendleton : Ce qu'on a fait ensemble.*

## MUSÉE DE LA GASPÉSIE

(80, boul. Gaspé, Gaspé, Québec)

### Expositions permanentes.

*Le grand large – Exposition*

*La confluence des mondes*

**Jusqu'à l'automne 2023.**

*Cher Léo*

## EXPORAIL, LE MUSÉE FERROVIAIRE CANADIEN

(110, rue Saint-Pierre, Saint-Constant)

### Expositions permanentes.

*Arrête, regarde, écoute : train en vue?*

*Le rail, moteur du village global*

*Vestiges de notre mémoire – Les archives de l'ACHF*

## MUSÉE MARIUS-BARBEAU

(139, rue Sainte-Christine, Saint-Joseph-de-Beauce)

### Expositions permanentes.

*Céramique de Beauce*

*La Beauce : mythes et réalité*

## MUSÉE DES CULTURES DU MONDE

(900, boul. Louis-Fréchette, Nicolet)

### Exposition permanente.

*Êtes-vous près?*

**Jusqu'au 24 avril 2022.**

*Lumière sur les francs-maçons*

**Jusqu'au 29 mai 2022.**

*Un trésor bien gardé. Les femmes et la mystique*

## MUSÉE NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE

(400, rue Hériot, Drummondville)

**Plusieurs collections à contempler.**

## ÉDIFICE DESJARDINS

(59, avenue Bégin, Lévis, Québec, G6V 4C4)

### Exposition permanente.

*POP-SAC-À-VIE... sur les traces d'un mouvement*

### Exposition temporaire.

*Innover pour coopérer*

## MAISON ALPHONSE-DESJARDINS

(6, rue du Mont-Marie, Lévis, Québec, G6V 1V9)

### Exposition permanente.

*L'empreinte d'un couple*

## ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE

2050, rue Atateken, Montréal

### Exposition permanente.

*À cœur de jour! Grandeurs et misères d'un quartier populaire*

*Nourrir le quartier*

## MUSÉE D'ART DE JOLIETTE

145, rue du Père-Wilfrid-Corbeil, Joliette

### Exposition permanente.

*Les îles réunies*

*Collections, le temps suspendu*

**Jusqu'au 30 avril 2022.**

*Eruoma Awashish. Mackwisiwin*

**Jusqu'au 15 mai 2022.**

*Vicky Sabourin. Ce que les lys odorants tentent de camoufler*

**Yves Beaugard**

# PARTAGEZ NOS TRÉSORS!

À la suite de la réorganisation de ses espaces,  
**CAP-AUX-DIAMANTS** est heureuse de partager  
les grands cruds de ses réserves.

Nous vous offrons la chance de vous procurer les numéros  
antérieurs au prix exceptionnel de 5 \$ + taxes  
et manutention.

## ATTENTION

Les numéros de l'année en cours sont au prix courant de 9,50 \$

## QUANTITÉS LIMITÉES

Rien de plus simple,  
téléphonez-nous : 418 656-5040

### OFFRE D'ABONNEMENT

#### ABONNEMENT

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Province \_\_\_\_\_  
Téléphone (rés.) ( ) \_\_\_\_\_  
Téléphone bureau ( ) \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

#### TARIFS (taxes incluses)

Réguliers	Institutionnels
<input type="checkbox"/> 1 an : 35,00 \$ (4 numéros)	<input type="checkbox"/> 1 an : 45,00 \$ (4 numéros)
<input type="checkbox"/> 2 ans : 65,00 \$ (8 numéros)	<input type="checkbox"/> 2 ans : 80,00 \$ (8 numéros)
<b>Étudiant</b>	
<input type="checkbox"/> 1 an : 25,00 \$ (4 numéros)	
<b>De soutien</b>	
<input type="checkbox"/> 2 ans : 100,00 \$ (8 numéros) (reçu pour la fin d'impôt de 50,00\$)	

Mode de paiement  Visa  MasterCard  Chèque  
N° de carte \_\_\_\_\_ Exp. \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_

CAP-AUX-DIAMANTS, C. P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4M8  
(418) 656-5040 • revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca



MOT DE LA RÉDACTION  
FIGURES DE PROUE  
D'HIER ET D'AUJOURD'HUI  
IN CHANTRE DE LA MODERNITÉ, AU  
HENRI TRANQUILLE, LIBRAIRE DE L'É  
IN GRAND MAÎTRE DE LA TRADITION  
EX PREMIÈRES LOGES DE L'HISTOIRE  
ÉDARD THIBAUT, LE ROI DU CARNA  
ÉCOLE DES FILLES, LES URSULINES  
0 ANS DE SOINS HOSPITALIERS, L'HI  
ELAGER LE CORPS ET SAUVER L'AM  
S AUGUSTINES DE QUÉBEC

MAGIEN DE LA RUE SAINT-JEAN, CYRILLE DOUET  
RISAN DES CAISSES POPULAIRES, ALPHONSE DESJARDINS  
DIEN DU DRAPAU DE CARILLON,  
IS DE GONZAGUE BAILLARGE

45 AU MUSÉE DU QUÉBEC  
75 AGENDA DES EXPOSITIONS  
77 LE CABINET DES SOCIÉTÉS  
78  
Page couverture  
418 656-5040 • revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca



APRÈS LA DÉCOUVERTE DE CHRISTOPHE COLOMB (1492)  
NAPOLÉON BONAAPARTE

POINTE-À-CALLIÈRE

# COUP DE CŒUR! NOS COLLECTIONS S'EXPOSENT

DÈS LE 24 FÉVRIER 2022



 **POINTE-À-CALLIÈRE**  
Cité d'archéologie et  
d'histoire de Montréal

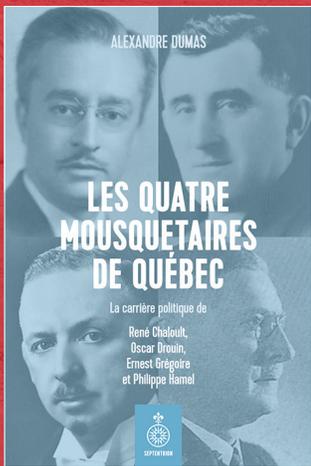
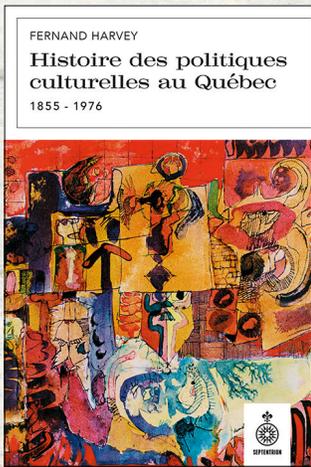
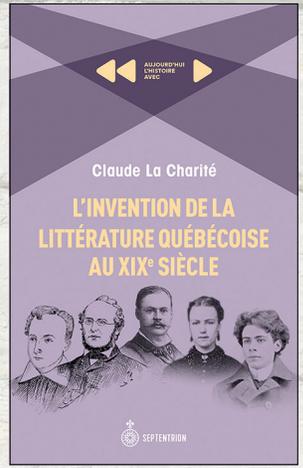
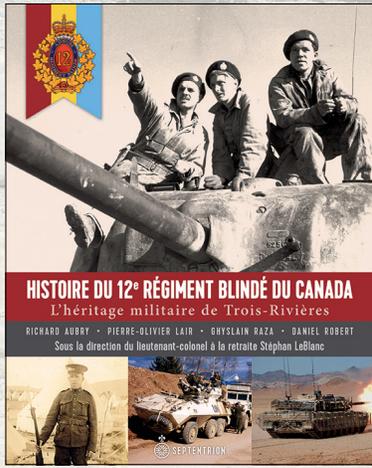
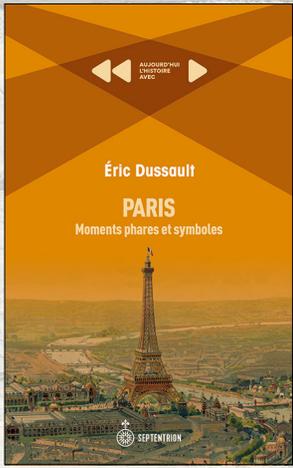
30 ANS  
D'HISTOIRES

[pacmusee.qc.ca](http://pacmusee.qc.ca)

 **UVILLE**  
HOTEL MONTRÉAL

 **LA PRESSE**

Montréal 



**TOUJOURS LA RÉFÉRENCE  
EN HISTOIRE AU QUÉBEC**

[www.septentrion.qc.ca](http://www.septentrion.qc.ca)

